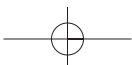


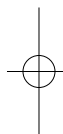
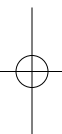
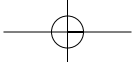
Variations

Revue internationale de théorie critique

Subjectivités libres et critique de la répression

Parangon/Vs





Fondateur : Jean-Marie Vincent (1934-2004)

Directeur de la publication : Denis Berger

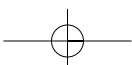
Responsable de la rédaction : Alex Neumann

Comité de rédaction : Denis Berger, Annie Dequeker, Philippe Maingault, Alex Neumann, Lucia Sagradini, Emmanuel Valat.

Comité de lecture : Gilbert Achcar (Berlin), Toni Andréani (Paris), Alain Bertho (Paris), Estelle Ferrarese (New York), Wilfried Graf (Vienne), Maud Ingarao (Lyon), Michal Kozłowski (Varsovie), Eustache Kouvelakis (Londres), Michael Löwy (Paris), Fernando Matamoros Ponce (Mexico), Michelle Riot-Sarcey (Paris), Maria Emilia Tijoux (Santiago de Chile), Michel Vakaloulis (Paris).

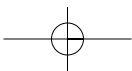
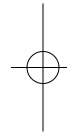
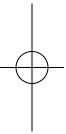
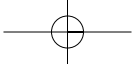
© Parangon/Vs, Lyon, 2006

www.editions-parangon.com



Sommaire

<i>Éditorial</i> — — — — —	5
Dossier	
Oskar Negt. <i>Avoir l'autre dans la peau. Au sujet d'un principe de pédagogie alternative</i> — — — — —	9
Alain Bertho. <i>Du « grondement de la bataille » à l'anthropologie du contemporain</i> — — — — —	17
Alex Neumann. <i>Pour une écoute sociologique. Répression, inhibition, prise de parole</i> — — — — —	28
Lucia Sagradini. <i>La fragilité du « Grand Frère ». Lire 1984 et se souvenir</i> — — — — —	40
Soizic Bonvarlet. <i>Walter Benjamin, ou la possibilité de ne pas trahir l'enfance</i> — — — — —	50
Entretien avec John Holloway. <i>« Adorno au milieu de la jungle Lacandon »</i> — — — — —	59
Fernando Matamoros Ponce. <i>Imaginaire et désir dans l'utopie zapatiste. Une approche de la subjectivité au temps de l'insubordination</i> — — — — —	64
Hors-champ	
Stephen Bouquin. <i>Domination au travail, ou domination du travail abstrait? La contribution de Jean-Marie Vincent à une sociologie critique du travail</i> — — — — —	76
Philippe Maingault. <i>Contre la précarité et la subordination, construire le dépassement du salariat par de nouvelles formes de gestion</i> — — — — —	90
Entretien avec Michel Lequenne et Denis Berger, réalisé par Emmanuel Valat. <i>Parcours politiques</i> — — — — —	101
Notes de lecture — — — — —	108



Éditorial

Nous sommes envahis. Aucun maquis, nulle fréquence de Radio Londres pour prendre la tangente. Envahis par un discours anxiogène, fataliste et répressif, qui veut justifier le dressage des enfants, le matraquage des lycéens, la domination des banlieusards, l'expulsion des immigrés, la persécution des précaires, la criminalisation du mouvement social. Ce discours voudrait enfermer dans des centres militaires la violence diffuse et massive qui s'inscrit dans les relations sociales d'une société post-coloniale autoritaire. Il s'agirait de ficher les plus petits, selon une définition de la déviance digne des manuels soviétiques d'avant Khrouchtchev. On voudrait réglementer la psychanalyse selon des normes psychiatriques qui semblent tout ignorer de la percée conceptuelle ouverte par Freud. À la répression policière et aux lois d'exception s'ajoute ainsi une répression des esprits, relayée par les mass-médias, allant à l'encontre de tout ce qui pourrait permettre une expérience de soi autonome. Raison pour laquelle nous avançons la subjectivité libre comme référence alternative à la vision répressive, au sein de ce numéro qui a été coordonné par Alex Neumann et Lucia Sagradini. La subjectivité libre peut ici s'entendre comme *freie Entfaltung*, expression évoquant le déploiement des pétales d'une fleur.

En l'absence d'un projet émancipateur clairement nommé, et en face de professionnels de la politique dont l'horizon se limite à « l'ordre républicain », plusieurs appels publics tentent de conjurer la puissance corrosive de la répression. Des milliers de citoyens se sont prononcés contre le contrôle administratif des enfants trouble-fête voulu par le ministre de l'Intérieur, réclament l'amnistie des jeunes révoltés de l'hiver 2005 et du printemps 2006, manifestent leur volonté de s'inscrire sur les listes électorales pour disposer d'une réplique élémentaire, marquent leur soutien aux sans-papiers... Ces appels ne sont pas impuissants, ils arrivent à calmer la tempête punitive qui s'est emparée du pouvoir, mais ils restent nécessairement cantonnés à la défensive. La critique des excès répressifs ne dit pas que la répression est tolérée, sinon attendue, par un grand nombre de personnes qui ne connaissent pas d'autres réponses et qui se sentent rassurées par le rappel des rapports d'autorité, à droite comme à gauche. Tel est le sens des études sur la *personnalité autoritaire*, présentées par Adorno il y a plus de cinquante ans. En revanche, l'expérience de la liberté, même si elle reste partielle ou éphémère, rend les individus résistants et détruit la puissance de la publicité autoritaire.

Variations participe à sa manière au développement d'un espace public oppositionnel, face à la représentation répressive, en proposant d'avancer vers une compréhén-

6 | ÉDITORIAL

sion globalisante de ces phénomènes, grâce au recours à des concepts forgés par la Théorie critique et le freudo-marxisme. Les articles de ce numéro abordent l'enfance sans entraves, la jeunesse en révolte, la prise de parole des salariés, la résistance aux abstractions totalitaires, le cri de négativité des zapatistes et leur refus de s'identifier à un monde fait de guerres et de carcans.

Oskar Negt, auteur majeur de la Théorie critique et fondateur de la *Glockseeschule*, renverse la table de l'École traditionnelle, en abordant les promesses tenues de la pédagogie alternative. Il met en relief les relations de réciprocité entre la proximité corporelle, la levée des inhibitions et l'autonomie des enfants. Alain Bertho saisit la révolte des banlieues comme un moment de crise propice au lancement d'un chantier de recherche anthropologique, pouvant inspirer une critique politique. Il amorce le dépassement des cadres d'interprétation positivistes, durkheimiens et marxistes-léninistes, qui cherchent tous à éclairer la subjectivité à partir d'une position d'extériorité aux acteurs. Le communisme municipal français, que l'auteur a longuement exploré, est lui aussi soumis à une déconstruction analytique. Alex Neumann entame une démarche similaire, qu'il illustre par la prise de parole des salariés. Il préconise l'écoute sociologique à la place des monologues académiques. Les soubassements conceptuels de ce projet proviennent d'un héritage délaissé de la Théorie critique, qu'il s'efforce de mettre à jour, afin d'interroger la sociologie explicative. Bourdieu ne pensait-il pas que les ouvriers ne savent pas parler? Lucia Sagradini investit les brèches et fissures des appareils répressifs, en montrant les chemins détournés par lesquels Winston Smith, protagoniste du roman *1984*, arrive à se réapproprier son autobiographie en dépit du mensonge totalitaire. L'appareil du parti, s'exhibant comme une entité toute-puissante, s'avère être une construction précaire, dès lors que l'adhésion subjective vient à lui manquer. Soizic Bonvarlet accorde de belles pages au souvenir de l'enfance berlinoise de Walter Benjamin, poète, philosophe et refuznik. Manière de dire que la mélancolie et la rêverie sont des refuges indispensables, au vu de la modernité cynique qui nous assaille, et que nulle pilule psychotropique ne saurait dissoudre. John Holloway, altermondialiste, zapatiste et théoricien de la révolution, nous accorde un entretien dans lequel il reprend l'idée d'un refus radical du monde tel qu'il se donne, inspirée de la dialectique négative d'Adorno. *L'Autre campagne* du sous-commandant Marcos est discutée à partir de cet angle décalé. Fernando Matamoros, dont les écrits sur l'utopie au Mexique sont déjà connus par le public français, approfondit cette réflexion en puisant dans les ressources de l'imaginaire indigène et des cultures de la rébellion. Le trône des vainqueurs de l'histoire vacille et le *fait accompli* menace d'être renversé à tout moment.

Hors-champ, deux articles conspuent le discours conservateur de la valeur-travail. Stephen Bouquin rend hommage à Jean-Marie Vincent (1934-2004), fondateur de notre revue, en soulignant son apport conceptuel à la sociologie contemporaine. Il insiste sur l'originalité du concept de travail abstrait, issu de la pensée de Marx, et qui

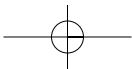
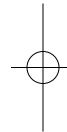
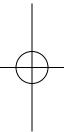
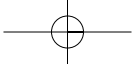
signale les transformations du travail sous les conditions de la socialisation marchande. Le texte est issu d'un colloque organisé par l'Université Paris 8 et par *Variations*. Philippe Maingault constate pour sa part que le mouvement contre le Contrat Première Embauche s'est accompagné, entre autres choses, d'une idéalisation implicite du Contrat à Durée Indéterminée, dont les contraintes avaient pourtant été contestées par des luttes sociales au cours des années soixante et soixante-dix.

Le numéro s'achève en point d'orgue sur un entretien avec Denis Berger et Michel Lequenne, qui permet de passer en revue les riches expériences politiques et théoriques des deux intellectuels communistes, formés par le trotskysme critique, le surréalisme et d'autres expériences vivantes. Loin de renier leur engagement initial, ils se disent repoussés par le sectarisme actuel de la Ligue communiste révolutionnaire, rappelant en cela le parcours de Jean-Marie Vincent.

Variations prend également date pour le Congrès Marx International V – qui se tiendra du 3 au 6 octobre 2007 à l'Université de Nanterre – et dont elle est l'une des revues co-organisatrices. À cette occasion, nous entendons favoriser le débat contemporain sur la Théorie critique, à partir du thème du congrès « Anticapitalisme et altermondialisme ». La revue préparera un numéro spécial à cette occasion (automne 2007).

En attendant, nous lançons un appel à communication pour notre numéro de printemps 2007, qui interroge les *Frontières de la politique*¹.

¹ Voir appel à communication en fin de volume.



Avoir l'autre dans la peau Au sujet d'un principe de pédagogie alternative

Oskar Negt¹

Dossier

Une hiérarchie fatale s'est imposée dans l'appréciation des processus éducatifs, tout particulièrement en ce qui concerne les activités sensorielles : plus elles s'apparentent à des opérations cognitives et plus on leur accorde de l'importance pour les projets pédagogiques. Le sommet de cette hiérarchie est occupé par l'ouïe et le regard. Le toucher doit s'élaborer à travers des propositions de sculpture et de mise en forme. Plus rarement, les enfants peuvent aussi développer leur goût à travers des cuisines intégrées à l'école. L'odeur revêt quant à elle une signification dépréciative et gênante. Il semblerait nécessaire d'écrire une histoire culturelle de chacune de ces sensations classiques, sinon une histoire spécifique de leur usage en milieu scolaire.

Je me limiterai ici à l'exposé d'une activité sensorielle qui a pratiquement été jetée aux oubliettes ; je veux parler de la peau. Dans la mesure où les enfants et les adolescents perçoivent leur monde vécu de plus en plus comme un univers étranger et aliénant, cette activité sensible devient de plus en plus importante pour la réussite des processus éducatifs. Alors que l'importance de la peau a été reconnue pour la socialisation des enfants en bas âge, cela est loin d'être le cas pour les enfants scolarisés et leurs modes d'apprentissage. À mon sens, le non-respect de la proximité épidermique est l'une des raisons décisives pouvant expliquer la violence qui se répand au sein de l'école publique, de même que la chute de motivation des élèves.

L'expérience des écoles alternatives

Les exemples ne manquent pas qui montrent comment le principe de la proximité épidermique peut être déployé dans le cadre d'écoles alternatives. On y arrange des niches et des coins de câlins ou de lecture ; on y organise des espaces s'apparentant à des greniers ou des débarras. Les enfants y sont assis côte à côte, se frottent l'un à l'autre et échangent leur chaleur corporelle. Souvent, le simple geste consistant à poser une main sur la tête de l'enfant suffit à le calmer et lui enlever son angoisse. Le caractère peu accueillant de la plupart des écoles ôte aux élèves l'envie d'apprendre. En revanche, partout où l'école favorise la proximité épidermique, des espaces supplémentaires s'ouvrent aux activités sensorielles. Il faut cependant constater que même les parents d'élèves des écoles alternatives ne sont pas persuadés que ce type d'organisation et de comportement soit justifié d'un point de vue pédagogique. Par conséquent, je voudrais souligner l'importance générale de la proximité épidermique et de la communication sensible pour la formation éducative des enfants.

Le fait de « s'agripper à la peau d'un autre être vivant », qui distingue les sensations épidermiques, constitue une frontière particulière, située à la lisière du matérialisme et de l'idéalisme, entre l'en-dedans et l'en-dehors, entre la protection et le danger, entre la conscience et l'inconscient. La radicalité de ce principe de la surface voue à l'échec toute tentative d'y substituer autre chose ou d'œuvrer à son déplacement. Au fond, il s'agit de renoncer à vouloir localiser les autorégulations humaines dans une quelconque profondeur ou hauteur, mais de les saisir là où on s'expose à l'environnement : c'est-à-dire au niveau de la peau.

Afin de cerner cette idée assez théorique, je vais recourir aux expérimentations impressionnantes d'un scientifique nord-américain. Harry F. Harlow a consacré ses analyses à la « question des pulsions premières », dans son article *The Nature of Love*². Il y rappelle la position scientifique dominante, selon laquelle nos motivations fondamentales résideraient dans la faim, la soif, la solitude, la douleur et le sexe. En ce sens, le rapport de la mère à l'enfant satisferait les pulsions primaires, tout en construisant une relation spécifique par le biais d'effets secondaires qui jouent un rôle catalyseur dans la construction de la personnalité de l'enfant. L'auteur partage ces observations dans la mesure où aucune autre relation n'est aussi intense que celle de la mère à l'enfant, influençant tout le développement pulsionnel futur. Il souligne cependant que l'ensemble des « catalyseurs secondaires » liés à la satisfaction des pulsions et des besoins premiers disparaissent au bout d'un moment si on les examine de près dans un cadre expérimental. En revanche, les affections humaines, inscrites dans la relation mère-enfant, ne disparaîtraient jamais, selon l'auteur, mais elles auraient plutôt tendance à se généraliser largement. Dans sa démarche expérimentale, Harlow bute sur la difficulté pratique que les nouveau-nés humains ne présentent pas un développement suffisant de leurs capacités motrices, ce qui entrave l'observation. Il en va autrement chez les nouveau-nés des macaques, plus avancés sur le plan moteur dès leur naissance et qui se développent plus rapidement. Dans leurs réactions immédiates à des situations mettant en jeu l'amour, ils ne manifestent guère de différences, comparés aux nouveau-nés humains. Sur cette base, Harlow a étudié les enfants de singe pendant trois ans, constatant que ceux-ci préfèrent systématiquement une mère de substitution en tissu à une autre en fil de fer, même si seule cette dernière dispense du lait.

Même si ces expériences ne livrent certainement pas d'enseignement immédiat pour la conception des écoles alternatives, ils signalent néanmoins à quel point la proximité corporelle joue en faveur de la diminution des peurs et donc en faveur de l'extension de la liberté d'action. De même, les enquêtes qu'Anna Freud a réalisées parmi des enfants ayant vécu la Seconde Guerre mondiale ont permis de montrer que tous les enfants ayant éprouvé l'expérience des bombardements en compagnie de leurs parents ou d'autres personnes proches, n'ont pas développé d'angoisses particulières ou n'ont du moins pas vécu ces événements comme une expérience durablement traumatisante.

Critique de la répression et droit à la régression

Aujourd'hui, l'Éducation nationale (en Allemagne) reste marquée par une pédagogie idéaliste, qui se focalise sur des exigences tournées vers l'organisation interne de la mentalité enfantine. Cela s'applique même aux aspects où l'on cherche à tenir compte des besoins émotionnels et sociétaux des élèves. Pour simplifier la question, on peut dire que la pédagogie traditionnelle part de l'intérieur pour aller vers l'extérieur. Elle vise les motivations intrinsèques, autrement dit la pensée et l'agir interne des enfants, en considérant tout ce qui se trouve à l'extérieur soit comme une barrière, soit comme une simple stimulation de cette dimension interne. Les écoles alternatives empruntent le chemin inverse, allant de l'extérieur vers l'intérieur. Il s'agit d'abord d'assurer des espaces de liberté et d'action aux enfants afin de favoriser leurs expressions publiques. Avant que l'enfant puisse disposer de la liberté de se concentrer sur l'intérieur, il convient de créer les conditions permettant sa proximité épidermique. La surface est aussi importante que la profondeur. Si on n'accepte pas l'importance de la surface et qu'on omet de travailler sur ses formes d'expression, les dimensions profondes de l'apprentissage resteront inaccessibles.

Je viens d'indiquer que la dimension relationnelle du travail pédagogique détermine largement l'atmosphère qui règne au sein de l'école. Ce climat touche aussi la manière dont les succès des élèves peuvent s'inscrire plus durablement dans leurs motivations. Dans un premier temps, l'observateur – qui ignore l'expérience des écoles alternatives – percevra l'acceptation de la proximité corporelle comme une régression infantile qui ne serait plus justifiée au vu de l'âge des élèves. Cela n'est d'ailleurs pas complètement faux, mais la question n'est pas tant de savoir s'il s'agit d'une régression, mais quand celle-ci se manifeste pour la première fois. Nombre d'adultes, qui n'ont pas eu le droit à la régression en tant qu'enfants, font des rechutes de régression infantile, après s'être forcés à la discipline pendant une longue période.

La plupart des écoles alternatives ouvrent la possibilité que ce type de régression se produise à un âge où l'identité personnelle n'est pas ébranlée, mais où la régression sert plutôt à équilibrer le développement émotionnel, cognitif et social. L'école *Glocksee*³ livre quantité d'exemples illustrant comment des enfants plus âgés s'occupent des plus petits, en les maternant, ce qui leur permet de satisfaire leur besoin de proximité corporelle au lieu de le rechercher auprès d'adultes ou d'enfants du même âge. Au bout d'un moment, ils reviennent pourtant vers leur groupe d'âge, après avoir pu se libérer de la peur de ne pas être à la hauteur. Nous n'avons connu aucun cas de stagnation à ce stade parmi les enfants ayant pu donner libre cours à leurs besoins de proximité. Bien au contraire, la garantie du recours possible à la proximité corporelle est une condition fondamentale pour la sortie du nid douillet et pour la capacité des enfants à prendre de la distance avec leurs foyers d'origine, en faveur d'une plus grande objectivité.

Je me permets de revenir encore une fois sur le rapport spécifique entre la distance et la proximité. L'histoire variée des écoles alternatives, dans leur éventail le plus large, témoigne du fait que, au fur et à mesure que la peur de la perte de la proximité s'es-

tompe, les enfants deviennent capables d'un comportement de plus en plus distancié et différencié envers les hommes et les choses. Il est frappant de constater que la proximité épidermique ne peut être remplacée par aucune autre sensation. À partir du moment où cette proximité est satisfaite, les autres activités sensorielles peuvent prendre en charge leurs champs d'application propres. En revanche, quand l'activité sensorielle de la peau est perturbée, les autres sensations sont entravées ou endommagées, et leurs relations réciproques sont déséquilibrées.

Lorsqu'on évoque la proximité épidermique, on provoque aussi la question de savoir dans quelle mesure l'intimité, donc la sexualité, doit être tolérée au sein de l'école. Il est vrai que « la libération de la sexualité » était l'un des leitmotivs de la contestation soixante-huitarde. Le livre de Wilhelm Reich, *La révolution sexuelle*⁴, comptait parmi les textes fondateurs de ce mouvement, qui a aussi mobilisé des lycéens, à côté des étudiants. Ainsi, il n'est pas étonnant que ces idées aient influé sur le mouvement anti-autoritaire et sur les écoles alternatives qui s'en sont nourries. Il convient ici de souligner que tout cela n'a aucunement abouti à une sexualisation de l'école. En reconnaissant l'existence de la libido enfantine, celle-ci se trouve relativement banalisée au milieu des autres expressions libidinales et s'intègre dans une certaine mesure dans la vie quotidienne des enfants.

Nous rappelons ici un fait élémentaire de l'anthropologie. Freud parle d'un « levier à deux temps de la vie sexuelle » qui n'appartient qu'aux hommes, puisqu'on ne le trouve apparemment nulle part ailleurs au sein de la nature organique. La sexualité des petits enfants se perd à partir d'un certain âge et succombe à l'amnésie enfantine à peu de choses près. Pendant la phase de latence, la sexualité des enfants semble complètement disparaître. Freud émet par conséquent l'hypothèse que les hommes doivent descendre d'une espèce de mammifère qui atteignait la maturité sexuelle à l'âge de cinq ans. Puis une énorme rupture a dû se produire dans l'évolution de l'espèce humaine : « *Une influence extérieure a sans doute perturbé le développement linéaire de la sexualité. Ceci pourrait être lié à d'autres transformations de la vie sexuelle humaine, en comparaison avec les animaux, par exemple la disparition de la périodicité de la libido et l'usage du rôle que joue la menstruation dans la relation qu'entretiennent les deux sexes*⁵. »

Comme le développement sexuel de l'enfant ne se fait pas d'une manière linéaire, mais qu'il existe bien des niveaux où la sexualité peut jouer un rôle dans l'éducation, celle-ci devra changer de forme, selon qu'elle s'applique à la phase orale et anale ou encore lorsqu'il s'agit de la phase phallique-sadique dont parle Freud. De même, l'éducation devra changer de forme au cours de la phase de latence et pendant la puberté.

Depuis que l'éducation existe, la sexualité lui a toujours posé un problème difficilement maîtrisable. Depuis l'Antiquité grecque au moins, nous connaissons le couple éducateur-élève, qui décrit une sorte de champ de bataille entre la mise à distance et la proximité, y compris charnelle. La pédérastie et la pédagogie ont plus en commun qu'une racine étymologique. Les dialogues de Platon propagent ouvertement l'Éros, même si Socrate anoblit sciemment l'amour charnel pour en faire un « amour envers la science » (la philosophie). L'Antiquité ne conçoit pas l'éducation sans amour, ni sans sexualité pratiquée. Au sein de cette relation tendue se forme un imaginaire érotique particulier qui concerne les deux parties, mais qui se heurte à de nombreux interdits.

La distance que la société bourgeoise établit entre l'éducateur et l'élève se paie au prix d'un contrôle et d'une observation renforcés de l'élève. Rousseau a sans doute formulé ce problème de la pédagogie moderne de la manière la plus explicite qui soit. Il charge l'éducateur de la tâche de ne pas perdre de vue un seul instant son élève. Émile, le protagoniste de son roman éducatif, n'est élevé au stade de la vraie nature, qui est au fond identifiée à la raison, qu'à travers l'intervention protectrice permanente de son éducateur. Toutes les expressions de l'enfant sont placées sous haute surveillance. Rousseau se rend lui-même compte de cette tension que vit l'éducateur.

L'institutionnalisation de l'École, donc son placement sous le patronage de l'État, ne fait pas disparaître ce problème, qui cesse tout au plus d'être thématiqué par la suite. René Schérer a retracé ces changements dans le cadre des relations entre sexualité et éducation⁶. Selon cet auteur, les sanctions morales et religieuses qui pèsent sur l'éducation ont diminué; la sexualité n'est plus perçue comme un péché, un mal ou une saleté. Cependant, l'« éducation sexuelle », pratiquée à l'école et au sein de la famille, subit toujours des tentatives de contournement et se distingue souvent par de pseudo-explications. Aujourd'hui encore, les gens restent assez éloignés d'une attitude décontractée envers la sexualité. Schérer écrit que les enfants ne sortent de la sexualité voilée du milieu familial que pour être aussitôt exposés à la déssexualisation du milieu scolaire. Pour lui, l'école tend à résorber la sexualité sans la conceptualiser, donc elle la prend forcément de travers. Pendant ce temps, l'enfant se trouve neutralisé par une observation intense de la part de psychologues, de pédagogues et de psychiatres.

La banalisation de la sexualité

La sexualité a été libérée des contractions puritaines; elle est devenue visible dans l'espace public, et l'on reconnaît généralement son importance fondamentale pour le développement des individus, mais malgré ce contexte, les écoles alternatives peinent à conceptualiser la sexualité d'une manière cohérente, susceptible d'être mise en pratique d'une façon consciente. Les écoles alternatives abordent la sexualité et l'éducation sous des formes variées, par exemple en modifiant le rôle des enseignants, ou encore en accordant une attention particulière au comportement sexué des enfants, lié au genre respectif. Pourtant, l'importance qu'on prête à la sexualité au sein des projets alternatifs semble fluctuante. Entre l'expérience de *Summerhill* et les écoles Freinet, on trouve un éventail extraordinairement large d'attitudes envers la sexualité.

Du point de vue théorique, c'est l'école de *Summerhill* qui se montre la plus ouverte et la plus radicale, du moins si l'on se réfère aux prises de position de son fondateur et directeur A.S. Neill⁷. L'exemple de *Summerhill* montre précisément que partout où les adultes considèrent la sexualité comme une chose naturelle qu'on peut aborder avec les enfants sans cachotterie et sans contorsions, l'importance de la sexualité diminue dans l'imaginaire et dans les discussions. Dans ces conditions, les enfants ont nettement plus de facilité à comprendre que l'école établit certains seuils en ce qui concerne l'intimité et le sentiment de honte, ce qui leur permet d'accepter ces frontières. Par exemple, lorsqu'on leur explique que la nudité n'a rien de mauvais ou de maléfique, mais que cela

dérange d'autres personnes. La banalisation du rapport à la sexualité au sein d'une série d'écoles alternatives ne conduit pas à un déploiement pervers des fantasmes sexuels, comme certains préjugés le suggèrent, mais à l'intégration des problèmes sexuels dans la journée de travail normale de l'école⁸. Le refoulement de la sexualité n'est autre chose qu'un instrument de domination, surtout dans le cadre des processus éducatifs.

Cette hypothèse a été étayée par les recherches de Michel Foucault, qui s'est explicitement opposé à toutes les conceptions qui espèrent obtenir la libération de la domination par le biais de la libération sexuelle. Une telle libération signifie en réalité la banalisation de la sexualité, donc la perte de son importance cruciale. Car selon Foucault, celle-ci n'a été amoindrie à aucune époque, pas même sous le puritanisme ou pendant l'ère victorienne, ni même par sa désublimation, ni par sa sublimation, mais c'est au contraire la répression de la sexualité qui l'a puissamment mise en scène, contribuant ainsi à sa surestimation. Comme nul autre dispositif, la sexualité véhicule une domination micro-structurale. La domination s'appuie sur la surestimation de la sexualité. Selon cette lecture, la domination ne peut pas se maintenir durablement sur des gens sobres, donc humains.

L'hypothèse de Foucault devient encore plus plausible si on examine les interactions entre les dispositions éducatives et sexuelles (c'est-à-dire la maturité sexuelle) à l'exemple des organes du corps humain. Michael Balint les énumère comme suit : l'activité cardiaque; la respiration; l'action musculaire; la digestion et l'anus; les mains, les parties génitales. Cette énumération des activités organiques suit une charge sexuelle croissante. Lorsque la sexualité se trouve complètement poussée vers le principe génital, celui-ci condense en quelque sorte les énergies pulsionnelles, qui sont ôtées aux autres organes. Notre culture perçoit le cœur comme étant moins spécialisé en tant qu'appareil sexuel que la respiration, celle-ci l'est moins que l'activité érotique des muscles, qui est moins sexualisée que l'anus, qui offre moins de significations sexuelles que la main, qui est à son tour moins spécialisée que les parties génitales. Balint compare les dispositions éducatives des organes respectifs, en constatant : « À mon sens, personne n'enseigne l'activité cardiaque⁹. » La manière dont les chansons d'amour louent le cœur donne l'impression que le cœur se trouve placé au centre des dispositions sexuelles, mais il ne faudrait pas confondre cette importance symbolique avec son importance organique. La respiration est enseignée dans les cours de yoga ou les écoles de plongée. Les prises éducatives sont encore plus grandes en ce qui concerne les activités musculaires. Tant que les gestes de marcher, de rester debout, d'être assis, ne sont pas encore complètement maîtrisés, chaque possibilité d'action libidinale peut être rattachée à une indication éducative. Ce processus éducatif implique également le fait de s'accrocher, de percevoir, de toucher, etc. De même, la maîtrise de l'appareil digestif témoigne d'une emprise culturelle et éducative. Par ce biais précis, la discipline et l'autocontrôle du corps sont inculqués dès le plus jeune âge, ce qui provoque souvent des désastres pédagogiques, qui découlent des énergies sexuelles devenues disponibles à partir de ces zones érogènes.

D'une manière comparable, la sexualité perd sa signification centrale dès lors qu'elle n'est plus refoulée au cours de la vie scolaire des enfants, au bénéfice d'autres formes du principe de plaisir, comme cela se pratique dans les écoles alternatives. Ainsi, les énergies

qui s'étaient concentrées sur un nombre restreint d'endroits du corps, où elles étaient endiguées, peuvent se déployer à travers l'ensemble des activités corporelles. L'éducation renonce sans doute ici à l'un des instruments décisifs de la domination, mais le développement personnel de l'enfant peut se faire en évitant les perturbations qui accompagnent généralement la formation de l'identité sexuelle.

Malgré cela, les enfants rencontrent de sérieux problèmes dans l'apprentissage de leur rôle sexuel pendant la phase de latence et la puberté, ce qui a fait l'objet d'une analyse spécifique dans le cadre de l'école *Glocksee*. Comme la plupart de ces enfants venaient à l'école à partir de crèches autogérées (*Kindertladen*), elles portaient moins de stigmates liés à la masturbation et à l'éducation sexuelle, problèmes que Neil devait dépasser à *Summerhill*. À l'école *Glocksee*, les questions posées étaient plutôt liées à la formation du rôle de genre, masculin ou féminin. Il ne s'agissait pas d'orienter ces processus par le biais d'une intervention permanente, mais d'apporter des aides aux enfants et de discuter leur propre développement avec eux-mêmes ainsi qu'avec les parents. L'idée étant de créer les conditions favorables pour que les enfants puissent résoudre les problèmes entre eux, où du moins de les mettre en position de proposer des solutions par eux-mêmes.

L'émancipation de la sexualité est à peine pensable en dehors d'une émancipation des activités sensorielles, ce qui nécessite le dépassement d'une division du travail hiérarchique des sensations, résultant de leur développement déséquilibré. C'est l'un des principes essentiels de la pédagogie alternative, bien que celle-ci soit consciente des limites qu'elle rencontre tant que la société reste globalement inchangée.

Changer la société

Aujourd'hui, la situation s'est encore inversée, alors que l'absence de répression ouverte de la sexualité ne conduit pas inmanquablement à l'abolition de la domination de l'Homme sur l'Homme. L'érosion culturelle en ces temps de crise semble même happer ces domaines intimes, mettant littéralement sens dessus dessous ce qui auparavant était clairement défini par les sensations. « L'éros révolutionnaire s'est mué en *lean sex*, si on veut parler d'une manière un peu trop moderne, c'est-à-dire du sexe autodiscipliné et auto-optimisé. Pendant la semaine de travail, on fonctionne proprement et correctement, tandis que le week-end on laisse sortir la techno-bête dans le Tiergarten de Berlin, ce qui n'est plus qu'un lointain écho des promesses et risques du légendaire jardin des plaisirs¹⁰. »

Pareille extension des énergies libidinales, si elles ne trouvent d'expression ni privée ni publique, décrivent un potentiel de violence dangereux qui sommeille au sein de la société.

Traduction de l'allemand : Alex Neumann

¹ Oskar Negt est professeur émérite de sociologie, docteur en philosophie (sous la direction de Theodor W. Adorno) et cofondateur de l'Institut de sociologie et de socio-psychologie de l'université de Hanovre, qu'il a dirigé de 1972 à 2003. Il est l'auteur d'une trentaine de livres, dont notamment *Öffentlichkeit und Erfahrung* (avec A. Kluge), *Zweitausendeins*, 2001 (1972), traduit en anglais, italien, portugais, espagnol, japonais et danois. À paraître en français : Oskar Negt/Alexander Kluge, *L'espace public oppositionnel*, Payot, février 2007.

² Harry F. Harlow, « The Nature of Love », in : *American Psychologist*, n° 13, États-Unis, 1958, pp. 673-685.

³ Oskar Negt fait partie des fondateurs de l'école *Glocksee* à Hanovre, qui existe depuis 1972 et qui dispense aujourd'hui l'équivalent du baccalauréat. Il a exposé le fonctionnement de l'école dans son livre *Kindheit und Schule in einer Welt der Umbrüche*, Steidl, 2002, dont est issu le présent article. Ndt.

⁴ Wilhelm Reich, *La révolution sexuelle : pour une autonomie caractérielle*, Plon, 1972. Ndt.

⁵ Sigmund Freud, *Abriss der Psychoanalyse*, Fischer, 1972, p. 15.

⁶ René Schérer, *Émile perversi, ou des rapports entre l'éducation et la sexualité*, Robert Laffont, 1974.

⁷ A.S. Neill, *Libres enfants de Summerhill*, Maspero, 1970 (rééd. La Découverte). Ndt.

⁸ L'école de Summerhill, située en Grande-Bretagne, fonctionne toujours et est aujourd'hui dirigée par la fille de Neill, Mme Redhead. Suite à l'intervention du gouvernement Blair, qui a tenté de fermer l'école au début des années 2000, la mise en conformité avec les normes de sécurité a conduit à l'établissement de toilettes séparées pour les filles et les garçons, mais la direction de l'école n'a accepté aucun changement des principes pédagogiques. Ndt.

⁹ Michael Balint, *Urformen der Liebe und die Technik der Psychoanalyse*, Stuttgart, 1965, p. 45.

¹⁰ Volkmar Sigusch, « Die Trümmer der sexuellen Revolution », in : *Die Zeit*, 4.10.1996.

Du « grondement de la bataille » à l'anthropologie du contemporain¹

Alain Bertho²

L'identification de la métropole comme espace productif et stratégique pour l'hégémonie du travail immatériel et de la multitude est une étape importante qui semble à peu près réalisée. À ce point de la construction collective, nous sommes confrontés à un impensé de taille : quelle est la politique qui va donner force et lisibilité à ces nouveaux antagonismes ? Quelle est la politique qui va construire ce fameux « sujet historique » dont nous avons peut-être la nostalgie ? Le danger me semble très grand de « déduire » la politique métropolitaine des enjeux objectifs de la territorialisation du travail immatériel, de glisser sans y prendre garde dans une intellectualité de type structurale, objectiviste, déductiviste et dialectique. Bref de rester les dignes héritiers de Durkheim et de Lénine.

En réalité, les mots anciens nous emprisonnent et « nous obligent à répéter plutôt qu'à dire », dit Zygmunt Bauman, citant les *Villes invisibles* d'Italo Calvino³. « Répéter » ce qu'on savait déjà : n'est-ce pas ce qu'a fait à l'envi la sociologie française après le choc des émeutes de novembre 2005, se rassurant ainsi sans doute de la difficulté extrême que nous avons à identifier l'événement dans sa singularité, voire même à mettre des mots dessus. C'est une subjectivité politique nouvelle qui émerge et ce sont les sciences sociales qui bégaient...

Dans cette conjoncture, j'ai fait personnellement, résolument, le choix d'une posture anthropologico-ethnographique face à l'inépuisable singularité, comme à l'inépuisable altérité du contemporain. C'est une posture humble d'enquête participante. C'est une posture qui construit ses terrains, mais en aucun cas ses objets. De regarder notre monde par en bas et par le bout des singularités et des situations n'est sans doute pas la plus mauvaise façon de glaner les mots qui nous manquent, ni de comprendre la conjoncture politique. Cette posture s'est imposée à moi au cours de la vingtaine d'années durant laquelle j'ai mené des recherches sur la ville et la politique jusqu'à aujourd'hui. C'est à partir de cette longue expérience de banlieue que je veux poser ici quelques hypothèses et pistes de recherche qui ont les mobilisations récentes comme point d'ancrage.

I. La Banlieue comme « anomalie »

Voici vingt-cinq ans que la question se pose de savoir de quoi la « banlieue », nouvelle venue du vocabulaire social au début des années quatre-vingt, est-elle le nom ? Un quart de siècle plus tard, la réponse semble évidente : la banlieue est le nom de

l'affrontement subjectif et cognitif de l'ancien et du nouveau, longtemps théâtre privilégié de la décomposition du fordisme et aujourd'hui plus clairement gisement de nouveauté. L'ancien et le nouveau : la formule est pratique. Soyons un peu plus précis dans notre désignation ; je veux parler ici à la fois du mode de la politique et du mode d'intellectualité du monde.

Deux modes politiques

Je pose en effet que le communisme municipal dont j'ai suivi les déboires⁴ est l'une des formes historiques de la politique qui a accompagné l'industrialisation et le fordisme. Ce mode a, durant des décennies, articulé la classe comme subjectivité, l'État local et national comme enjeu stratégique et le parti comme pratique. Ce mode politique est clos. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela ne signifie pas qu'il a disparu de la scène sociale. Cela signifie qu'il a cessé de produire du social. Qu'il a cessé de faire société et histoire.

Mais ces décennies ont laissé des traces importantes, d'autant plus importantes que l'État était le terrain stratégique privilégié. Il a produit de l'institution : structures de pouvoir et de gestion, réglementations, cultures politiques. Ayant finalement, selon le mot célèbre, « perdu toute sa force propulsive », ce mode politique s'est laissé absorber par l'institution. Les partis, les syndicats sont aujourd'hui partie intégrante de l'État. Ce champ, aujourd'hui restreint, reste le terrain d'affrontements de types fordistes qui, depuis plus de dix ans (grèves de novembre-décembre 1995), se soldent par la liquidation progressive de l'héritage, le rétrécissement de l'espace politique et électoral des partis, les reculs syndicaux et la perte progressive de confiance dans la démocratie... La crise du communisme a été la partie la plus visible d'une crise généralisée de la politique fordiste.

La gauche s'est désespérément arc-boutée sur son héritage et sa culture, de plus en plus incapable de comprendre, voire d'accepter les nouveaux enjeux émergents et notamment les enjeux de la vie urbaine. En installant la politique de la ville, la gauche a montré son souci de prendre en compte les nouvelles questions urbaines, mais elle l'a fait dans un cadre de politiques contractuelles défensives, dérogoires au droit commun de la République, territorialisées, temporaires et expérimentales. Les tensions urbaines ont été vécues comme périphériques au regard de l'affrontement au sein de l'entreprise. Ces nouvelles tensions n'ont pas été vues comme de nouveaux fronts à tenir, mais comme une source de difficulté pour les fronts traditionnels. Les quartiers ouvriers des générations précédentes avaient été vécus comme des bastions. Les nouveaux quartiers du prolétariat urbain sont considérés comme des « ghettos » que la gauche elle-même propose parfois de disperser au nom de la « mixité sociale ». La nostalgie des luttes obscurcit, pour nombre de militants, la conscience des enjeux du présent : « Le nouveau n'efface pas le passé, mais seulement fait du passé un obstacle pour affronter le futur avec intelligence, avec des capacités de créer de nouveaux affects, de produire de nouvelles luttes politiques⁵. » Militants du droit au logement dès 1990, sans papiers en 1996, chômeurs en décembre 1997, sont successivement

accueillis avec réticence dans le cercle des luttes légitimes et toujours suspectes de sur-enchères ou de divisions potentielles.

Racisme culturel et social, discrimination au quotidien, stigmatisation de la jeunesse, traitement policier des questions sociales et urbaines, sont pour la gauche surtout un terrain d'hésitation voire de division passionnelle. Quoi d'étonnant, dans ces conditions, qu'elle offre un front désuni, une résistance molle, voire une perméabilité certaine à la stratégie de l'épouvantail agitée par la droite politique ou culturelle. Je parle de la question dite de « l'immigration » dès le début des années quatre-vingt, la question de la « sécurité » lancée dans la foulée des années quatre-vingt-dix, la question des « ghettos » à résorber pour finir sur l'air de « l'islam versus laïcité » de ces dernières années.

Or, simultanément, une nouvelle subjectivité, voire un nouveau mode de la politique, s'est peu à peu manifestée. De cette difficile émergence fortement obscurcie par cette durabilité de l'ancien, disons le tout net, nous ne savons pas grand-chose. Nous avons une hypothèse à laquelle il nous faut tenir coûte que coûte : le nouveau ne ressemble pas à l'ancien. Il n'articule pas de la même façon ses pratiques et son intellectualité du contemporain. Inutile donc de remplacer la classe par la multitude et de chercher désespérément le parti et la forme d'État qui vont avec. On peut même pousser l'hypothèse que les formes séparées de la politique fordiste (société/État/politique; classe et parti) n'ont plus cours dans une subjectivité biopolitique et métropolitaine. Ce qui ne clarifie pas mieux les choses. Mais comme le chante *Noir désir* : « Si vous ne trouvez plus rien, cherchez autre chose ».

L'anomalie

En effet, les modes d'intellectualité savante du social sont aussi mis en difficulté par le changement de séquence, et la ville est un terrain privilégié de ces difficultés qui, là aussi, prennent le nom de « banlieue ». Enfants intellectuels de la confrontation du socialisme et de l'ordre industriel, les sciences sociales sont aujourd'hui en difficulté sur leurs paradigmes les plus fondateurs, comme la notion même de société. C'est sans doute dans les mots de l'urbain que se sont d'abord manifestées les incertitudes intellectuelles liées à la clôture d'une séquence historique et à l'ouverture de la séquence actuelle.

« La crise de l'urbain renvoie à une crise plus générale des représentations de la contemporanéité⁶. » La thématique de la banlieue et son cortège de concepts mous, « immigrés », « violences », « insécurité », « exclusion » signale « l'anomalie » proposée par Thomas S. Khun⁷ comme le symptôme flagrant d'une rupture d'intellectualité. Ce n'est pas la moindre des difficultés de la sociologie française depuis vingt ans que d'avoir tenté d'articuler les héritages conceptuels – durkheimiens ou marxistes – aux dérapages paradigmatiques, portés la plupart du temps par la commande publique de recherche. La quête obstinée d'une société conçue comme une composition de différences collectives nous a fait ainsi glisser de la classe à l'ethnie, de l'ouvrier à l'immigré, de la lutte à la cohabitation⁸.

Depuis plus de vingt ans, les débats publics présentent la banlieue comme une crise sociale, un manque et dysfonctionnement du réel, figure de « la ville comme une société défaite⁹ », mais cette lecture n'est peut-être qu'une crise du système d'interprétation¹⁰.

Traquer l'inattendu

Par quelle posture d'enquête peut-on, dans ces conditions, simultanément croiser le nouveau et l'identifier intellectuellement? Quel doit être notre terrain et quelle doit être notre ambition? Sans tenter de construire préalablement notre objet – opération on le comprendra tout à fait hasardeuse – au moins peut-on tenter d'y voir clair dans nos propres représentations mentales : qu'entend-on par « Politique »? La subjectivité d'un antagonisme, potentiellement porteuse de normes nouvelles d'organisation, la subjectivité d'une « normativité » au sens de Canguilhem? Comment s'identifie-t-elle dans la réalité matérielle : des pratiques de résistance, des mouvements de mobilisation, voire des insurrections, des processus constitutifs, l'énoncé partagé d'enjeux culturels et institutionnels...

L'une des difficultés peut alors s'énoncer ainsi : dans les cas des visibilités les plus flagrantes, cette subjectivité se développe dans un environnement de pratiques et d'institutions qui portent la marque de la période qui s'achève. Cette situation n'est pas forcément sans intérêt pour l'analyse, on le verra à propos du CPE. Cependant, ce n'est sans doute pas par là que l'on doit commencer. Ce que nous devons traquer, c'est l'anomalie, l'inattendu, l'innommable. « Les événements voyous », dirait Baudrillard¹¹. Ce à quoi nous devons nous coltiner intellectuellement, c'est au plus obscur. Il y a de fortes chances d'y trouver le gîte du lièvre. Novembre 2005, de ce point de vue, est une véritable aubaine.

II. Novembre 2005 : l'enjeu linguistique

Paradoxe d'un mouvement qui a éclaté comme le manifeste d'une jeunesse que la politique « ne calcule pas » et que les institutions rejettent et stigmatisent, les acteurs des émeutes de novembre sont restés dans l'obscurité et le silence. Ces « nuits bleues » de la banlieue qui ont braqué brutalement les projecteurs sur la situation faite à des populations et à des quartiers, laissent curieusement hors d'atteinte le visage, les mots, la subjectivité partagée de leurs acteurs. Stratégie d'une visibilité invisible, surgissement anonyme dans l'espace public. Nous avons vu à l'envi le feu et les lumières de la nuit, mais nous n'avons vu que des ombres. Les lumières sont éteintes, les blogs vidés ou désactivés, les capuches rabattues.

Nous n'avons vu que des ombres¹²

La mort de Ziad et Bouna n'a pas été en elle-même suffisante pour mettre le feu à la plaine. Suivant un scénario déjà rencontré, hélas, l'émotion est immédiate à Clichy-sous-Bois. Le 14 décembre 1998, la mort de « Pipo » (Habib, 17 ans), blessé par balle par la police, lycéen de la Cépière, avait enflammé le quartier de la Reynerie à

Toulouse. Comme la mort de Mounir, à Vauvert en mai 1999 avait enflammé la petite ville du Gard. Et les soirs du 27, du 28 et du 29, Clichy flambe. On semble alors s'orienter vers un retour au calme. Mais jour après jour, le traitement politique de l'événement, l'absence du moindre mot de regret ou de compassion institutionnelle, l'escalade verbale de la stigmatisation et le consensus républicain anti-violence construisent une situation nouvelle. Ni la douleur des proches, ni la solidarité générationnelle n'ont leur place dans l'espace public. Au-delà de la situation matérielle qui leur est faite, c'est le refus réitéré de toute reconnaissance qui détermine le passage à l'acte.

En une semaine, l'émotion localisée s'est muée en une colère plus large, plus politiquement construite. Elle est explicitement dirigée contre le ministre de la police, symbole du mépris, de la discrimination, du déni d'existence, supportés depuis des années. Durant cette première semaine, cette colère ne s'est exprimée qu'en Île-de-France. C'est dans la nuit du 4 au 5 novembre que la colère s'étend à la France entière pour culminer dans la nuit du 6 au 7 novembre. C'est à ce moment-là seulement que l'on commence à comprendre qu'on a affaire à quelque chose qui échappe aux grilles préétablies. Il ne s'agit plus d'incidents ou d'émeutes localisées. Il s'agit d'un mouvement profond, au travers duquel les acteurs se constituent une subjectivité partagée.

Tous ceux qui ont alors passé quelques nuits dehors le savent : ce qui a eu lieu n'avait qu'un rapport lointain avec les images de guerre passées en boucle dans les médias. « L'émeute » n'a pas semé la terreur dans les quartiers. Les affrontements directs avec la police ont été rares. La ville est à nous, semblent dire ces ombres insaisissables. Et la ville est à tous ses habitants. Jeunes et (nombreux) moins jeunes, depuis les trottoirs ou les fenêtres, assistent tranquillement à l'agitation des uniformes, incroyables devant les conseils de prudence prodigués par des « forces de l'ordre » passablement à cran. L'émeute ne vide pas la rue des badauds, elle les attire. Quand trois voitures brûlent dans une cité et que police, pompiers, et élus arrivent sur les lieux, nombreux sont les habitants qui les attendent, prêts à raconter, à qui leur semblera de confiance, la colère des « petits », leur projet de brûler la rue entière, la palabre pour les calmer. Mais sûrement pas là où ils se sont évanouis dans l'obscurité, peut-être déjà à leur fenêtre. Jeunes souvent absents de leurs lieux de regroupement habituels et adultes dehors : il a flotté dans la nuit de ces quartiers une atmosphère étrange, indescriptible, décalée.

L'innommable

Nous avons été nombreux, élus, militants, sociologues ou anthropologues des banlieues, dès le petit matin à tenter de mettre des mots sur notre désarroi. Dans les semaines qui ont suivi, publications et journées d'études ont été l'occasion de répéter à l'envi ce qu'on savait déjà. Comme si les causes avérées dispensaient de penser l'événement. Comme si « l'objectivement prévisible » annihilait la tétanisation subjective qui a pris le monde savant comme le monde politique. Ce trop plein objectiviste et historiciste fait ressortir des lignes de forces d'analyse qui cherchent à objectiver le

conflit en le socialisant au sens fordiste (trouver des groupes derrière la subjectivité politique) et en l'ethnisant. Ce faisant, ces lectures font disparaître la singularité de la situation et de l'événement, la singularité des rapports jeunes-police, de la mort des jeunes, de l'ethnisation étatique et policière de la « question sociale ». Les mots dérapent : crise des banlieues, violences urbaines, émeutes, soulèvement populaire¹³.

Nous avons un problème avec les mots à propos des émeutes de novembre. Le mouvement se donne comme un mouvement sans mot, sans revendication, sans prescription. Serait-il prépolitique, infrapolitique? Pourtant on sait à quel point, dans le déclenchement des émeutes, les mots ont été importants. Un mouvement qui se déclenche sur les mots que l'État a mis sur les dépouilles de jeunes n'aurait pas de mots qui lui soient propres? C'est peut-être même ce défaut de « mots pour le dire » qui infère son mode d'expression et sa « violence ». Cela signifie-t-il que la subjectivité qui s'exprime et s'expose ne peut pas s'énoncer comme une pensée discursive, comme une pensée politique? Le mutisme des émeutiers est-il un défaut de mots ou un refus des mots?

Je propose l'hypothèse que ce mutisme n'est pas tant une incapacité de parole qu'un refus d'interlocution. Que ce silence mis en scène par les voitures-feux de Bengale des quartiers en dit autant qu'il tait, qu'il n'y a pas là absence de politique ou de pensée singulière mais un message volontairement silencieux.

Face aux voitures brûlées, à la « violence » de la rue, la référence consensuelle à la République, au modèle républicain, a fonctionné comme une injonction au silence : la république est citoyenne, égalitaire, laïque, anticommunautariste « donc » il est mal venu de poser le problème du sort fait aux enfants de l'immigration, mal venu de contester le caractère républicain de la police... Or dans le même temps, la police de cette même république inscrit l'ethnicité de la « race » dans ses pratiques et ses violences quotidiennes. Il y a donc injonction paradoxale : les victimes de la république qui trahit ses principes sont mises à l'index lorsqu'elles se plaignent, et incriminées d'ethnicisme et de communautarisme! On est exactement dans le dispositif de l'exception fondatrice (inclus = exclus), décrite par Sidi Mohammed Barkat dans *Le Corps d'exception*¹⁴. L'innommable est une injonction d'État et la référence à la République une répression de toute velléité politique.

Face à ce dispositif, les ombres des émeutiers sont soit délinquantes, soit silhouettes sans identités ou encore trop identifiées. Les corps des jeunes « français » (façon terrible de dire qu'ils ne le sont pas vraiment) sont des corps d'exception. *Homo Sacer* ou *Paria*, leur crémation dans un central EDF provoque tout au plus une polémique de circonstance (policières ou non), pas une marée de solidarité de tous les parents du pays. « Quand y'a des jeunes qui meurent dans la cité, on a l'impression que leur vie, elle a pas la même importance que celle des autres. » (Entretien issu de nos propres enquêtes, 2006)

L'innommable est le produit de l'altérité radicale entre l'espace étatique républicain et les jeunes émeutiers, l'absence de commun. Là gît sans doute la question du « Nous manquant » de Sagot-Duvouroux¹⁵. Pour une part, le mutisme est un choix partagé. Ce qui pose un problème de taille pour l'enquête. Nous y reviendrons.

III. Le CPE : fordisme ou biopolitique métropolitaine?

La mobilisation contre le CPE fait-elle partie de la liste des « événements voyous »? Oui et non, et c'est bien cela qui la rend passionnante. Dans cette mobilisation, en effet, le nouveau et l'ancien se sont mêlés, mais plus souvent affrontés que confondus...

Le mouvement fordiste et ses anomalies

Mobilisation contre un contrat portant atteinte au code du travail, unité syndicale, calendrier bien cadré, manifestations imposantes, journées d'action, négociation des « partenaires sociaux » : tout concourt pour conférer à cette séquence les allures d'un retour en force des enjeux et de la subjectivité fordiste sur la scène politique. Toutes les organisations, et le pouvoir, ont joué sur ce registre. Vu sous cet angle, le mouvement anti-CPE s'inscrit dans la lignée des mobilisations sur le rapport salarial qui ont émaillé les années 1990-2000, avec cette particularité que c'est le premier exemple de résistance réellement victorieuse.

Si, comme le dit Jean Baudrillard, on prend l'événement « de profil », alors la perspective change. D'abord, la question désormais récurrente des « casseurs venus des banlieues », groupes mobiles et violents qu'on avait déjà vu apparaître lors des mobilisations lycéennes précédentes. Ils font de nouveau surface lors de la première manifestation étudiante à caractère national (23 mars 2006), source d'insécurité pour les manifestants et acteurs de scènes d'une grande violence à l'arrivée du cortège place des Invalides.

Qui sont-ils? Casseurs, délinquants, jeunes désocialisés, « n'ayant rien à voir avec la manifestation » assurent d'une même voix les organisations « responsables ». De cette caractérisation sécuritaire, voire policière, d'une tension certes sérieuse, mais d'une tension au sein même de la jeunesse populaire, découle une situation sidérante : le 28 mars, la manifestation monstre à Paris défile sous la protection de la police. Lors de la dispersion, les forces de police collaborent avec des services d'ordre syndicaux auxquels le ministre de l'intérieur ne manquera pas de rendre hommage!

Les lycéens comme lien entre ancien et nouveau

Dans ces conditions, rien ne serait plus facile que d'opposer novembre 2005 et mars 2006, la « violence des banlieues » et le rassemblement syndical plus classique, voire les jeunes les plus précarisés et la jeunesse étudiante.

Pourtant, les choses sont plus complexes. L'extension du mouvement contre le CPE aux lycées, voire aux collèges, nous l'a très vite montré. Les grèves et les blocages des établissements secondaires donnent souvent lieu à des manifestations locales de forme classique. Mais dans les villes populaires et notamment en banlieue parisienne, ces mobilisations des plus jeunes s'accompagnent de plus en plus d'affrontements violents avec la police : caillassages, voitures brûlées, vitrines cassées...

L'ombre de novembre reparait là où en fait le feu n'avait jamais été éteint et l'on découvre alors, en plein jour, le visage juvénile des émeutiers des nuits d'alors :

lycéens, collégiens, sans peur ni illusion. Aux tentatives des adultes pour les raisonner, ils répondent : « que voulez-vous qu'on fasse? Qu'on manifeste gentiment? Mais ça fait quinze jours qu'on manifeste gentiment... En novembre, il y a eu des émeutes et on a obtenu des choses! » La parenthèse, trop vite refermée, trop vite oubliée, rattrape le monde politique.

Les casseurs et les arracheurs de portable des défilés parisiens ne sont pas de nature différente des lycéens qui, devant leur établissement, participent à leur façon au mouvement et incendient des voitures. La différence est une différence de situation. Dans leur quartier, dans leur ville, ils peuvent entraîner le mouvement sur le terrain de leurs formes de lutte et de leurs contentieux, notamment avec la police. À Paris, en terrain inconnu, et en présence d'un fort cortège classiquement syndical, l'altérité se tend jusqu'à l'affrontement.

De la manifestation au blocage

En réalité, le face-à-face du nouveau et de l'ancien traverse le mouvement étudiant lui-même. Deux formes de lutte collective sont alors en concurrence : la manifestation-défilé et le blocage. La manifestation comme mise en spectacle du rapport de force a vécu son apogée entre la fin des années soixante-dix (invention et génération des éléments de mise en scène, ballons, drapeaux, etc.) et les luttes de 2003. Déjà les années 2000 avaient vu une tendance à la dislocation de la mise en scène par les organisations au profit de la juxtaposition des collectifs de lutte (comme cela s'est vu lors de la grève des enseignants au printemps 2003).

Les manifestations étudiantes de 2006 semblent entrer dans une nouvelle phase qui contraste avec les cortèges syndicaux, toujours encadrés et mis en scène : flux désordonné des cortèges étudiants, densité discontinue, mots d'ordre discontinus (avec de longs passages silencieux), groupes incontrôlés et, finalement, encadrement étatique de la manifestation « protégée par la police ». Vivons-nous la fin d'une forme d'action collective?

Le « blocage » quant à lui est d'abord un mot qui s'impose et une nouvelle forme d'action dans les établissements universitaires, puis scolaires en général. Il devient un enjeu politique en soi au cours des semaines. Progressivement, il prend une autre dimension : celle du blocage des voies de communication. C'est la forme spontanée d'action des lycéens après le blocage de leur lycée. Cette forme est adoptée dès le début dans certaines régions (Rennes, Poitiers).

Fin mars, elle est appliquée dans toute la France par le mouvement étudiant et lycéen en lieu et place des manifestations traditionnelles. Ainsi, la ville n'est plus le lieu neutre de la mise en spectacle, mais l'enjeu de l'action. On bloque la ville comme les ouvriers bloquaient leur usine. Le blocage est peut-être le point de jonction de ce que le fordisme a disjoint. Sur ce terrain, la lutte ne se réduit pas à sa forme fordiste, montre ses capacités d'innovation et aussi son ambivalence. Dans ce cas, le rapport à la police retrouve une certaine clarté.

Du fordisme à la biopolitique

Voilà de quoi éclairer quelques anomalies et leur résolution, car les « bandes de casseurs » ont disparu des manifestations étudiantes à la fois avec le passage aux blocages et avec l'implosion de l'exécutif gouvernemental. D'un côté, une partie de la jeunesse populaire urbaine est restée à côté du mouvement, jugeant, selon l'enquête d'un de mes étudiants, qu'après s'être mobilisés pour « leur condition d'être humain » en novembre, l'interpellation de leur seul « être de travailleur » leur semblait un peu mince comme motivation. Mais d'un autre côté, comment ne pas être frappé par l'absence de toute liesse victorieuse dans les universités à la pointe du combat, lors de l'abandon de l'article 8 du projet de loi ? Il a fallu deux semaines pour revenir à la normale. Visiblement, ce n'était pas leur seul « être de travailleur » ou de « futur travailleur » qui motivait ces jeunes. Comment dire mieux que la biopolitique a bouillonné sous le fordisme officiel de la lutte ?

IV. Quelle subversion de l'État et du savoir ?

Novembre 2005 est un pur joyau de singularité, dont l'extériorité à l'espace institutionnel a été presque totale. La plupart du temps, il en va autrement. La mobilisation du CPE est un exemple assez éclairant en ce qui concerne les enjeux des hybridations conflictuelles. Inscrire la mobilisation multitudinaire dans l'espace stratégique métropolitain, c'est prendre ostensiblement le risque de cette hybridation, notamment en matière d'enjeux de gouvernance. C'est aussi s'inscrire dans un registre particulier, qui est celui du statut du territoire et de ses habitants, celui des frontières objectives et subjectives qui, à l'heure de la mondialisation, traversent le territoire métropolitain de part en part. Les instances de gestion urbaine et les institutions municipales – en France notamment – ont déjà accumulé une expérience d'hybridation qu'ils assument en partant de leurs dynamiques propres, et ils ont une expérience de la subversion possible de ces registres statutaires.

Les institutions de gestion locale de la ville sont sans doute les seules portes de l'État encore entrouvertes aux mouvements populaires, les seuls espaces possibles d'expérimentations institutionnelles. Mais leurs instruments et l'intellectualité de leurs responsables (élus et administratifs) sont encore profondément marqués par la période précédente. L'hybridation, dans ces conditions, risque plus souvent d'assourdir le neuf que de le révéler à lui-même et à l'espace public.

Dans le même temps, la lumière ne peut émerger rationnellement de l'analyse savante des enjeux du travail immatériel. Une politique de subversion institutionnelle ne peut s'inventer que dans une situation de mise en face-à-face d'une volonté d'expérimentation institutionnelle/professionnelle et d'une subjectivité mobilisée et prescriptive.

Là encore, nous devons travailler sur des situations avec les acteurs eux-mêmes. Je prendrai deux exemples. L'un pose la question des formes publiques à inventer pour donner à la créativité immatérielle un adossement public. L'autre celui de la mobilisation contre la rente.

La confusion des genres où la production immatérielle est biopolitique

À la suite des émeutes de novembre, les élus de Saint-Denis ont provoqué des rencontres dans les antennes locales du service jeunesse. Lors d'une de ces rencontres, une élue, dans le quartier dont elle a la charge, est confrontée à trois jeunes adultes, porteurs à la fois d'un projet et d'un discours très construit. Ils forment un groupe de Rap déjà assez bien rodé et demandent une aide de la mairie. Mais quelle est la nature de leur projet et quelle est la nature exacte de l'aide demandée? Le leader du groupe présente l'affaire par un long propos préliminaire bien argumenté et très politique : « Notre groupe s'appelle « *Recognize* » : vous comprenez ce que ça veut dire? Nous faisons du RAP *parce que personne ne peut parler à notre place* [nous soulignons] ». Suit un propos articulé de la façon suivante : « *Les émeutes c'est pas nous, c'est les petits. Mais quelque part ils avaient raison. Le problème aujourd'hui c'est un racisme d'État nourri d'un passé colonial qui ne passe pas* (les trois jeunes sont noirs) ». Il poursuit : « *Notre façon de nous dresser contre cette situation c'est notre RAP. On a besoin d'une salle pour répéter, mais l'association du quartier ne nous donne pas notre place* (une association polyvalente soutenue par la mairie, mais indépendante). *Cette association est mal gérée, ce sont des anciens. Aidez-nous à y prendre le pouvoir. On veut bien reprendre le flambeau pour toutes les activités...* »

Difficile de démêler dans cette demande argumentée ce qui est de l'ordre du soutien matériel simple (la salle), ce qui est de l'ordre de la demande de soutien politique (l'association) et ce qui est de l'ordre de la demande de soutien à la création d'entreprise, car le groupe de Rap veut aussi créer un label. Même avec la meilleure écoute et la meilleure volonté possible, l'élue municipale ne peut répondre à cette demande qui, en termes d'instruments institutionnels, mobilise des registres non seulement différents, mais contradictoires entre eux. On n'aide pas et on ne loge pas dans les mêmes conditions un projet associatif et un projet commercial. L'esprit politico-entrepreneurial de ces jeunes ne rentre pas dans les cadres. Non parce qu'ils seraient dans une confusion juvénile ignorante des contraintes administratives, mais parce qu'ils sont porteurs d'une figure biopolitique dans laquelle les frontières subjectives ont été abolies entre la vie vécue, la créativité, la politique et le revenu...

Situation et coproduction : Quel statut du savant?

Il ne peut y avoir d'enquête généraliste sur la multiplicité. Cette subjectivité du commun, ou subjectivité constituant la matière à la production du commun, ne nous sera accessible que par le travail sur des terrains singuliers, dans des situations où se confrontent des enjeux urbains et une pratique biopolitique; ou encore lorsque se confrontent à ces enjeux biopolitiques des pratiques institutionnelles et militantes. Nous avons besoin, par ailleurs, d'une recherche-action ou d'enquêtes participantes, car sans partage de l'action sur la situation, l'énoncé de la subjectivité de cette situation nous restera inaccessible.

La production immatérielle est directement politique, dans ses énoncés comme dans ses pratiques de coopération. Face à elle, « l'innommable », on l'a vu, est aussi

une stratégie étatique. Lorsqu'on traque judiciairement le RAP comme énoncé insupportable, l'injonction au silence comme répression du commun est une répression de la production immatérielle elle-même.

Il existe un enjeu proprement linguistique sur la connaissance, la répression et la résistance urbaine. Dans ces conditions, la « rétention des mots », le refus de l'interlocution est aussi une posture de résistance, une posture « d'exode ». La politique, dans ce cas, n'est plus une prescription sur l'État mais la construction d'un commun en altérité à « l'institution », ce mot qui, pour les jeunes interrogés dans nos enquêtes, englobe toute forme de société organisée et non seulement l'appareil d'État.

Si on accepte cette hypothèse, on voit immédiatement le problème qui se pose à l'enquête. Une recherche qui se donne comme objectif de dévoiler une subjectivité politique, dont une dimension est le refus de se dévoiler, est confrontée à la fois à une question pratique et à une question éthique. Un tel enjeu sur les mots et les énoncés invite le savant à repenser sa posture d'enquête et sa responsabilité politique. Élucider la pensée politique qui forme ce commun en dissidence, c'est prendre la responsabilité de nommer, de participer à son énonciation en coproduction.

¹ Ce texte reprend et élargit une intervention prononcée le 15 mai 2006 au séminaire *Multitude et métropole* animé par Antonio Negri au Collège International de Philosophie. Cette séance où est aussi intervenu Pascal Nicolas-Lestrat avait pour titre « Devenir banlieue ».

² Alain Bertho est professeur d'anthropologie à l'Université Paris 8.

³ Zygmunt Bauman, *Vies perdues, la modernité et ses exclus*, Payot, 2006. La citation d'Italo Calvino est très exactement : « L'on voudrait pouvoir dire ce dont il s'agit, mais tout ce qui, auparavant, a été dit à propos d'Aglaurée, emprisonne vos mots et vous oblige à répéter plutôt qu'à dire ».

⁴ Alain Bertho, *La Crise de la politique, du désarroi militant à la politique de la ville*, L'Harmattan, 1996.

⁵ Christian Marazzi, *La Place des chaussettes*, éditions de l'Éclat, 1997.

⁶ Marc Augé, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Flammarion, 1994, p. 154.

⁷ Thomas S. Kuhn, *La Structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, 1983 (1962), pp. 82-83.

⁸ Je développe ce point dans mon article « Penser la ville Monde », *Socio anthropologie*, 2005.

⁹ Anne Querrien, *La sociologie peut-elle rassurer la ville?*, Séminaire Multitude et Métropoles, Collège international de philosophie, 2006.

¹⁰ Georges Balandier, *Le Désordre*, Fayard, 1998 : « Le désordre contemporain est dans les têtes et non pas seulement dans les situations auxquelles chacun se trouve confronté. »

¹¹ Jean Baudrillard « Place aux événements voyous », *Libération*, 14 avril 2006.

¹² Voir aussi mon article « Nous n'avons vu que des ombres », in : *Mouvements*, dossier sur les événements de novembre 2005, n° 44, avril-mai 2006.

¹³ Titre du dossier d'IPAM réalisé par Julien Lussou, 18 décembre 2005.

www.reseau-ipam.org/article.php3?id_article = 1147

¹⁴ Sidi Mohammed Barkat, *Le Corps d'exception, les artifices du pouvoir colonial et la destruction de la vie*, Amsterdam éd., 2005.

¹⁵ « Le nous manquant » in *Banlieue, lendemains de révolte*, La dispute, 2006.

Pour une écoute sociologique

Répression, inhibition, prise de parole

Alex Neumann ¹

La lente poussée sécuritaire du moment assoit son principe répressif sur une apparente atonie des citoyens, alors que ses instigateurs prétendent que les acteurs de la contestation ne porteraient pas de discours politique, justifiant ainsi leur marginalisation au sein du jeu de la représentation démocratique. Banlieusards, étrangers et sans papiers, lycéens, femmes révoltées, ouvriers en grève, petits paysans, se voient traités comme des objets apolitiques, car dénués d'une représentation reconnue comme étant légitime du point de vue de l'État républicain. La conséquence logique est leur criminalisation, leur mise au ban de la loi. L'absence d'une prise de parole de ces acteurs qui serait conforme aux codes de *l'espace public bourgeois*² autorise ceux qui en contrôlent l'accès à proclamer l'inexistence d'une quelconque parole autonome de ces sujets-objets.

Simultanément, la plupart des théories sociologiques contemporaines suggèrent que les salariés, tout comme l'ensemble des acteurs dits subalternes, dominés et soumis, soient incapables de prendre la parole. Dans sa conceptualisation la plus formalisée, Pierre Bourdieu a jugé que la domination symbolique, exercée par la société bourgeoise, empêcherait tout simplement les ouvriers de s'exprimer publiquement³. D'une manière paradoxale, cette théorie rejoint l'argument de Jürgen Habermas, selon lequel le monde du travail serait soumis à une socialisation marchande et bureaucratique qui interdirait de penser la prise de parole des salariés. À un moment donné, Habermas imagine même que les « variations plébéiennes » de l'espace public auraient été définitivement écrasées par la modernité capitaliste⁴. Les deux auteurs ont par la suite coupé ce vin trop sec par une larme d'eau, le premier en examinant les formes d'expression de la « misère du Monde », le second en avouant que les publics plébéiens se sont, jusqu'à ce jour, heurtés à la forme bourgeoise dominante de l'espace public⁵. Il n'en reste pas moins que leurs œuvres majeures évoquent des salariés sans subjectivité propre, sans capacités expressives et dénués de toute parole politique. Alain Touraine imagine à son tour que ces acteurs ne puissent pas communiquer à travers un espace public, ce qui revient à penser qu'ils ne peuvent pas verbaliser leur expérience sociale⁶. L'arrière-fond de ces interprétations se trame dans la critique radicale qu'Hannah Arendt adresse au mouvement ouvrier européen, à la suite de l'écrasement stalinien de la révolution des conseils hongroise de 1953⁷. La philosophe considère alors que les organisations de masse issues d'un mouvement historique, mais largement bureaucratisées, sont réduites à des instances apolitiques, favorisant l'apologie d'un travail productif sans action, et d'une vie privée sans création. À la différence de Touraine et d'Habermas, Arendt n'affirme nulle part que les

ouvriers ne puissent pas agir et communiquer à travers l'espace public, mais elle regrette plutôt que le travail aliéné et les organisations de masse entravent leurs capacités discursives.

Pourquoi les acteurs de la société qui vivent en dehors de la culture bourgeoise dominante ont-ils *du mal* à prendre la parole? Telle est la question que nous avons envie de poser en tant que chercheur, au travers un déplacement de terrain. Le recours à la Théorie critique ouvre quelques pistes prometteuses. Elles passent par la rencontre de Freud, Kracauer, Negt, Adorno, et par quelques références à la sociologie hexagonale, afin d'arriver à une certaine écoute.

Peur, inhibition, dépassement

Dans son ouvrage *Inhibition, symptôme et peur*, Freud avance une relation possible entre la peur, la souffrance et la difficulté d'une prise de parole libre, et qui peut stimuler la réflexion sociologique actuelle⁸. Il définit alors la peur comme « une réaction à la menace de perdre l'objet d'identification ». L'explication psychologique de la peur semble jusqu'ici concorder avec les interprétations sociologiques du rôle que joue le chômage, c'est-à-dire la menace d'une perte de l'emploi et du rôle social qui y correspond. Freud poursuit son argumentation en explorant les réactions alternatives à cette menace, dont la principale est la prise en compte de la nouvelle situation par le « travail de deuil ». Loin de concerner uniquement la mort d'une personne proche, le travail de deuil concerne toute situation de rupture, de perte d'une relation établie, et se distingue par la souffrance vive qu'il provoque. La peur apparaît ainsi comme une réaction plus rassurante que le deuil, qui permet seul le dépassement de la perte.

La peur joue ainsi comme un « mécanisme défensif » face à une situation qui pourrait s'avérer insupportable ou très douloureuse⁹. On peut en déduire que la peur et l'atonie sont des réactions convergentes, puisque le fait de nommer la perte, la menace de perte, ou une situation éprouvante, risquerait d'entraîner un travail de deuil et une souffrance aiguë.

Au travers de son travail sociologique novateur concernant la formation syndicale et ouvrière, Negt a transposé cette conception en mettant en relation l'expérience des restructurations des entreprises, la peur qu'elle provoque parmi les salariés, et les comportements conformistes, rassurants, que cela suscite. Il nous invite à écarter « le préjugé selon lequel l'activité psychique ne disposerait pas de la même matérialité que la réalité sociale manifeste ¹⁰ ».

Rainer Zoll a pris au sérieux cette proposition, en menant une enquête intitulée « la conscience ouvrière en temps de crise ». L'auteur précise le rapport entre les réactions à la crise, la peur et les inclinations vers des attitudes conformistes¹¹. Les entretiens menés par Zoll révèlent que, dans ces moments déstabilisants, les critiques radicales de l'entreprise et du capitalisme sont souvent repoussées par les salariés eux-mêmes, car elles soulignent l'ampleur du basculement qui est en train de se produire. Les militants syndicaux de gauche sont même taxés de « gauchistes délirants » par nombre de salariés. En réaction à cette stigmatisation, les militants se montrent à leur tour vexés et répliquent par

d'autres invectives. La communication horizontale est neutralisée au fur et à mesure que l'identification directe avec l'entreprise s'accroît. Le sociologue allemand conclut : « Le ressort transformateur du schéma d'interprétation « contradiction capital-travail » se brise donc contre son manque de concrétisation au sein de la vie quotidienne. [...] Dans la résignation, cette interprétation stagne et se ferme à de nouvelles expériences¹². » L'explication sociologique s'inspire ici explicitement de la notion freudienne de « défense psychique ».

Le lien entre travail, peur et souffrance est également thématiqué par Dejours¹³. Il mobilise non seulement l'expérience sociologique, mais aussi psychologique et clinique pour rendre compte des problèmes de stress, de harcèlement moral et de la question des réactions collectives à la réorganisation du travail. L'auteur constate que les réponses collectives des salariés d'un bureau, d'un atelier ou d'un site de production entier, face aux exigences du management ou de l'encadrement, prennent le plus souvent une forme informelle qui n'est pas toujours revendiquée publiquement. Il nomme ces réactions, qui ne sont pas immédiatement visibles, « stratégies défensives¹⁴ », sans pour autant signaler clairement en quoi ce concept se distingue des « mécanismes défensifs » décrits par Freud¹⁵.

Comme ces phénomènes sont une partie intégrante de la modernité, il s'agit de développer une écoute sociologique appropriée. Autrement dit, il s'agit d'interroger, sinon de mettre en question, un certain genre de formalisation académique, qui tend à supprimer la particularité et la singularité de l'expression subjective.

L'un des exemples célèbres de la transgression des règles académiques formelles est l'enquête sociologique de Kracauer au sujet des « Employés¹⁶ » qui date de 1929 : « Il a dialogué avec les uns et les autres, posant à chaque fois des questions différentes, menant ainsi son enquête tous azimuts¹⁷. » Le livre débute par la restitution d'un dialogue avec une jeune femme, rencontrée au hasard dans un train, le dimanche, et qui a visiblement « un petit coup dans le nez ». Même si la pertinence critique de cette étude a été saluée par les principaux représentants de l'École de Francfort, Benjamin constate que Kracauer a volontairement « laissé son chapeau de docteur en sociologie à la maison ». Loin de désavouer cette démarche hétérodoxe, il y voit un travail de conceptualisation supérieur à l'empirisme habituel : il s'agit d'une « tendre empirie qui se rend intimement identique à la chose et devient par là même véritablement théorie¹⁸ ».

La différence avec une observation participante est que Kracauer ne suit aucune méthode formelle pour pénétrer l'univers du groupe social qui l'intéresse.

L'exemple des employés esquisse l'un des deux points limites de la démarche sociologique : celui de l'objectivation maximale du discours des dominés, pratiquée par Bourdieu, et celui d'une compréhension de la subjectivité des acteurs, qui correspond à la démarche de Kracauer. Est-ce que le caractère contingent des contacts et l'état d'ébriété des personnes interrogées doivent être jugés comme une entorse méthodo-

logique ou comme une garantie de la véracité du discours? Le dialogue de Kracauer avec la jeune femme, dont il a été question plus haut, montre une situation marquée par l'anonymat parfait (le train) et à un moment où les inhibitions sociales de la jeune femme semblent largement levées (« le coup dans le nez »). Si le chercheur l'avait rencontrée dans le cadre de l'entreprise où elle travaille, il n'aurait probablement rien appris sur la double vie dont elle témoigne, entre ses aventures ludiques avec son patron et sa vie de couple modeste. Ce récit sur la double vie livre pourtant des renseignements précieux sur l'apparence sociale, qui est l'une des dimensions constitutives de la vie des employés allemands à cette époque.

De même, Boltanski rencontre des cadres dans un contexte privé, empli de connotations personnelles (liens d'amitié) qui assure un cadre de confiance facilitant la parole libre, pendant que plusieurs bouteilles de vin accompagnent l'enregistrement des récits. Où se situe alors la frontière entre l'entretien, le dialogue et la discussion, qui est censée définir la distance formelle du travail sociologique?

Boltanski a mis en garde contre une vision faussement objective des conditions de la prise de parole, par exemple quand il désigne l'entreprise comme un cadre qui inhibe l'expression des salariés en situation d'entretien : « La sociologie des entreprises qui a pour objet les lieux ou la domination de classe et la lutte entre les classes prennent les formes les plus intenses, les moins dissimulées ou les moins dissimulables est, plus que tout autre, tributaire de ses méthodes d'investigation et, très concrètement, des médiations par lesquels le terrain est approché¹⁹. »

Les barrières du langage

Le caractère privé de l'entreprise ne saurait pourtant expliquer, à lui tout seul, les difficultés que rencontrent ouvriers et employés faiblement diplômés ou cultivés lorsqu'ils (elles) veulent prendre la parole. Cette difficulté surgit notamment lorsque ces acteurs sont obligés de s'exprimer dans un langage exigeant d'eux une cohérence formelle et logique. Lorsqu'ils s'appêtent à verbaliser une situation de conflit ou des connaissances pratiques, lorsqu'ils tâchent d'exposer leurs attentes, les contraintes de l'expression lettrée entravent un langage qui prend appui sur les gestes du corps, les réactions immédiates de l'interlocuteur et la référence à des objets concrets ou aux particularités de la situation.

Negt a décliné cette problématique globale à partir de la prise de parole des ouvriers. Il constate : « Dans le mode d'expression des ouvriers, la relation la plus directe entre deux expériences différentes ne passe pas par une logique pure. L'ouvrier dépeint un bout d'une situation vécue au passage, pendant qu'il parle, tout en prenant une position en partie affective. [...] Au sein de l'espace public bourgeois, cet effort d'orientation est stigmatisé comme un détour inutile, notamment à l'école et à la télévision²⁰. »

Dans ce contexte, Negt parle d'une « barrière langagière » pour rendre visible la barricade formelle érigée par le langage codé d'une réunion officielle : « On coupe littéralement l'herbe sous les pieds (d'un ouvrier) si on le prive de toute possibilité de construire

ses phrases en lien avec des choses sensibles, une situation concrète ou un interlocuteur. Cela s'applique aux assemblées et réunions au sein de l'entreprise ou à des témoignages devant le tribunal, où il est forcé de parler d'une manière abstraite, alors qu'il maîtrise bien mieux la description cohérente des relations dont il a fait l'expérience²¹. »

Il ne s'agit donc pas d'une incapacité objective des ouvriers (ou d'autres salariés, par exemple les catégories précaires et immigrées) à formuler un discours pertinent, mais d'une entrave de leurs capacités subjectives d'expression dans un cadre imposé. Dans certaines enquêtes de sociologie menées en France, le même obstacle apparaît dans le rapport à l'écriture formelle²².

Si on suit la perspective de Negt, qui part des expressions subjectives et entravées des acteurs, il semble possible de capter certaines attentes divergentes et certains souhaits de dépassement des salariés, à condition d'assurer des conditions d'entretien très ouvertes.

À ce propos, Boltanski fait remarquer que dans le doute, il est plus prometteur de choisir l'expression libre, au détriment de la méthode formelle : « [Nos] entretiens ont été menés selon des modalités que la plupart des manuels de méthodologie auraient sans doute réproouvées [...] Je me méfiais, par-dessus tout, de l'interview en bonne et due forme, accomplie sur le lieu de travail, avec la bénédiction de l'entreprise et de ses dirigeants²³. » L'auteur a choisi de passer par des contacts informels, par des amis interposés, afin d'approcher les salariés, les faisant parler lors de dîners bien arrosés.

Negt théorise l'absence d'une délibération naturelle au sein de l'entreprise, en la définissant comme un « espace privé de production », par opposition à l'espace public²⁴. L'entreprise connaît certes des lieux de discussion, pendant les pauses, à la cantine, dans les couloirs, devant le distributeur de café, à l'occasion de réunions syndicales, etc., mais on peut penser que ces lieux transgressent déjà le cadre formel de l'entreprise.

En général, les représentations fétichistes et marchandes y pèsent sur la perception des salariés, et sur leur capacité à nommer leurs souhaits et projets d'une manière autonome. La pratique discursive des salariés est constamment déformée, filtrée, sinon manipulée par le management, tandis que les situations vécues ne leur permettent souvent pas de comprendre l'ensemble de relations abstraites qui constituent l'entreprise.

Pierre Bourdieu entre engagement et atonie

Selon Bourdieu, la méfiance des dominés à l'égard du langage formel et de l'ordre symbolique dominant, autrement dit envers l'espace public bourgeois, ne serait qu'une forme indirecte de profonde reconnaissance des dominants, « maîtres de l'art de mettre des formes et de payer des mots²⁵ ». L'apparente distance des dominés ne produit aucune connaissance, mais serait elle-même un acte de « méconnaissance », se réduisant ainsi à une forme particulière de la reproduction sociale, quand les dominés « se contentent de ce qui leur est octroyé, mesurent l'espérance à leurs chances, se définissent comme l'ordre établi les définit²⁶. » Cette incorporation complète de la domination, qui forme le support du concept d'*habitus*, ne peut être ébranlée que par la critique savante du sociologue

et du scientifique, selon la vision bourdieusienne. La perspective d'un dépassement de cette condition par les salariés concernés devient ici improbable.

Patrick Cingolani refuse ce verdict et met en cause la posture du sociologue comme interprète et porte-parole des expériences des dominés : « Discours d'objectivation du populaire, *La Distinction* est en même temps le discours de la liquidation du peuple comme subjectivité²⁷. » L'auteur affirme que ce manque de prise en compte des capacités subjectives des salariés signe la limite étroite de cette théorie de la domination : « Pierre Bourdieu ne permet pas de conceptualiser les formes de rupture, de communication et de formation que traversent les classes populaires ». En réalité, les ouvriers s'expriment bien, en dépassant les situations vécues, grâce une parole organisée selon leurs propres principes. Il existe d'autres formes de médiation symbolique que la reproduction des situations subies ou l'apprentissage de la rhétorique formelle. Negt voit dans les espaces publics oppositionnels les lieux privilégiés de ce type de médiation, autorisant des langages variés et particuliers.

Sur le plan des interventions publiques de Bourdieu, la question paraît d'ailleurs moins tranchée : « Comment créer les bases d'un nouvel internationalisme, au niveau intellectuel, syndical et populaire ? [...] Les bases sociales de la réussite d'une telle mobilisation existent, [par] l'affaiblissement de la coupure entre les étudiants et les travailleurs manuels [et] des liens réels se sont créés à travers, par exemple, les fils d'ouvriers éduqués touchés par la crise²⁸. » Selon la conceptualisation bourdieusienne originaire cependant, les « membres des classes dominées » tiennent en permanence des discours en contradiction avec eux-mêmes, en contradiction avec « le sens de leur pratique », livrés à la reproduction dominante sans moyen d'accéder à la « langue politique²⁹. »

Cingolani prend appui sur l'exemple du mouvement des chômeurs et des précaires pour esquisser la médiation symbolique qui permet pourtant aux dominés d'échapper à la simple reproduction, à la méfiance et à l'atonie³⁰. La domination symbolique se montre ainsi dépassable.

Dans le documentaire *La Reprise*³¹, Jeanne, la jeune femme salariée qui y fait figure d'anti-héroïne, désigne la limite existentielle qui lui interdit d'entrer dans l'atelier, après la grève générale, refusant de plonger dans l'univers de la soumission, ce « trou noir dégueulasse » comme elle dit. Rien ne peut la faire bouger, ni l'autorité symbolique et masculine des cadres cégétistes, ni le charme discret de la direction. Après avoir perçu la vie autrement, l'atelier apparaît non pas seulement comme l'image d'un travail épuisant et peu gratifiant, mais il signifie surtout la perte du sens de soi-même, qui vient d'être conquis. Ainsi, l'expérience amène la jeune femme à la révolte et à la prise de parole.

Le cas limite de la délibération est celui d'un suicide ostentatoire sur les lieux de travail qui déclenche une enquête permettant de délier les langues des collègues³². Nous savons aussi que les revendications salariales, en apparence d'ordre économique, ont souvent caché des luttes pour la dignité ouvrière³³. De même, les cadres d'IBM ont récemment créé des groupes d'expression indépendants pour s'opposer aux techniques du néo-management³⁴.

L'enquête de Boltanski au sujet des cadres indique pourtant que les catégories moins soumises à la domination sont autant concernées par la violence symbolique que les ouvriers, précaires et immigrés, et les femmes salariées, plus faiblement qualifiées que les hommes. Même les cadres, dont l'un des traits caractéristiques est pourtant l'éloquence, appuyée sur un niveau de certification très élevé, peinent à surmonter l'inhibition et les effets de la domination sur la prise de parole autonome. En analysant l'expérience récente des cadres français, Jean-Pierre Le Goff a même constaté une « destruction du langage » sous l'effet des discours managériaux, auquel un grand nombre de cadres doivent se conformer³⁵. Le langage volontairement abstrait, véhiculé par les écoles de management et les manuels d'expert, fonctionne comme une machine à détourner le sens pratique et la communication informelle. Dans certains cas de figure, la langue managériale tend même à neutraliser « l'éloquence », que Le Goff présente comme l'un des principaux traits du métier de cadre.

Plusieurs cadres du secteur énergétique que nous avons nous-même interrogé s'interdisent en effet de commenter ouvertement la gestion du temps de travail, par exemple un jeune ingénieur rhénan : « Ici, la question des 35 heures est devenue indécidable. On ne peut pas en parler au sein de l'entreprise... » Le cadre de la délibération est borné par l'orientation stratégique de l'entreprise multinationale, par des accords sur la flexibilité du temps de travail imposés sans consultation, par une programmation des projets répondant à un plan quinquennal, par les critères de rentabilité, etc.

Limites des statistiques, frontières du monde administré

Nos remarques critiques au sujet de la méthode strictement formelle touchent également à l'usage des statistiques, destinées à évaluer la dimension subjective du rapport des salariés au travail. Baudelot et Gollac ont, par exemple, fait le pari d'une définition quantifiable des motivations particulières des salariés, en affirmant avec conviction que : « L'enquête statistique est de très loin l'approche la plus appropriée pour embrasser dans sa totalité, et surtout dans son extrême diversité, la nature contradictoire des relations que les individus entretiennent avec leur travail³⁶. »

La position exactement opposée à cette quantification statistique des subjectivités des salariés est défendue par André Gorz, qui met en avant les entretiens ouverts et individuels³⁷. La question est de savoir s'il convient d'analyser la diversité, donc les particularités des motivations subjectives des salariés, par l'outil des statistiques. La qualité de l'expérience subjective, dont l'expression est par définition personnelle, se voit ici transformée en quantification. Autrement dit, la richesse des particuliers se trouve formulée sur le mode d'une généralisation logique. La « totalité », qui est mentionnée plus haut dans la citation de Baudelot et Gollac, se réduit ainsi à une totalité abstraite qui se voit dans l'impossibilité de tenir compte des attentes ou raisons contradictoires qui forment l'horizon d'action des salariés, expulsant du discours sociologique les ambivalences de leur positionnement. Baudelot et Gollac assument ce choix, qui se désintéresse du contenu particulier des énonciations : « Davantage encore que le contenu intrinsèque des déclarations, ce sont les variations entre des réponses socialement différenciées qui intéressent le sociologue³⁸. »

Cette démarche statistique est davantage tournée vers les variations structurelles des réponses que vers les conceptions des salariés. En définitive, nous retrouvons une méthode s'inscrivant dans une tradition positiviste de la sociologie française, à travers laquelle « le systématique absorbe le spontané » et par laquelle le général domine le particulier³⁹. Adorno et Horkheimer ont insisté sur la prééminence du général sur le particulier dans les sociétés modernes⁴⁰, dont l'une des illustrations est fournie par le fonctionnement des mass-médias.

Cela signifie pour notre argumentation que les évaluations macro-sociologiques tendent à reproduire les généralisations et réifications sociales sans prendre suffisamment en compte les expériences particulières des acteurs. Dans ce cadre de réflexion, les enquêtes quantitatives servent en priorité à mettre en relief les contradictions générales de la société et non à cerner les réalités subjectives. Ces catégories générales concernent par exemple les « différences essentielles dans les opinions fondamentales chez des sujets désignés comme appartenant à la classe supérieure ou inférieure, selon les critères statistiques les plus grossiers⁴¹. »

La question à laquelle l'étude de Baudelot et Gollac se voit confrontée est : Comment entendent-ils quantifier le bonheur, la dignité humaine et leurs interprétations subjectives complexes, à moins de rabattre ces valeurs au stade primaire d'une simple opinion de sondage ? Pour cerner les critères de jugement des salariés, les responsables de l'enquête leur proposent par exemple de choisir parmi une liste de dix qualités humaines souhaitables, qui sont esquissées par des notions très générales, telles « le dynamisme », « la culture », « l'intelligence », « la compétence », etc.⁴²

Ces notions sont tellement floues qu'elles sont souvent interprétées de façon contraire par différents acteurs. Ainsi, le discours managérial au sujet de la « compétence » peut facilement être opposé aux qualités humaines que les salariés entendent par là, par exemple la fiabilité dans les relations de travail, alors que pour le management, la compétence signifie flexibilité marchande et instabilité sociale. Les critères statistiques retenus excluent donc, par avance, les jeux de connotations et les significations ambivalentes des mots, qui prennent sens dans leur contexte particulier. L'orientation positiviste de cette recherche se manifeste dans l'extériorité de la méthode à son sujet, se contentant de classer selon des indices généraux, comme si le phénomène social du rapport au travail était une réalité naturelle, donnée par avance, qui ne serait pas passée par la soumission historique du salariat.

Adorno aborde ce problème dans l'un de ses nombreux articles sociologiques : « La génération de Max Weber a rappelé à juste titre que tout idéal de compréhension était toujours partiel, dans la mesure où il éliminait ce qui contrarie l'identification de celui qui comprend, au sein de la société⁴³ ». Le philosophe et sociologue francfortois suggère une critique fondamentale de l'emploi des statistiques en sciences sociales, sans pour autant rejeter l'outil en soi. Lors de la « querelle sur le positivisme », il constate que la méthode objectivante et objectiviste des statistiques est singulièrement appropriée pour décrire les tendances fétichistes du monde administré qui marquent les mentalités sociales⁴⁴. Ces procédures techniques de la sociologie répondent donc à

une réalité coiffée par la loi des moyennes et des grands nombres, autour de laquelle les comportements s'orientent. Demiroviç résume : « La méthode est juste, en ce qu'elle correspond à une société fausse ». Les statistiques contribuent ainsi à une définition exacte de la société comme fait accompli, mais ne font pas apparaître les potentialités subjectives de son dépassement. L'objectif de la sociologie critique, soutenu par Adorno, est de favoriser un discours public visant une socialisation et un mode de vie qui soit capable de se soustraire aux critères statistiques.

Nous avons introduit plus haut les thèses de Negt, qui conceptualise l'opposition entre, d'un côté, les subjectivités entravées des salariés et, de l'autre, les abstractions formelles qui bloquent leur expression. En ce qui concerne l'usage spécifique des statistiques que nous venons d'évoquer, le questionnaire apparaît comme un langage très formalisé, qui restreint par avance les possibilités d'expression.

Les contradictions conceptuelles et pratiques des enquêtes statistiques portant sur la subjectivité des salariés renvoient, au fond, à une contradiction réelle qui se joue entre le travail vivant et les abstractions réelles dans lesquelles il est inséré⁴⁵. Or, ces abstractions ne deviennent visibles qu'à travers un travail conceptuel approprié, qui rend du même coup audible la part subjective des salariés et qui n'adhère jamais intégralement à l'échange marchand et bureaucratique. Dans ce sens, le travail théorique constitue une pratique particulière de la démystification sociale qui ne se limite pas à la dénonciation d'une « fausse conscience ». Pour Adorno, il ne s'agit pas de déchirer le voile des fausses apparences pour faire surgir une réalité nue, proche de la vérité, mais de construire un cadre de compréhension et un langage qui rende possible des pratiques émancipatrices. La théorie n'est pas un mode d'emploi, mais doit offrir une orientation qui ne soit pas soumise à la nécessité ou aux représentations fétichistes qui dominent la perception sociale.

Face aux discours philosophiques souvent très abstraits de ses collègues, dont il réprovoque les versants idéalistes, spéculatifs et métaphysiques, Adorno constate cependant que le concept critique ne peut saisir l'expérience sociale dans son intégralité. La raison principale en est le double caractère de l'expérience, comme expérience sensible du monde et comme interprétation subjective, mais conceptuelle, de ce monde par les acteurs⁴⁶.

Dans sa *Dialectique négative*, il insiste donc sur l'impossibilité d'identifier les objets de la connaissance d'une manière univoque, à moins d'annuler le rôle de la critique.

L'expérience singulière cherche des concepts pour nommer le monde social et pour le soumettre à la critique, tandis que le concept ne tire sa force que des expériences particulières, à moins de se réduire à une métaphysique.

L'expérience, le concept, l'émancipation

Dans ce cadre, la recherche empirique est saluée comme un apport indispensable à la construction conceptuelle, qui ne doit cependant pas rester à un niveau abstrait. Elle permet de produire des connaissances nouvelles et partielles, à condition de réflé-

chir sur son propre statut, et de révéler les manipulations pratiques de la subjectivité des acteurs (par exemple en démontant les astuces de la propagande idéologique, en déconstruisant les processus psychiques à l'œuvre dans les relations sociales ou encore en faisant apparaître les manipulations techniques des statistiques). Cette attention empirique n'annule pas le travail théorique, seul accès à une interprétation de la société prise comme une totalité : « La totalité sociale, dont dépend la facticité de tous les particuliers, ne peut être déduite de la quantité du matériel recueilli, aussi riche qu'il puisse être, pas plus que la théorie ne peut être extrapolée à partir de résultats empiriques⁴⁷. »

Les enquêtes sociologiques conduites par Adorno et Horkheimer se concentrent, par conséquent, sur le rapport des acteurs aux abstractions et représentations dominantes. Leur recherche sur *La personnalité autoritaire*, publiée en 1950⁴⁸, analyse les dispositions personnelles des personnes interrogées à l'égard de la politique, de la morale publique et de la sexualité, du syndicalisme, du capitalisme, etc., afin de favoriser la compréhension de l'émergence de tendances fascistes et antisémites dans la société nord-américaine. Pour circonscrire les attitudes plus ou moins autonomes ou autoritaires, les chercheurs construisent un questionnaire d'un genre nouveau, qui contourne les identifications directes, mais qui demande une prise de position sur des détails anodins de la vie quotidienne, opérant ainsi un déplacement de terrain. Les groupes de propositions qui concernent un seul aspect analytique sont par ailleurs dispersés, les questions tombent dans le désordre. Les acquis de la théorie freudienne, des enquêtes qualitatives préliminaires et des entretiens individuels accompagnent la réalisation du questionnaire, les aident à construire cette méthode. Le questionnaire est retravaillé à trois reprises, au fur et à mesure que les connaissances avancent. Voici deux propositions issues de la version finale, et qui concernent les « tendances autoritaires agressives », définies par « l'attention portée sur des hommes qui transgressent des normes conventionnelles, pour pouvoir les juger, stigmatiser et rejeter » : « Celui qui montre de mauvaises manières et une mauvaise éducation ne doit pas espérer s'entendre avec des gens honnêtes » ; « Si les gens parlaient moins et travaillaient plus, tout le monde pourrait aller mieux⁴⁹. »

Les collaborateurs scientifiques d'Adorno, dont notamment Erich Fromm, cherchent ainsi à évaluer le degré d'autonomie des personnes interrogées, non pas à définir des lois macro-sociologiques. Le matériel d'enquête est soumis à un important travail d'interprétation par l'équipe de recherche, avant d'être conceptualisé, au lieu d'être considéré comme une donnée positive. Le dépassement, l'autonomie, l'émancipation restent l'œuvre des personnes interrogées et ne sauraient être proclamés par un rapport de recherche.

Ouverture

Au lieu de conclure, disons que tous les citoyens pensent et parlent, raison pour laquelle la Théorie critique n'a pas dit son dernier mot. La question sociologique n'est plus de savoir si des salariés et d'autres acteurs réputés subalternes peuvent prendre la

parole, puisqu'ils et elles le font constamment sans qu'on le leur demande, à travers les mouvements sociaux de ces dernières années, mais de savoir si les sociologues sont capables de les écouter, au lieu de les réduire au silence à l'aide d'arguments d'autorité.

¹ Alex Neumann est chercheur associé au Gepecs. Le présent article s'appuie sur un chapitre de sa thèse de sociologie, « Les 35 heures flexibles. Le salariat entre sphère privée, entreprise et espace public », soutenu en 2005 à la Sorbonne-Paris 5 et qui a obtenu les félicitations unanimes du jury.

² Pour traduire correctement le concept allemand *bürgerliche Öffentlichkeit* qu'utilise Habermas.

³ Pierre Bourdieu, *La Distinction*, Minuit, 1979, p. 549.

⁴ Jürgen Habermas, *Strukturwandel der Öffentlichkeit*, Suhrkamp, 1963/1990.

⁵ Pierre Bourdieu (Dir.), *La Misère du Monde*, Seuil, 1993 ; Habermas, « Vorwort zur Auflage von 1990 », in : *Strukturwandel der Öffentlichkeit*, Suhrkamp, 1963/1990, p. 21.

⁶ Voir Alain Touraine, *Sociologie de l'action*, Seuil, (1965) 1999.

⁷ Hannah Arendt, *La Condition de l'homme moderne. Vita activa*, Calman-Lévy, (1954) 1961.

⁸ Sigmund Freud, *Hemmung, Angst und Symptom*, Fischer, 1992, p. 110.

⁹ Laplanche, *Vocabulaire de la psychanalyse*, PUF, 2002, p. 234.

¹⁰ Oskar Negt, *Soziologische Phantasie und exemplarisches Lernen*, 1971, p. 33-34.

¹¹ Rainer Zoll, *Arbeiterbewusstsein in der Krise*, Bund Verlag, 1984.

¹² *Op. cit.*, p. 219.

¹³ Christophe Dejours, *Souffrance en France*, Seuil, 1998.

¹⁴ *Op. cit.*, p. 42.

¹⁵ Cet usage approximatif des concepts trouve une prolongation dans l'analogie absurde entre l'entreprise et le camp de concentration, que l'auteur défend ouvertement.

¹⁶ Siegfried Kracauer, *Die Angestellten*, Suhrkamp, 1971.

¹⁷ Antonia Birnbaum, « K... sociologue », in : Abensour/Muhlmann (dir.), *Tumultes*, Kimé, 2002, p. 399.

¹⁸ *Op. cit.*, p. 417.

¹⁹ Luc Boltanski, *Les Cadres*, Minuit, 1982, p. 8.

²⁰ Negt/Kluge, *Öffentlichkeit und Erfahrung*, Suhrkamp, 1972, p. 87.

²¹ *Ibid.*, p. 91.

²² Beaud/Pialoux, *La Condition ouvrière*, Fayard, 1998, p. 250.

²³ Luc Boltanski, *op. cit.*, pp. 8-9.

²⁴ Negt/Kluge, *Öffentlichkeit und Erfahrung*, Suhrkamp, 1972.

²⁵ Pierre Bourdieu, *La Distinction*, Minuit, 1979, p. 541.

²⁶ *Op. cit.*, p. 549.

²⁷ Patrick Cingolani, *La République, les sociologues et le politique*, La Dispute, 2003, p. 83.

²⁸ Pierre Bourdieu, « Pour un nouvel internationalisme » in : A. Neumann (dir.), *Les perspectives de la protestation*, Syllepse, 1998, p. 30.

²⁹ Bourdieu, *op. cit.*, p. 538.

³⁰ Cingolani, *op. cit.*, p. 95.

³¹ *La Reprise. La fin de la grève à l'usine des piles Wonder à St. Ouen en 1968*, réalisé par Hervé Leroux. 1996.

³² Dejours, *op. cit.*

³³ C. Durand/Dubois, *La Grève*, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1975.

³⁴ Klaus Pickshaus (dir.), *Arbeiten ohne Ende?*, VSA, 2001.

³⁵ Jean-Pierre Le Goff, *Les Illusions du management*, La Découverte, 2000, p. 77.

³⁶ Baudelot/Gollac, 2003, *Travailler pour être heureux?* p. 15.

³⁷ André Gorz, *Misères du présent, richesse des possibles*, Galilée, 1997, p. 103.

³⁸ Baudelot/Gollac, *op. cit.*, p. 53.

³⁹ Cingolani, *op. cit.*, p. 75; voir aussi Miguel Abensour, « Le choix du petit », postface à Theodor W. Adorno, *Minima Moralia*, Payot, 2001, p. 276.

⁴⁰ Adorno/Horkheimer, *La Dialectique de la raison*; Payot, 1993.

⁴¹ Theodor W. Adorno, *Soziologische Exkurse*, Europäische Verlagsanstalt, 1953, p. 22 (nous traduisons).

⁴² Baudelot/Gollac, *op. cit.*, p. 334.

⁴³ Theodor W. Adorno, *Soziologische Exkurse*, Europäische Verlagsanstalt, 1953.

⁴⁴ Alex Demirovič, *Der non-konformistische Intellektuelle*, Suhrkamp, 1999, p. 751.

⁴⁵ Jean-Marie Vincent, *Critique du travail*, PUF, 1987; Oskar Negt, *Arbeit und menschliche Würde*, Steidl, 2001.

⁴⁶ Cette définition refuse de considérer l'expérience à travers le seul prisme d'une description empirique et formalisée, grâce à un retour critique sur la conceptualisation hégélienne : G.W.F. Hegel, *Phänomenologie des Geistes*, Reclam, 1807/1987, p. 75.

⁴⁷ Adorno/Pollock, « Gruppenexperiment », in : *Frankfurter Beiträge zur Soziologie*, Suhrkamp, 1955, p. 5 (nous traduisons).

⁴⁸ Adorno et alii, *Studien zum autoritären Charakter*, Suhrkamp, 1995.

⁴⁹ *Op. cit.*, p. 82.

La fragilité du « Grand Frère » Lire *1984* et se souvenir

Lucia Sagradini¹

Alors que le discours répressif devient omniprésent dans l'espace public, en même temps que surgissent les résistances et les révoltes à l'autoritarisme, de plus en plus nombreuses, je propose de *faire retour* sur George Orwell². Lire ou relire *1984* signifie retracer le parcours de Winston Smith, protagoniste du roman. Il s'agit de souligner combien son expérience de vie, les souvenirs qui lui reviennent en mémoire forment un noyau dur à partir duquel il va construire son désir de révolte et de liberté. Cette orientation cherche à indiquer les entrecroisements entre subjectivité (sphère intime) et émancipation politique (sphère publique).

Marx dit dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* : « Le poids des générations passées pèse encore, tel un cauchemar, sur le cerveau des vivants³ ». Il est difficile d'ignorer cette capacité à nous hanter que possède le passé sur le présent. Marx indique la force du passé venant arrêter et suspendre le geste politique. Les individus pris dans la révolte, mais aussi dans la peur des possibilités qui pourraient s'ouvrir à eux, se retiennent et s'arrêtent. Le passé est alors ce qui vient empêcher le franchissement et l'expérience présente du dépassement.

Les travaux de Freud ont poursuivi cette idée du poids du passé, mais en montrant l'impact du vécu et des premières années sur la subjectivité et la vie des êtres vivants. Dans ce cadre particulier de la psychanalyse, il a même été soutenu que tout se jouait avant 4 ans. Aujourd'hui, les décisions gouvernementales pervertissent cette idée en proposant un contrôle et un encadrement oppressif des petits enfants, montrant des « signes de risque », et en décidant de créer des suspects en bas âge⁴. Ainsi, le monde dans lequel nous nous trouvons et que nous tentons de dessiner par l'action politique est esquissé et marqué par avance, tout comme la vie intime et la subjectivité des êtres ; il est surtout entravé par le passé qui vient, avec sa horde de fantômes et de cauchemars, écraser l'action et la pensée des êtres.

Cependant, tout comme dans la psychanalyse, où un geste d'amour est considéré fondateur pour l'individu, la lecture de Walter Benjamin nous entraîne à envisager le passé dans sa possibilité réelle d'être *porteur de promesse*. Il y a chez Benjamin une inversion de la problématique de Marx, inversion qui considère le passé comme souffle de liberté que les individus et le présent peuvent saisir à tout moment, afin de réactualiser les expériences antérieures de liberté. Ainsi, les années non seulement pèsent sur les individus, mais peuvent aussi les construire et leur livrer les secrets du dépassement.

Journal intime

C'est pourquoi nous avons choisi de saisir la situation de Winston Smith, personnage principal de *1984*, en nous concentrant sur une étude de son langage et de ses souvenirs, pour mettre à jour le parcours qui le mène à la rupture, non sans avoir été interpellés par un article de Claude Lefort⁵. Dans « Le corps interposé », l'auteur nous donne une clé de lecture pour comprendre la trame invisible qui amène les deux personnages principaux à ne plus être en lien : l'importance imprévisible de la trahison, en donnant le corps de l'autre, lors de la scène de torture et ce afin de préserver leur propre sauvegarde. Cependant, nous faisons un cheminement contraire à Lefort, en cherchant à faire surgir non pas l'expérience de peur lointaine et archaïque sur laquelle se fonde la torture du protagoniste, mais bien plutôt en explorant les expressions d'expérience de la liberté venues du passé et qui se tiennent dans les lignes du roman. Expériences qui vont lui permettre de désirer un autre monde, une autre vie. Notre choix de faire retour sur *1984* est dû à la singularité et la richesse de l'ouvrage sur la question de la subjectivité et de l'expérience comme prémices du dépassement.

Avant tout, il est important de rappeler les conditions dans lesquelles se trouve Winston Smith. Il vit dans un cosmos organisé et rythmé par le Parti et sous l'effigie de *Big Brother*, l'incarnation de la soumission de tous à la puissance de l'un. Cadre moyen du Parti, il vit seul, sans avoir la possibilité de créer des liens avec les autres hommes, et toujours sous la surveillance d'un télécran. Son travail consiste à réécrire les articles de presse afin que le Parti ne connaisse pas la contradiction. La nourriture comme les mots ou les contacts sont rationnés, dosés par le Parti. Les individus sont ainsi maintenus « sous régime » et toute singularité de leur part les conduit à être *vaporisé*. Non seulement ils sont éliminés, mais les traces de leur existence sont effacées, car le Parti ne supporte aucune contestation, ni passée ni présente.

Pourtant, Winston Smith va faire un acte de rébellion en décidant d'écrire un journal intime qui va, surtout, l'entraîner à repenser le régime sous lequel il vit⁶. Car, tenir un journal intime c'est choisir de réintroduire un dialogue avec soi-même. Le journal intime s'offre alors comme le support à l'essor d'une pensée et aussi à l'autonomie de la pensée : il sort l'individu du monde dans lequel il est et lui permet de construire les conditions de la réflexion par la mise à distance du monde et le retour sur soi. Le journal intime est une façon de sortir l'individu de la masse, puisque ce dialogue à soi produit de la pensée (autonomie) ; il est contraire au régime et situe Winston dans la transgression. Ainsi, l'écriture du journal intime est le moyen pour Winston de renouer avec un univers interne, de retrouver ses propres émotions et, dans cette remise en lien avec sa subjectivité, de se retrouver lui-même. En trouvant un moyen de se réinscrire comme *être au monde*, Winston plante la question de sa mise à distance de la masse et du régime.

Orwell réalise cette transposition de mise en écriture de l'expérience d'une subjectivité particulière dans l'expérience d'une société totalitaire. Là où Hannah Arendt va réaliser une conceptualisation du système totalitaire qui souligne la manière dont il détruit les liens verticaux – entre les générations – et horizontaux – entre les indivi-

dus –, théorisant cette particularité de l'individu dans le système totalitaire de « coler » au mouvement du totalitarisme qui produit une fiction et vit dans le mensonge⁷. Orwell, lui, parvient à trouver une expression romancée de cette description analytique du totalitarisme. La liberté du roman est de permettre à Orwell d'inventer un parcours singulier, illustrant le détachement progressif et la révolte à cette situation de fiction. Winston, en décidant de reprendre une pensée intime et d'ouvrir le dialogue à soi-même, va ainsi pouvoir sortir de la fiction du système totalitaire. La place de la subjectivité et des expériences de l'intime se constitue, en conséquence, comme premier geste vers la révolte et la résistance au système.

Il est important de remarquer dans la tradition « distopique » (des romans mettant en scène un monde de domination et d'oppression) la différence entre Huxley et Orwell⁸. Si Orwell construit un univers où les formes de domination et d'oppression cherchent à isoler et contrôler l'individu, il reste que dans *1984* l'individu *sait* que la société dans laquelle il vit est inique. Dans *Le Meilleur des mondes*, l'usage combiné de la drogue et du divertissement, associé à la technique de clonage des êtres, parvient à tenir les individus dans l'illusion d'être dans « un monde merveilleux » en les coupant par la chimie et la technique de la réalité vécue, en les éloignant de leurs propres ressentis. Ainsi, l'angle d'attaque apporté par Huxley réaffirme par l'usage donné à la technique et aux expédients chimiques que l'action des systèmes répressifs est aussi orientée par une action de transformation et de séparation de l'individu avec sa propre subjectivité, espace intime où percevoir la réalité et sa véracité. Cette ligne de fictions se poursuit avec le film *Matrix*, où le personnage de Néo va lui aussi devoir faire l'effort de s'extraire d'un univers fictionnel qui le tient dans une profonde léthargie. Cette séparation de *l'être à soi* est aussi accentuée par la disparition de l'origine de l'individu : la venue au monde n'est plus le lieu d'une histoire et d'une rencontre amoureuse, mais le fait de la technique. Il y a aujourd'hui dans ces fictions d'anticipation le renforcement de l'oppression par la coupure radicale de l'être à sa propre existence, qui rend le détachement de la fiction toujours plus difficile, jusqu'à se perdre dans la ligne de fuite d'une émancipation impossible.

Rêves d'amour

Aujourd'hui encore, comprendre comment Winston arrive à cette rupture, au rejet d'un ordre établi auquel il participe activement, est une manière de saisir les multiples pistes de réflexion ouvertes par Orwell sur le système totalitaire et sur la question de la subjectivité. Tout d'abord, Orwell met en scène une particularité de son personnage. Winston rêve beaucoup et, de ses rêves, il réussit à réécrire une histoire, son histoire : les rêves lui permettent de faire resurgir de sa mémoire que, contrairement à ce qu'il croyait, il n'a pas tué sa mère. C'est un rêve de sa mère et de sa sœur sur un bateau qui coule, tandis que lui s'élève, qui va précéder et entraîner l'achat d'un cahier, qui deviendra le journal de Winston. Les rêves ont pour effet de le re-lie au passé et de lui permettre par la suite de penser qu'une façon différente de vivre est possible, puisque, avant, il y avait autre chose que le Parti et la *Novlangue*, la langue officielle⁹.

Orwell construit l'expérience de la résistance de son protagoniste en réalisant un *contre Nietzsche* tout à fait saisissant. Si Nietzsche dans *La Généalogie de la morale* inscrit la mémoire du côté du dressage social de l'individu, moyen de parvenir à la soumission de l'individu à la collectivité et à ses règles, Orwell ouvre la problématique d'une mémoire porteuse d'émancipation¹⁰. Dans *1984*, il nous indique ainsi le chemin d'une réflexion sur les formes de mémoire. Si d'un côté, la mémoire est l'instrument du dressage de l'individu, Nietzsche signale que cette mémoire se réalise par l'usage de la violence et les sévices corporels; de l'autre, Orwell nous parle d'une mémoire surgie des souvenirs d'expériences d'amour. Nietzsche explore la question de la mémoire en l'inscrivant du côté des fers rouges, la mémoire est alors *marquage des corps*. Orwell, lui, évoque une mémoire faite de gestes, qu'un cœur donne à un autre. Il nous offre alors une pensée profonde et intime : celle de mettre en lien le geste enveloppant à l'expérience de la liberté. Pour Orwell, l'amour est un geste qui participe à la construction de la liberté. Ainsi, la mémoire, trouvant comme expression des souvenirs heureux, ne participe et ne peut participer à un monde faux et fictionnel, construit sur la soumission, la peur et la haine.

D'ailleurs, la mémoire qu'énonce Orwell est une mémoire *flottante*, car elle se tient repliée dans les zones brumeuses de l'inconscient du personnage et surgit de manière inattendue, lorsque Winston assiste à la projection d'un film de propagande, bien nommé *Les Trente secondes de la haine*. C'est-à-dire que cette mémoire est aussi une mémoire qui s'oublie, un souvenir, quelque chose qui peut aller et venir au gré des expériences de l'individu. Alors, une image censée être porteuse de l'idéologie de *Big Brother* est déviée de ce pourquoi elle a été projetée. L'esprit de Winston réalise une association inattendue qui sort de la volonté autoritaire du régime : il y puise une activation inconsciente d'un souvenir oublié, mais présent¹¹. Pour Orwell, le souvenir est alors le moyen pour l'individu de refaire l'expérience de soi et ainsi de sa propre différence. Ce faisant, le souvenir est porteur de résistances car il permet de penser l'hétéronomie de soi, de l'autre et du monde.

Ainsi, les rêves rappellent à Winston qu'enfant, il avait une mère qui les aimait, sa petite sœur et lui. Cette expérience disparue avec la façon dont sa mère a été *vaporisée* est au cœur des raisons qui le conduisent à s'interroger, et à rompre avec le régime. Il faut souligner que cette expérience personnelle peut refaire surface à la conscience de Winston grâce à une image du film de propagande. Winston est frappé par cette image où l'on voit, sur une barque, une mère juive protéger son enfant de son bras avant de mourir sous un bombardement. C'est cette image qu'il va retranscrire en premier lieu dans son carnet. Cette image aura donc sur Winston un effet imprévisible pour le Parti : celui de lui permettre de retrouver le fil perdu, coupé par le régime, de son histoire. Une association que le Parti n'a jamais pu envisager, et qui indique la nature de l'image : se donner à l'association libre de l'individu.

Pour Winston, retrouver son histoire c'est comprendre que le passé était différent; et ce constat lui permet de penser qu'il vit dans une fiction mensongère construite par le Parti et qu'elle s'éloigne de la vérité et même de la réalité (voir le chapitre « Deux et deux font quatre »). Ainsi Winston, par la redécouverte de son passé, peut prendre conscience

qu'il vit à l'intérieur d'une fiction et tente de s'en dégager. Sa rupture, si elle vient donc d'un retour en arrière, montre que les premiers pas à faire sont de réussir à comprendre pour l'individu où il est et ce qu'il vit. Primordial travail vers la liberté.

La gestuelle d'une femme dans le film de propagande, son geste enveloppant et protecteur est non seulement un détonateur, qui conduit Winston à faire des rêves de plus en plus précis sur sa mère, mais elle marque aussi sa fascination pour la manière dont les personnes s'expriment corporellement. Tout au long de l'ouvrage, il s'attache aux gestes des autres. Ces gestes sont sans doute l'expression indirecte d'expériences incorporées échappant au système et au langage.

Ainsi, les rêves porteurs de souvenirs lui permettent d'éveiller sa conscience et sont en fait les premiers pas vers le réveil, puisqu'ils font surgir la discordance avec le régime, inscrite dans l'expérience personnelle de Winston. Non seulement l'amour est une chose possible puisqu'il a existé, mais il peut exister à nouveau. Mais les rêves font aussi surgir la vérité de son rapport à sa mère : il y avait de l'amour entre eux et, surtout, il n'est pas responsable de sa mort. Ainsi, le régime totalitaire se construit sur la désolation et l'isolement des êtres qui ne peuvent plus construire de liens ni au monde ni à l'autre, et ne serait-ce qu'à eux-mêmes. La traversée de Winston Smith est aussi la traversée du désert politique et social dans lequel il erre, évoquant la situation réelle d'Orwell¹². Les rêves, le journal intime, la rencontre avec Julia, une jeune femme que Winston va aimer, tous ces éléments concourent à nous indiquer le chemin pris pour sortir de la désolation.

Les entrelacs dialectiques de la subjectivité et de l'émancipation

Orwell insiste encore sur le goût de Winston Smith pour le passé. Il est exprimé dans son désir de posséder des objets d'un autre temps : ainsi le livre est valorisé par son ancienneté ; le presse-papier, qui a en son centre un morceau de corail, renferme une époque lointaine et porteuse de mystères. Par leur ancienneté et ce qu'ils sous-entendent d'un « avant », les objets sont donc les supports latents sur lesquels Winston va projeter ses désirs, ses rêves. Son goût pour le passé se manifeste aussi par son attraction pour les personnes ayant vécu avant la révolution, par exemple sa rencontre avec « le vieux prolétaire », ou la confiance aveugle qu'il porte à l'antiquaire qui lui loue une chambre « comme dans le temps ». Ou même à O'Brien, membre du Parti Intérieur, qui, parce qu'il a une gestuelle civilisée (voir l'impact de la manière dont il fait remonter ses lunettes) ne peut être en réalité qu'un membre de la Fraternité, groupe subversif mené par Goldstein, l'ennemi public numéro un.

Ainsi, Orwell reprend la problématique de Benjamin : il fait vivre cette idée conceptuelle de la possibilité pour l'être de se réapproprier les expériences de liberté (différence) venues du passé et de pouvoir les saisir au présent. La particularité est que le régime totalitaire dans lequel se trouve enfermé Winston oblige à placer cette récupération des expériences de liberté du passé dans la sphère de l'intime et dans les replis les plus cachés de la subjectivité, car il n'y a pas d'espace de rencontre, d'échanges avec les autres qui soient

permis par le Parti. *1984* est bien élaboré par Orwell dans ce double mouvement. D'un côté, le régime qui élimine le passé de la société pour asseoir une cohérence sociale sur l'absence de conflit ou de contradiction, de l'autre, le cheminement tâtonnant de Winston qui reconstruit une mémoire, une pensée et des liens : un retour sur soi qui conduit à la rupture. En conséquence, il y a dans cette exploration de sa propre subjectivité par le sujet une insistance sur la fertilité de cet espace de la subjectivité et de l'expérience intime pour créer de la politique, le désir de liberté, et d'émancipation.

Orwell souligne le rapport étroit qu'il y a entre une construction dite interne et des relations se trouvant appartenir au domaine de l'externe. Entre les deux, il y a une perméabilité quotidienne. Le corps est une médiation indispensable entre ces deux termes, puisque c'est lui qui est le dépositaire des souvenirs et des expériences de Winston. Il a ainsi une place essentielle dans l'élaboration de l'autonomie individuelle, car il prend part à l'expérience de la différence si elle a lieu. Le corps de l'individu est à la fois une interface et un contenant, susceptible de devenir un premier espace de résistance. La révolte peut alors se trouver liée à des enjeux corporels. Par exemple, la sensualité opprimée de Julia l'entraîne à partager les idées de Winston. Le langage aussi sort de l'abstraction pour s'enraciner dans le charnel, constituant ainsi un autre espace de résistance à la *novlangue*.

De plus, il est indispensable de souligner l'écart entre Winston et son amie Julia. Ils ont une différence d'âge qui fait que lui est né avant la révolution et elle non ; et aussi une différence d'expérience : la relation affective de Winston avec sa mère, alors que Julia ne se souvient pas de ses parents, mais seulement de son grand-père. Tout cela fait que leurs attitudes sont totalement différentes. Alors que Winston se dégage mentalement de la fiction du Parti, elle ne s'en soucie pas, notamment dans les passages où elle s'endort lorsqu'il lui parle de la réécriture perpétuelle de l'histoire, ou encore lorsqu'il évoque le fait que la guerre change d'ennemi sans que Julia y accorde la moindre attention.

L'important pour Julia est d'avoir le plus de liberté possible à l'intérieur du système totalitaire, et cela le plus longtemps possible. En réalité, elle s'accommode avec le système, sans penser qu'il pourrait être autre. Elle a choisi la transgression et non la rupture, comme Winston ; et cet écart est manifeste tout au long de l'ouvrage, jusque dans la manière dont ils se dénoncent mutuellement. Elle est un « cas de manuel » pour O'Brien, alors que Winston, « esprit malade », résiste avant de céder devant l'horreur de sa peur, celle devant les rats¹³.

Si l'amour maternel que Winston a reçu est fondateur, il est aussi à l'origine de sa rupture. Il est sans le savoir le dépositaire d'un bien précieux qui l'entraîne à penser qu'un autre moyen de mise en relation entre les individus est possible. Son expérience affective enfantine lui permet de penser que des liens entre les individus peuvent exister. Au contraire, la servitude est sans doute plus grande là où il n'y a pas eu de liens aimants (la petite fille des voisins qui finit par dénoncer son propre père).

D'ailleurs, il est intéressant à noter que lorsque Winston sort de son isolement, aime Julia, il cesse en même temps d'être malade : l'ulcère variqueux qu'il a sur le cou de pied cicatrise. Encore une fois, il est montré dans le récit combien le corps de l'individu a une place essentielle dans le rapport à autrui. Le corps de Winston, sa douleur au pied mani-

festent d'une douleur plus profonde – celle d'une absence de liens avec autrui. De même, l'article de Claude Lefort nous a montré que c'est le corps de l'autre, jeté, placé entre la torture et l'individu, qui conduit à la véritable trahison, qui rompt le lien entre les individus. C'est aussi dans la relation à l'*autre* par l'amour et l'intimité que l'individu connaît non seulement la jouissance, mais aussi poursuit le cheminement vers un autre monde possible. Winston Smith connaît la révolte par le passage à l'expérience de la mise en lien avec autrui. Deux choses qui sont vitales pour l'individu, mais qui se répètent dans le désir d'un *être ensemble autre*.

Sur cette question de l'amour et de la sexualité, nous sommes confrontés à un mouvement contradictoire, entre le système et le protagoniste. Contradiction entre les règles de vie de cette société (où l'amour est interdit et l'abstinence prônée comme une vertu, la haine étant le sentiment sur lequel se fait le partage entre les êtres), et la démarche du personnage qui cherche à reconstruire ce qui a été détruit par le Parti. Il s'agit de la possibilité d'être en lien qui est à l'origine de la possibilité d'un espace politique. Winston cherche à retrouver un dialogue à soi par l'usage du journal intime, mais il renoue aussi dans l'expérience amoureuse avec le dialogue à autrui. Sa quête et sa révolte se construisent en se nourrissant de ces expériences de vérité et d'hétéronomie. Faisant l'expérience de l'amour, il fait ainsi l'expérience de la différence et du conflit. Les possibilités d'expérimenter l'hétéronomie et le désaccord, sont au cœur de l'expérience politique et démocratique.

L'attention portée ici sur les souvenirs et les rêves de Winston Smith nous permet de souligner que l'expérience de vie de l'individu est ce qui lui donne toute sa profondeur. Une profondeur qui est à l'origine des ressources permettant d'affronter et de rompre avec les plus puissantes fictions : celle des régimes qui sortent l'individu de la politique.

Langage et expériences de la liberté

Cette problématique de la différence se retrouve aussi dans la langue d'*Océania*. La *novlangue* est une langue fabriquée de toutes pièces par les membres du Parti et cela, cas unique, en enlevant des mots. Imaginons, comme le Parti le projette, le moment où seule existera la *novlangue*. Les individus nés à ce moment-là n'auront rien de commun dans leur manière de penser avec ceux qui auront toujours parlé l'anglais et la *novlangue*.

Winston fait partie du second groupe, il possède un langage riche, dense, dans lequel il peut trouver des « contenants » pour ses sentiments. Julia, elle, emploie dans l'intimité un langage grossier. Winston est étonné et ravi de l'entendre jurer. Il y a là une satisfaction des deux personnages à entendre ce langage, à être « sales », car c'est une forme de résistance pour eux à la doctrine du Parti : non seulement ils font l'amour, mais ils ont aussi une parole impure.

En effet, les gros mots sont contraires à l'ordre; en les utilisant, Julia transgresse l'ordre établi et, ce faisant, lève une censure. En parlant d'une manière interdite, elle va sauvegarder un terrain de liberté de l'être. Il y a comme une réaction charnelle de

rejet du système chez Julia. Dans ce langage, elle retrouve une part d'elle-même, qui est bannie par le Parti. Ce langage est la marque de son identité, elle n'est pas une jeune militante à la ceinture rouge (évoquant la chasteté) mais bien une jeune femme sensuelle. Le langage ordurier lui permet donc de faire un travail de réappropriation de sa propre identité. De plus, le fait de lever une interdiction peut amener à en lever d'autres, à créer une dynamique. Winston, accompagné de Julia, va se décider à trouver O'Brien afin de faire partie de la Fraternité.

Winston se répète inlassablement que ce qui est n'a pas toujours été, et qu'il y a d'autres moyens de vie que ceux qui sont imposés par le Parti. Il se demande aussi s'il est le seul à avoir une mémoire. Le leitmotiv de Winston est profondément enraciné en lui, parce qu'il a un souvenir auquel il tient, celui d'avoir eu une mère aimante. Winston s'oppose, viscéralement, à la technique de la double pensée que tous emploient pour rester en harmonie avec le Parti ; car cette technique de la double pensée mise en place pour gommer les contradictions internes des individus doit en même temps effacer les souvenirs.

Cette technique de la double pensée est l'outil qui permet au Parti de compléter son action sur la parole, mais même cette technique d'autocensure a des limites ; l'individu le plus endoctriné et le plus bête ne peut le satisfaire¹⁴. La volonté du Parti décharne la langue, accompagne son désir de ne laisser aux êtres que les os du langage afin d'en faire des squelettes, des êtres sans épaisseur, sans profondeur, et sans pensée. L'appauvrissement du langage et le projet de le faire adhérer à la réalité la plus primaire détruisent la possibilité et la richesse du langage. La suppression de l'usage de la métaphore, du double sens, témoignent de ce désir de construire un langage sans obscurité, sans jeux, sans imagination. *Océania* veut construire un langage auquel « collent » les êtres, ce qui indique une idéologie qui veut accéder à la subjectivité des individus et qui veut surtout détruire toute possibilité d'intériorité, d'intimité des êtres, les laissant transparent au regard du Parti. Il y a là la visée de ne pas permettre l'évasion de l'être du monde et d'empêcher le repli sur soi et sur l'imagination. C'est le fantasme du Parti de réussir à créer des êtres qui ne pensent pas : ils ne peuvent avoir d'avis, ni surtout remettre en question la fiction dans laquelle ils vivent ; ainsi ils se fondent en elle de façon parfaite.

La fragilité du Grand Frère

C'est là où nous touchons la plus grande faille du système totalitaire, son impossibilité à être d'un contrôle total. En effet, il ne peut réussir à arrêter l'accumulation d'expériences par les individus qu'il oppresse. Il ne peut réussir à écarter l'expérience de la vie des hommes. Cet acharnement à faire du vide non seulement autour mais à l'intérieur des êtres ne peut arrêter la production des expériences, aussi minimales soient-elles. Les sens des individus restent toujours en éveil dans le monde, même en plein désert, même dans la plus grande désolation.

La soumission peut alors connaître chez l'individu une limite, qui est dans l'identité même de l'individu et qui se constitue à partir de son expérience de la différence.

C'est elle qui participe à la constitution de l'identité autonome de l'individu, et qui peut contredire la fiction du régime totalitaire. Chez Winston Smith, le rapport à sa mère lui permet de pouvoir contredire le régime de *Big Brother* en se rendant compte du décalage entre son vécu et les valeurs véhiculées par la propagande du régime. Par exemple, à travers les trois slogans du régime, « la guerre c'est la paix; la liberté c'est l'esclavage; l'ignorance c'est la force¹⁵ ». Ce rapport, qui est une expérience de la différence, va faire éclater la contradiction entre l'individu et le régime totalitaire. L'individu peut alors porter un regard sur la fiction du régime et être en situation de lui donner un sens, de l'interpréter. La révolte est d'abord une distanciation entre l'individu et la fiction du régime totalitaire. Cette distanciation nécessite un pouvoir d'interprétation de l'individu qui est lié à sa capacité de *ressentir* les expériences qu'il réalise.

L'essai et le roman

Une fois que la rupture est pensée, Winston se jette dans « la gueule du loup » et s'adresse à O'Brien. Winston cherche un groupe, un espace, où sa pensée et ses expériences peuvent s'inscrire dans une action. Il se tourne alors vers la seule personne qui lui apparaît comme pouvant être membre du mouvement dissident. Cela montre la nécessité pour l'individu de trouver un espace où il puisse faire l'expérience de sa révolte. Un espace collectif.

Dans le roman d'Orwell c'est justement là que se tient la césure narrative. En effet, dans *1984*, Winston Smith est brisé à partir du moment où il décide de se diriger vers un acteur supposé de la résistance à *Big Brother*. Il se dirige vers O'Brien, car il a une confiance aveugle dans ce qu'il croit lire en lui : un être qui fait vivre des expériences venues du passé, et des expériences que lui, Winston, reconnaît comme étant expression de la liberté. Le personnage en trompe-l'œil d'O'Brien est ainsi le leurre dans lequel tombe Winston, croyant trouver la brèche vers l'organisation de lutte contre l'oppression totalitaire. En réalité, Winston s'adresse à son futur bourreau et fidèle serviteur du régime d'*Océania*.

Le livre se termine apparemment par la réhabilitation du personnage après avoir été torturé et finalement remis dans le droit chemin. Il y aurait alors une fermeture du récit sur l'échec de cette révolte individuelle, car elle ne peut trouver de forme collective de lutte et de résistance. Orwell laisserait alors le lecteur désarmé face à l'insurmontable de la situation. Cependant, le roman ne se termine pas avec la fin du récit, mais s'ouvre sur un essai sur la *novlangue*, une analyse qui permet de saisir ce qu'*était* la *novlangue*. Ainsi, l'auteur parvient à réaliser un mélange des genres. Il introduit la forme fragmentaire de l'essai pour indiquer un élément essentiel du roman.

C'est là l'élément essentiel : ce qu'*était* la *novlangue*. Ainsi, l'essai nous laisse sentir par l'usage des temps que fait l'auteur que le régime et la *novlangue* ont échoué et ne se sont ni réalisés ni maintenus. Il y a ainsi une césure dans le récit et une ouverture : le régime totalitaire a été mis à bas. Seulement, Orwell ne nous indique pas le chemin à parcourir pour faire tomber cette oppression. Il y a ainsi chez le romancier

une grande finesse, car non seulement il y a une critique de l'oppression qui se maintient en indiquant l'ampleur de la force du régime et en mettant l'accent sur le destin tragique de Winston Smith, mais il y a aussi et dans le même temps l'inscription d'une ouverture : ce régime a été mis à bas et son projet détruit. Orwell réalise ce mouvement dans la mise en place d'une solution d'écriture superbe, dialectique et benjaminienne, par une inscription des temps que choisit l'auteur¹⁶. Par l'essai sur la *novlangue*, il y a un retour par le passé – de l'écriture et de la lecture – rendant pensable un futur du temps à venir, celui où l'oppression sera détruite. La lecture de *1984* nous permet de faire surgir le futur – un futur qu'on pourrait imaginer utopique. Orwell nous laisse ainsi vivre en même temps l'expérience de la soumission et celle de la révolte, mais aussi l'expérience de la liberté inscrite à tout jamais dans *1984*.

Le titre lui-même en est l'écho, car écrit en 1948, il se présentait tout à la fois comme un avenir possible, mais aussi un passé de la lecture et des temps dès que l'année 1984 serait passée. Ainsi, *1984* devient un moyen de transmettre l'expérience de la liberté venue du passé. À notre tour de nous en souvenir.

¹ Lucia Sagradini est attachée de recherche et d'enseignement en sociologie politique à l'Université Paris 7.

² George Orwell, *1984*, Gallimard, Paris, 1976.

³ Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Mille et une nuits, 1997, p. 13 : « La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants ». Nous usons d'une version revue par nos soins.

⁴ Voir le rapport de l'Inserm qui établit un lien entre « les facteurs à risque » chez les petits et les « trajectoires délinquantes », *Le Canard enchaîné*, n° 4454, mercredi 8 mars, 2006.

⁵ Claude Lefort, « Le corps interposé », in *Passé Présent*, Ramsay, Paris, 1984.

⁶ Cet élément du journal intime est déjà présent dans l'ouvrage d'anticipation *We* de Yevgeny Zamyatin, écrit en 1921. Voir Yevgeny Zamyatin, *We*, Penguin Books, GB, 1993.

⁷ Hannah Arendt, *Le système totalitaire, les origines du totalitarisme*, Seuil, Paris, 1972.

⁸ Ce terme de *distopique* est repris à Juan Manuel Santiago, jeune auteur espagnol et spécialiste de la science-fiction.

⁹ Cette année l'Académie française a introduit le terme de *novlangue* dans la langue française. Il s'agit là, non seulement d'une véritable reconnaissance de la richesse créative d'Orwell, mais aussi d'une mesure de l'impact du roman sur les individus et la société.

¹⁰ Friedrich Nietzsche, *La Généalogie de la morale*, Folio essais, Gallimard, 1971, II, § 13-16.

¹¹ Sigmund Freud, *Malaise dans la culture*, Quadrige/Presses Universitaires de France, Paris 1995, p. 11 : « [...] rien de ce qui s'est une fois produit n'a disparu [...] »

¹² Il faut tenir compte du contexte historique dans lequel l'auteur réalise ce roman. Il voit l'avènement du fascisme espagnol, du nazisme et de l'Union soviétique. Il vit et combat le surgissement de ces régimes, et il sera l'un des premiers à les penser et à en cerner l'étendue.

¹³ Claude Lefort, *op. cit.*, p. 15.

¹⁴ Cf. le voisin, parfait membre du Parti, qui se retrouve à crier à bas *Big Brother* quand il dort, pp. 330-332).

¹⁵ Orwell, *op. cit.*, p. 15.

¹⁶ J'aborde cette question de l'essai, pour Adorno et Benjamin, dans mon article « La Théorie critique : une pensée qui fait désordre », in *Variations, La Théorie critique, Héritages hérétiques*, automne 2005.

Walter Benjamin, ou la possibilité de ne pas trahir l'enfance

Soizic Bonvarlet¹

Pour l'inclassable Walter Benjamin, enfance et révolution n'ont jamais été bien éloignées. Le critique allemand, plus utopiste que nostalgique, a ainsi rassemblé un recueil de ses propres souvenirs sous le titre d'*Enfance berlinoise*. Les trente textes ont été écrits entre 1932 et 1933, sous le signe du suicide et de l'arrivée au pouvoir du nazisme. En effet, en 1932, à l'âge de quarante ans, Benjamin est tenté de mettre fin à ses jours ; la raison pour laquelle il décide finalement de ne pas aller jusqu'au bout de son acte reste mystérieuse. En mars 1933, suite à la prise de pouvoir nazie, il prend la route de l'exil. En février, il avait pris soin d'envoyer à son ami Gershom Scholem, à Jérusalem, le manuscrit achevé d'*Enfance berlinoise*, en un geste symbolique par lequel l'enfance, au moins, était mise à l'abri des feux nazis. La publication de l'œuvre probablement la plus personnelle de Benjamin eut lieu juste dix ans après son suicide à la frontière franco-espagnole, épuisé et désespéré par la tournure funeste que prenait sa fuite pour tenter d'échapper aux nazis. Cette publication, en 1950, fut l'œuvre de Theodor W. Adorno. À travers ces récits sur l'enfance émane un profond désir de résister à la barbarie, et ce par l'affirmation de l'expérience individuelle.

En effet, contrairement aux apparences, l'enfant vit dans l'expérience pleinement autonome. Il est à lui tout seul flâneur, collectionneur, joueur et insurgé ; autrement dit, il est l'individu pluriel, regroupant toutes les effigies de prédilection de Benjamin. L'enfant n'est pas marqué par l'habitude, qui crée de la résignation, ni par les critères de l'utile ou de l'impossible, ennemis de l'utopie. Cela en fait un être résolument libre, malgré les tentatives de domination de son entourage, en l'occurrence celle que le père exerçait sur le jeune Benjamin.

Néanmoins, peut-être la mise en garde essentielle de Benjamin est-elle la suivante : ne pas bafouer l'enfant le plus proche de nous, à savoir celui qui survit à travers les adultes que nous sommes tous devenus. Car cet enfant nous chuchote des promesses de liberté et de bonheur, il est l'utopiste qui en nous ne demande qu'à se lever.

Un enfant berlinois révolté : éléments autobiographiques

Dans les notes préliminaires à *Enfance berlinoise*, Benjamin se définit comme « un enfant de bonne bourgeoisie² ». Le thème essentiel du recueil est effectivement la position de l'enfant en tant qu'individu dans le milieu de la grande bourgeoisie au tournant du siècle, ainsi que ses errances dans la grande ville moderne, qui constituent tant un moyen de faire l'apprentissage du monde et de soi-même que d'échapper à sa propre classe sociale.

Dès la prime enfance, Benjamin est effectivement en position de révolte. Contre l'ordre et le conformisme de l'appartement bourgeois d'abord, tout entier dédié à la présence paternelle, c'est-à-dire à la domination. C'est ainsi que le labyrinthe ultramoderne et chaotique qu'est le Berlin du début du XX^e siècle représente pour le jeune Benjamin un lieu incomparable d'émancipation, par le jeu et l'émerveillement. La ville contraste avec l'appartement, sordide refuge de la « société », que l'enfant associe à une sorte de monstre et dont il est exclu bien qu'il soit conscient qu'il s'agisse de son « clan ». Benjamin écrit à propos de ce monstre inquiétant : « Et comme l'abîme qui l'avait craché était celui de ma propre classe, je faisais ainsi, ces soirs-là, pour la première fois, connaissance avec elle. Elle ne m'inspirait pas confiance³. » L'esprit critique est déjà très développé, bien que rentré, l'enfant n'ayant pas encore les moyens d'exprimer sa révolte. Il est fort possible que Benjamin, enfant mais surtout adolescent, ait ressenti une frustration douloureuse, notamment due à l'incapacité physique de résister à son propre père, et à l'impossibilité de subvenir à ses propres besoins s'il avait décidé de fuir la prison de sa classe.

La critique de l'intérieur bourgeois est donc récurrente, le bien-être et le confort n'étant qu'illusoire. En effet, « la misère ne pouvait avoir aucune place dans ces pièces où la mort elle-même n'en avait pas ». Il est vrai que les habitants de ces luxueuses demeures mouraient le plus souvent dans des sanatoriums et autres hôpitaux, jamais dans leurs appartements, « c'est pour cette raison qu'ils semblaient si confortables le jour, et devenaient la nuit le théâtre de mauvais rêves⁴ ». La mort, que l'on a tenté de refouler dans la recherche matérielle de sécurité, prend sa revanche nocturne dans les cauchemars. L'enfant semble être le seul à percevoir la dimension morbide du lieu dans lequel il vit.

D'ailleurs, certains objets incontournables de l'appartement bourgeois provoquent chez le jeune enfant une peur violente. C'est le cas du téléphone, dont la sonnerie troublait la sieste du père, rare moment de répit pour l'enfant, qui à cet instant était en proie à une « terreur⁵ » irrépissable. Ainsi l'agression sonore révélait un agresseur bien plus redoutable en la personne du père. Comme Franz Kafka dont Benjamin s'est toujours senti très proche en esprit, ce dernier eut des rapports très tendus avec la figure paternelle. La souffrance de l'enfant quant aux excès d'appétit de domination de son père est à l'origine des relations fort conflictuelles qu'il eut plus tard avec lui, et peut-être cela a-t-il contribué à renforcer son refus inflexible des formes bourgeoises d'existence.

L'école n'était pas un lieu préférable à l'appartement, elle n'était en aucun cas une échappatoire à la domination. Dans le texte intitulé « La Fièvre », Benjamin écrit à propos des heures de classe manquées lorsqu'il était souffrant : « Elles ne m'apparaissaient aucunement grises et monotones comme celles que j'avais suivies⁶. » Il évoque également « la misère de la stérile activité scolaire⁷ ». Le seul moment que l'enfant appréciait était celui qui était consacré à la lecture, qui lui permettait d'échapper aux situations de domination. La bibliothèque des élèves était un objet de fascination. Quant aux autres objets de la salle de classe, pupitres, dictionnaires et compas, l'au-

teur va jusqu'à les qualifier d'« instruments de supplice⁸ ». Il est certain que les méthodes d'éducation scolaire en Allemagne au tournant du XX^e siècle étaient marquées par la force, par une autorité démesurée des professeurs qui faisait souvent écho à celle des pères. Au lycée wilhelmien, l'enfermement, la promiscuité, les coups, les retenues et autres humiliations arbitraires ont profondément marqué le jeune Benjamin.

Outre le sentiment de révolte qu'il nourrissait contre son père, l'école ou encore contre l'ordre inéluctable de l'appartement bourgeois, le jeune Benjamin se sentait prisonnier des quartiers riches de la capitale allemande, et ressentait un profond besoin de s'évader. Il abhorrait les quartiers du vieil et du nouvel ouest de Berlin : « Mon clan habitait alors ces deux quartiers avec une attitude où se mêlaient opiniâtreté et fierté, et qui faisaient d'eux un ghetto qu'il considérait comme son fief⁹ ». Le jeune enfant méprisait déjà « ce quartier de possédants », et s'y sentait probablement étranger.

Mais plus généralement, Berlin fut pour lui une extraordinaire énigme à déchiffrer, l'endroit idéal à explorer en s'y égarant. Si, pour l'adulte, la grande ville moderne fut représentée par les découvertes successives de Paris, Marseille, Moscou ou encore Naples, pour l'enfant l'image du labyrinthe citadin correspond exclusivement à Berlin, haut lieu de modernité en 1900. À l'expansion industrielle dont le rythme s'accélère progressivement dans le dernier tiers du XIX^e siècle correspond celle de l'urbanisme. Berlin, résidence de l'empereur d'Allemagne depuis 1870, finit par s'identifier avec le « Grand Berlin », et en quelques décennies multiplie de deux à trois fois sa population et sa superficie¹⁰. Ville d'immigration, il y a alors Berlin la même agitation que dans les métropoles nord-américaines, et le même type d'architecture résolument moderne. Benjamin évoque souvent les constructions métalliques et en verre, les réclames et les grands magasins. La publicité est déjà omniprésente. L'enfant est à la fois effrayé et fasciné par l'ampleur et l'agitation de la ville. Même les parcs participent de cette modernité urbaine. Le Tiergarten, Bois de Boulogne de Berlin, est l'un des lieux essentiels de la géographie enfantine de Benjamin. Ce qui l'attire, c'est tout ce que la grande ville recèle de labyrinthes et de dédales : s'y perdre est un art, et « s'égarer dans une ville comme on s'égare dans une forêt demande toute une éducation¹¹ ». Le principal apprentissage de Benjamin durant son enfance est l'éducation à la ville, qui recèle d'innombrables expériences. C'est en s'y égarant et en s'éloignant du « fief » familial qu'il découvre la pauvreté, les inégalités, la prostitution, mais aussi la guerre, et ce par l'entremise de la colonne de la victoire près du Reichstag, commémorant la bataille de Sedan du 1^{er} septembre 1870. Benjamin écrit avoir été intéressé par cette guerre qui en même temps créait chez lui un sentiment de malaise¹². Déjà percevait-il probablement l'injustice infligée aux vaincus et oubliés de l'histoire, thème essentiel de sa pensée historique. *Enfance berlinoise* témoigne de cette perspicacité des enfants, qui pressentent nombre d'injustices et de situations de domination, perspicacité qui souvent est refoulée par l'adulte au profit d'un aveuglement volontaire servant le conformisme d'un monde « raisonnable » et ordonné. En d'autres termes, l'enfant dispose

d'un capital critique intact, et ce malgré, ou peut-être justement en raison de son inexpérience.

Enfin, lorsqu'il ne lisait pas ou ne pouvait se perdre dans le dédale berlinois, le jeune Benjamin échappait à l'autorité à l'instant même où il devenait collectionneur. Sa première collection fut constituée de papillons. Grâce à elle, l'enfant prit contact avec la nature et la déchiffra. Il y avait aussi les cartes postales. Benjamin écrit que collectionner lui permettait de « renouveler l'ancien¹³ » en le faisant sien. À l'âge adulte le désir de collection, passion des enfants pour lesquels l'utilité n'a pas de sens, ou en tout cas pas le même sens, et pour qui les choses n'ont pas encore valeur de marchandises, persistera. Il s'agira notamment de jouets en bois; collectionneur et joueur ne faisant donc qu'un. Le flâneur vient s'y ajouter, car « à votre avis, où en Allemagne pourrait-on faire cette promenade au royaume des jouets, si ce n'est dans un grand magasin berlinois¹⁴? » Or, les grands magasins et autres galeries commerciales, autrement dit les « passages », sont les lieux de prédilection du flâneur.

En outre, le jouet est l'objet inutile par excellence, et ce « par la grâce de la miniaturisation¹⁵ », comme l'écrit Giorgio Agamben, puisque des objets aussi utilitaires qu'une automobile ou qu'une cuisinière sont débarrassés de leur dimension fonctionnelle concrète, de leur « teneur chosale », eût dit Benjamin, bien que le rite d'usage soit conservé. « Le pays des jouets, écrit Agamben, est un pays dont les habitants célèbrent des rites, ou manipulent des objets et des formules sacrées, dont ils ont pourtant oublié le sens et la fonction ».

La collection est un réflexe enfantin, et il n'est donc pas étonnant que les objets rassemblés soient liés à cet âge. Chez Benjamin, il s'agit non seulement d'objets mais aussi de fragments de l'histoire enfantine : *Enfance berlinoise* est une de ses nombreuses collections, à la fois la plus personnelle et la plus universelle. Les émissions radiophoniques destinées à la jeunesse, réalisées par Benjamin entre 1929 et 1932, réunies dans le volume intitulé *Lumières pour enfants*, peuvent se lire dans la continuité d'*Enfance berlinoise*. Ces récits hantés par le merveilleux sont inspirés des contes que Benjamin parcourait lorsqu'il était très jeune, mais aussi de rêves et cauchemars enfantins, et se déroulent essentiellement dans le grand labyrinthe qu'est Berlin. Ils prouvent une nouvelle fois que Benjamin était avant tout un collectionneur d'histoires.

Enfance, poésie et révolution

La manière dont les enfants appréhendent les choses n'est pas régie par l'utilité mais plutôt par l'énigme, le mystère. En outre, faire que le quotidien apparaisse énigmatique définit le surréalisme dont Benjamin se considère comme entièrement redevable pour son propre travail. Les choses les plus banales prennent à travers le prisme du regard enfantin une dimension fantastique, mystérieuse. Ainsi, le jardin public devient forêt, la gare ou le passage une grotte, la ville est labyrinthe, monde fantastique. Or le labyrinthe est dénué de point d'arrivée, il s'oppose au chemin, qui représente un système fait d'opportunités, un moyen d'arriver à un but. L'enfant, lui, ne comprend pas ce qu'est l'utile le but, il n'a pas d'objectif prédéfini, pas d'arrière-pen-

sée lorsqu'il s'intéresse à une chose, et peut ainsi se placer au-delà de la cohérence et de la rationalité instrumentale. Il s'intéresse à la chose pour elle-même, ne cherche pas à l'exploiter pour servir des intérêts personnels.

Le labyrinthe est par excellence le lieu où se perdre, et l'égaré est causé par le détour, la flânerie. Le flâneur, le collectionneur et le joueur sont pour Benjamin des incarnations diverses de l'oisiveté, qui représente la vraie manière de contempler les choses. Or, l'enfant est la figure qui regroupe tous ces types d'existence, car l'enfant est flâneur, collectionneur et joueur, Benjamin le montre bien assez dans les souvenirs d'*Enfance berlinoise*. Or, il apparaît que ces souvenirs de collections, de jeux et de flâneries sont une réalité générale de l'enfance, non particulière à Benjamin. Pour lui, la confirmation réside dans le fait que lorsqu'il fit lire le manuscrit de souvenirs berlinois à son ami Gershom Scholem, ce dernier eut le sentiment de se rappeler sa propre enfance.

La figure du flâneur nous conduit à évoquer Baudelaire, qui définissait ce type d'oisif comme aimant la solitude, mais dans la foule. Comme l'enfant, le flâneur est à la fois fasciné et terrifié par la foule dans laquelle il se noie. Il se laisse emporter, ce qui procure une sensation grisante et vertigineuse. Baudelaire a écrit : « L'enfant voit tout en nouveauté ; il est toujours ivre ». On pourrait parler, pour l'enfance comme pour la flânerie, d'« ébranlement du moi par l'ivresse¹⁶ », expression que Benjamin utilise pour caractériser le surréalisme. L'enfant est continuellement stupéfait, il ne connaît pas le dégrisement de l'habitude, du moins pas encore. Chaque chose conserve un pouvoir intact de « choc ». Selon Agamben, cela signifie en fait ne pas faire l'expérience de la chose, « parce qu'elle gît au fond de l'inconnu¹⁷ ». Ici l'expérience est synonyme de familiarisation, d'habitude qui se tisse autour de la chose et détruit sa nouveauté. Ainsi, le nouveau est en fait l'inexpérimentable, et Agamben constate que la poésie moderne depuis Baudelaire se fonde sur un manque d'expérience sans précédent : « L'étrangeté conférée aux objets les plus communs, pour les faire échapper à l'expérience, devient ainsi la caractéristique d'un projet poétique visant à faire de l'Inexpérimentable le nouveau "lieu commun", la nouvelle expérience de l'humanité ». Cette phrase évoque immédiatement celle de Benjamin à propos du surréalisme : « Nous ne pénétrons le mystère que pour autant que nous le retrouvons dans le quotidien, grâce à une optique dialectique qui reconnaît le quotidien comme impénétrable et l'impénétrable comme quotidien¹⁸. »

En outre, le manque d'expérience, qui préserve l'effet de choc que les choses exercent sur l'individu, préserve également l'esprit critique de l'individu, on le constate chez Baudelaire comme chez l'enfant. Le choc qui s'exerce, loin d'être une sorte de contrainte ou de pouvoir magique pesant sur l'individu et réduisant sa liberté, protège sa liberté. Ce choc, causé par le manque d'expérience, entretient l'intensité du sentiment ou de l'impression immédiate, que cette impression soit positive ou négative. Car il ne laisse pas le voile de l'habitude s'installer, cette habitude qui arrondit les angles, trouble la vue, et finit par tout faire accepter, « puisque la vie est ainsi ». Seule l'habitude nous contraint, d'ailleurs ne parlons-nous pas de « la force de l'habitude » ?

Au contraire, le choc maintient l'indignation, la hargne de la révolte, et préserve de la résignation, du renoncement, et donc de la soumission.

L'intérêt de Benjamin pour Baudelaire remonte aux années 1914-1915. Un livre portant sur le poète français est envisagé dès janvier 1924, date à laquelle Benjamin évoque dans des lettres à Florens Christian Rang et à Hugo von Hofmannsthal le « baroque de la banalité » qui régit l'œuvre de Baudelaire. *Les Fleurs du mal* ont en effet été le premier recueil lyrique visant à rapprocher l'événement banal de l'événement poétique, et à avoir utilisé un vocabulaire à la fois prosaïque et urbain. C'est ainsi que Benjamin parle également de « technique du putsch », et qu'à partir de 1938, la forme du livre se précisant, la figure de Baudelaire se mêle à celle de Blanqui, « le plus important des chefs de barricade¹⁹ ». En d'autres termes, c'est l'image du flâneur qui s'unit à celle de l'insurgé. C'est ainsi que Benjamin écrit : « L'action de Blanqui a été la sœur du rêve de Baudelaire²⁰ ». La métaphore, qui abolit le sens traditionnel, est un geste de révolte pour Benjamin, et les images de Baudelaire, « originales par la bassesse des comparaisons²¹ », prouvent que le poète n'a pas eu peur de jouer avec le langage, de conspirer avec lui.

Jouer et conspirer. Benjamin observe le cortège des poètes joueurs et des enfants conspirateurs. Évidemment, les surréalistes en font partie, « enfants adoptifs de la révolution²² », qui accèdent à un au-delà de la cohérence en jouant avec la langue en-dehors du sens, en se plaçant « entre langue pure et langage humain²³ », position intermédiaire de l'enfance selon Agamben. Ils émancipent les choses et les êtres, en les libérant des catégories du sens, de l'utilité et de la continuité, en poussant la littérature « jusqu'aux limites extrêmes du possible²⁴ ». Benjamin écrit également dans son article sur le surréalisme : « Il ne restait plus le moindre interstice pour y glisser le petit sou du sens. La préséance est donnée à l'image et au langage²⁵ ». Avec Baudelaire puis le lyrisme surréaliste, la poésie passe d'une attitude à une autre : de contemplative, elle devient véritablement révolutionnaire.

Baudelaire, Blanqui ou les surréalistes sont des constantes de l'univers à la fois politique, poétique et intellectuel de Benjamin, car ils n'ont pas trahi l'enfant en révolte qu'ils ont été. Car tout enfant est un révolté. À l'adulte de faire le choix d'exhumer ou non du passé les espoirs et promesses enfouis de son enfance. Selon Jean Lacoste, qui a rédigé une préface à *Enfance berlinoise*, cette collection de miniatures autobiographiques doit probablement son existence à l'idée suivante : nous avons envers l'enfant qui est en nous la même responsabilité qu'envers les espérances toujours en souffrance du passé. L'idée d'enfance est donc directement liée chez Benjamin à une tradition des opprimés qu'il veut réhabiliter. Une histoire matérialiste qui redonne la parole aux vaincus et autres oubliés de la mémoire officielle, de l'historicisme dominant. L'enfance brise la continuité de cette histoire progressiste, par les éclairs de souvenirs qui reviennent à nous de manière soudaine et presque involontaire. Cette saisie inopinée de l'essence d'une réalité enfouie dans l'inconscient évoque bien évidemment la *Recherche du temps perdu*. Chaque souvenir d'*Enfance berlinoise* est un fragment, il ne s'agit aucunement d'un récit autobiographique relatant une histoire continue. Chaque

fragment contient la promesse utopique d'un monde où les choses, la nature et les hommes seraient définitivement libérés de la nécessité d'apparaître utiles, et donc de l'exploitation. Les hommes, en l'occurrence, cesseraient de subir la domination, mais aussi de l'exercer. Ainsi, un avenir utopique est secrètement enfoui dans le passé, dans les rêves de l'enfance qui doivent être respectés et considérés avec sérieux par l'adulte.

L'enfant, un utopiste debout

Benjamin esquisse un rapport à la nature totalement nouveau : celle-ci n'a pas à être domptée pas plus qu'à être considérée comme un ensemble de matières brutes utiles à la bonne vie de l'homme et donc entièrement à sa disposition. Elle n'a pas pour vocation la soumission à des besoins humains illimités, mais au contraire, elle est actrice dans un « jeu harmonien » avec l'individu, car « dans le jeu s'ébauche la première forme d'expérience individuelle²⁶ ». L'asservissement de la nature va de pair avec la destruction de l'individu. En dévastant la nature, l'homme se consume lui-même, s'auto-détruit sans même en avoir conscience. Une fois encore, le jeu est émancipateur, il libère homme et nature de l'asservissement. Ce jeu est la clef de la « seconde technique », qui consacre le temps de l'harmonie entre la nature et l'individu, et la fin d'une vision de la nature qui serait à la merci du groupe et entièrement exploitable, ce qui résume l'état d'esprit de la première technique.

Ainsi donc, la révolution et le jeu, qui ont lieu dans l'ivresse, sont un même processus, ils mettent la seconde technique sur le devant de la scène et c'est ainsi que les forces productives sont libérées. L'enfant, seigneur du jeu, est par là même un révolutionnaire. Pour Benjamin, les révolutions sont « les tentatives d'innervation de la collectivité qui pour la première fois trouve ses organes dans la seconde technique²⁷ ». Cette innervation est donc une réappropriation du corps, et elle est comparée à l'apprentissage de l'enfant. « Et de même qu'un enfant qui apprend à saisir tend la main vers la lune comme vers une balle à sa portée – l'humanité, dans ses tentatives d'innervation, envisage, à côté des buts accessibles, d'autres qui ne sont d'abord qu'utopiques²⁸ ». L'enfant repousse sans cesse les limites du possible, c'est en ceci qu'il est un modèle pour l'humanité. Mais d'abord cette dernière doit substituer la seconde technique à la première, afin de libérer l'individu particulier qui ainsi reconquiert la possibilité d'une expérience autonome. À propos de la seconde technique et du nouvel « espace de jeu » qu'elle inaugure pour l'individu, Miguel Abensour écrit : « En même temps que l'individu mesure l'asservissement qu'exerçait sur lui la première technique, il s'élance « sans mesure » vers cette nouvelle liberté et, tel l'enfant, il ne sait pas fixer de limite à cette innervation créatrice²⁹ ». L'enfant ne comprend ni les valeurs de l'utile, ni celles de l'impossible. C'est pourquoi il est d'abord une source d'inspiration pour éradiquer la première technique, entièrement basée sur ce concept aliénant d'une utilité qu'il faut à tout prix exploiter, dans la nature et chez l'homme. Mais l'enfant est aussi un faiseur d'utopie, en ce qu'il ignore les limites posées par l'impossible. Il tend sa main toujours plus haut et loin, ne craint pas de paraître insensé ; l'impossible est largement à sa portée. Il ne se laisse pas ronger par la résignation, et toujours se

lance dans un nouvel exploit, qui pour lui n'en est pas un. Il refuse de se compromettre, ses désirs s'énoncent avec une spontanéité qui exige tout, tout de suite, et qui ne se laisse pas « raisonner » parce que telle exigence ou tel acte est soi-disant absurde, ou encore irréalisable selon les dires et « l'expérience » des adultes. L'enfant est un héros moderne, un utopiste acharné qui ne se laisse pas dompter par les subterfuges de l'utile et du sensé. Il n'est pas le naïf que l'on croit, il reconnaît et ressent profondément les situations de domination, son sens critique n'est entamé ni par l'opportunisme ni par la complaisance et sa sensibilité est à vif. Il ne cesse jamais d'être ivre, assume sa soif de justice, d'absolu, il est Antigone, Anne Frank ou encore le « petit bossu » de la légende populaire, et que l'on peut identifier au jeune Benjamin, puisqu'il le rencontra dans un poème pour enfants, et ne cessa jamais d'y penser, tant sa propre vie fut marquée par la malchance³⁰. Cependant, dans la maladresse du geste enfantin se loge une incomparable clarté de vue, une décision résolue qui contraste avec l'inconstance et la peur « d'oser », caractéristique des adultes. L'enfant est emporté par son ivresse, nécessaire à tout acte révolutionnaire, elle lui permet de ne pas hésiter, de ne pas reculer. L'enfant ose, agit et saisit ce qui n'était pourtant pas à portée de main, et c'est la révolte qui lui donne l'élan nécessaire.

¹ Soizic Bonvarlet est maître en Histoire et poursuit des études de philosophie à l'université Paris 1.

² Walter Benjamin, *Enfance berlinoise*, suivi de *Sens unique*, 10-18, Collection Domaine étranger, 2000, p. 54.

³ *Ibid.*, p. 52.

⁴ *Ibid.*, p. 43.

⁵ *Ibid.*, p. 22.

⁶ *Ibid.*, p. 63.

⁷ *Ibid.*, p. 69.

⁸ *Ibid.*, p. 75.

⁹ *Ibid.*, p. 82.

¹⁰ Wolfgang Ribbe, *Geschichte Berlins*, München, 1987, vol II, p. 697. Berlin passe de 825 000 habitants en 1871, à 1 677 000 en 1895, et à 2 082 000 en 1913, avec une augmentation de 252 %. L'augmentation la plus impressionnante se situe dans les faubourgs.

¹¹ Walter Benjamin, *Enfance berlinoise*, *op. cit.*, p. 13.

¹² *Ibid.*, p. 20.

¹³ *Ibid.*, p. 80.

¹⁴ Walter Benjamin, *Lumières pour enfants*, Christian Bourgois, Collection « Détroits », 1988, p. 68.

¹⁵ Giorgio Agamben, *Enfance et histoire. Destruction de l'expérience et origine de l'histoire*, Payot, Petite Bibliothèque Payot/Critique de la politique, 2000, p. 89.

¹⁶ Walter Benjamin, *Le Surréalisme. Le dernier instantané de l'intelligentsia européenne*, in *Œuvres II*, Gallimard, Collection Folio/Essais, Paris, 2000, p. 116.

¹⁷ Giorgio Agamben, *Enfance et histoire*, *op. cit.*, p. 54.

¹⁸ Walter Benjamin, *Le Surréalisme*, *op. cit.*, p. 131.

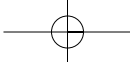
¹⁹ Walter Benjamin, *Charles Baudelaire. Un poète lyrique à l'apogée du capitalisme*, Payot, Collection Critique de la politique, Paris, 1990, p. 29.

²⁰ *Ibid.*, p. 145.

²¹ *Ibid.*, p. 142.

²² Walter Benjamin, *Le Surréalisme*, *op. cit.*, p. 117.

²³ Giorgio Agamben, *Enfance et histoire*, *op. cit.*, p. 79.



58 | SOIZIC BONVARLET

²⁴ Walter Benjamin, *Le Surréalisme, op. cit.*, p. 114.

²⁵ *Ibid.*, p. 115.

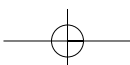
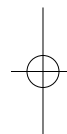
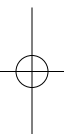
²⁶ Walter Benjamin, *Écrits français*, Gallimard, Paris, 1991, p. 182.

²⁷ *Ibid.*, p. 149.

²⁸ *Ibid.*, p. 149.

²⁹ Miguel Abensour, *L'utopie de Thomas More à Walter Benjamin*, Sens et Tonka, Paris, 2005, p. 173.

³⁰ À cet égard, se référer à l'essai de Hannah Arendt sur Benjamin, in *Vies politiques*, Gallimard, 1974, pp. 250-251.



« Adorno au milieu de la jungle Lacandon »

Entretien avec John Holloway¹

Alex Neumann : Dans ton livre *Change the World without taking Power*² – dont nous avons publié un extrait dans le dernier numéro de Variations – tu fais référence à la Théorie critique allemande. Selon toi, pourquoi est-il important de lire Adorno aujourd'hui ?

John Holloway : Ce en quoi la Théorie critique m'importe en général ? La raison en est que je pense le problème politique et pratique actuel à travers la négation-crétion, cette problématique qui distingue les auteurs de la Théorie critique. Si le point de départ ne vise pas la négation, tel un cri inaugural, la théorie perd facilement de vue que la lutte va à l'encontre du capitalisme, donc contre la forme d'organisation contemporaine de notre agir. À ce moment, le discours de la lutte pour la démocratie prend le pas sur la critique, alors qu'il s'agit de voir que la démocratie perd sa substance au sein du capitalisme, lorsque notre agir s'organise selon un principe tyrannique.

Je pense aussi que les théoriciens de « l'École de Francfort » étaient obligés de considérer le marxisme, et la possibilité d'une révolution, dans un contexte où le parti ouvrier ne pouvait plus être considéré comme une force révolutionnaire, situation dans laquelle nous nous retrouvons maintenant. Ce qui confère à ces auteurs une place plus décisive qu'à Lukacs, par exemple.

Pourquoi lire Adorno, surtout si l'on songe aux difficultés du lecteur d'accéder à son écriture, et qu'il a fait appel à la police pour mettre fin à l'occupation de son Institut en 68 ? Parce que je pense qu'il est sans doute le plus profond des théoriciens critiques. Sa critique de l'identité atteint le noyau dur de la théorie bourgeoise, car le principe de l'identité (qui veut que x est égal à x , Alex est Alex, John est John, etc.) est fondé sur le refus de l'action créative, qui caractérise précisément le capitalisme, cette négation de l'action créative, et qui en fait un système de frustration.

Adorno tient une place importante parce que le non-identique se trouve au cœur de sa pensée, ce non-identique qui signifie la rupture et la révolte et l'incertitude et la création et la souffrance de ne pas être adapté à un monde identitaire. En ce sens, l'identité est peut-être la forme d'expression la plus pure, la plus cruelle de l'oppression : « Tu es », cette prison éternelle.

A.N. : Le concept du « non-identique » que tu emploies est issu de la Dialectique négative d'Adorno. Dans quelle mesure les luttes indigènes et zapatistes peuvent-elles s'inspirer de cette orientation ?

J.H. : Imaginer Adorno au milieu de la Selva Lacandona, cela ouvre une question excitante. Cependant, je ne pense pas que les zapatistes se soient inspirés d'Adorno, du moins pas directement. Adorno et les zapatistes font plutôt partie d'une seule et même crise, la crise de la lutte portant sur le travail abstrait. Ils sont partie intégrante de l'ensemble de la conceptualisation d'une forme de lutte qui est entrée en crise, basée sur l'identification du travail salarié avec un sujet révolutionnaire : la crise du léninisme, la fin de l'Union soviétique, la crise des mouvements de libération nationale. Adorno réexamine la signification de la pensée critique et de la révolution dans le contexte qui lui appartient, et à mon avis les zapatistes sont engagés dans quelque chose de similaire dans leur propre contexte, en puisant à la fois dans des traditions de lutte qui n'ont jamais été subordonnées à la rigueur mortifère du travail abstrait. À travers ce processus, tous deux ont touché le cœur des théories traditionnelles de la gauche (et même renversé les pratiques en ce qui concerne les zapatistes), ce qui leur a valu des critiques farouches de la part de ces « gauchistes » qui préfèrent « dormir sur [leurs] deux oreilles, sereins » pour citer Brassens³.

A.N. : Cette position intellectuelle et politique peut-elle encore s'identifier au marxisme occidental, pour emprunter le terme de Perry Anderson ?

J.H. : S'identifier non, certainement pas. Je ne suis pas sûr que cette étiquette soit appropriée. Il faut constater que le marxisme hétérodoxe déborde dans tous les sens. En ce qui me concerne, je n'aime pas beaucoup le terme de « marxisme occidental ». À mon sens, la distinction la plus pertinente est celle qui sépare le marxisme de parti d'une part (qui inclut Gramsci et Lukacs) et, d'autre part, un marxisme de la crise des formes d'organisation partitaires. L'effondrement des partis issus de tout le contexte organisationnel de ce marxisme qui a marqué le début du XX^e siècle ouvre un univers conceptuel nouveau. Comme je l'ai évoqué, l'ensemble trouve son origine dans la crise du travail abstrait.

A.N. : Après la mort d'Adorno, Habermas et Honneth ont développé des théories assez éloignées de la critique marxienne et de l'engagement politique, par exemple la « théorie de l'agir communicationnel » ou la « lutte pour la reconnaissance ». Comment vois-tu ces approches ?

J.H. : Je les trouve attristantes, après les audaces d'Adorno, Horkheimer ou Marcuse, entre autres.

A.N. : Une autre tendance de la Théorie critique allemande a poursuivi une critique radicale. Oskar Negt et Alexander Kluge ont, par exemple, introduit l'idée d'un « espace public prolétarien », marqué par l'expérience sensible, la prise de parole et la démocratie directe. L'exemple historique invoqué est la révolution des conseils en Allemagne, entre 1918 et 1923. Un autre exemple serait mai 68 en France. Relies-tu ces arguments à ta compréhension de « l'autodétermination » ?

J.H. : Oui, en effet, cette approche me paraît prometteuse. L'aspiration à l'autodétermination ne fait que prolonger la longue tradition de la forme d'organisation des conseils, qui s'est toujours fait jour au sein du mouvement anticapitaliste ou communiste. Les communistes de parti prétendent que le principe des conseils et le principe du parti ne sont pas inconciliables, ce qui n'est bien évidemment pas le cas. Il s'agit de deux conceptions complètement différentes.

A.N. : Comment interprètes-tu la révolte des banlieues en France de l'hiver 2005, et le mouvement social contre le travail précaire du printemps 2006?

J.H. : Je les vois comme deux moments de refus décisifs, comme des cris, des fissures dans la texture de la domination capitaliste. De telles explosions amènent toujours leurs propres contradictions, mais elles constituent sûrement un point de départ nécessaire si on veut arrêter de créer et de reproduire le capitalisme.

A.N. : En Europe, la presse parle du « réveil » de la gauche latino-américaine. Partages-tu ce constat? Si oui, s'agit-il d'un réveil au sens de Walter Benjamin, c'est-à-dire d'un retour sur les expériences de libération héritées du passé?

J.H. : Oui, il y a certainement un réveil de la révolte en Amérique latine. Il est passionnant de la vivre ici, avec les zapatistes mexicains, le mouvement qui se passe en Bolivie, le soulèvement argentin de 2001, le mouvement des sans terre au Brésil (MST), les développements de la situation vénézuélienne, équatorienne, etc. Cependant, il s'agit moins du réveil de la « gauche latino-américaine » que d'une révolte venant de la gauche et d'en bas, et qui se tourne contre la gauche telle qu'elle est – d'une manière très comparable au mai 68 français, qui n'était pas un réveil de la gauche, mais d'une manière bien plus intéressante, une révolte contre la gauche institutionnelle. En même temps, on peut constater un renforcement de cette gauche ennuyeuse (même si le candidat du PRD, Lopez Obrador, n'a pas été élu), mais la créativité et l'enthousiasme sont du côté d'une jeune gauche d'en bas, qui a explicitement rompu avec les anciennes structures politiques et les vieilles manières de penser. Dans certains pays, surtout au Mexique, en Bolivie et en Équateur, la charge la plus forte de cette créativité provient des mouvements indigènes, qui mobilisent clairement une profonde culture de la rébellion et une mise en relation sociale non-marchande. En dehors des mouvements indigènes, il y a aussi les mouvements urbains, et l'un des aspects les plus excitants est la correspondance entre le mouvement indigène et la rébellion des villes, qui ne se résume pas à une simple solidarité, mais qui décrit une résonance au sein d'une création commune, visant une nouvelle manière de faire la politique.

A.N. : Que penses-tu de l'« autre campagne » du sous-commandant Marcos et des zapatistes?

J.H. : L'« autre campagne » revêt une importance cruciale. La décision des zapatistes de sortir de la région du Chiapas rend leur présence directement palpable dans tout le Mexique et même dans le monde entier, ce qui est un pas en avant décisif. Des ensembles autonomes ne peuvent pas s'arrêter, sinon ils stagnent. Il est essentiel de comprendre les espaces autonomes comme des fêlures qui s'étendent, qui courent ; la mise en mouvement est indispensable.

La décision des zapatistes de sortir du bois revient à penser la révolution comme un processus qui se réinvente en permanence lui-même. L'« autre campagne » tire sa puissance et son originalité, probablement incomparable dans le monde, du fait qu'elle amorce un processus qui se met à l'écoute des luttes et qui tend à tisser des relations de réciprocité entre elles. Les dangers guettent pourtant. L'une des forces des zapatistes résidait jusqu'à présent dans le fait que leur politique était étroitement associée à leurs communautés et à un processus de discussion continu ; les voyages de Marcos et son actuelle installation à Mexico le coupent de cette source constante de renouvellement, ce qui présente un danger. Un autre risque est que l'« autre campagne » se présente comme un processus tellement ouvert que les anciens groupes de gauche n'ont aucun mal à réapparaître en son sein, en réintroduisant du même coup leurs vieilles habitudes. Le processus n'est facile sous aucun aspect, mais je trouve qu'il est brillant.

A.N. : Quels sont tes recherches et projets actuels ?

J.H. : Je suis en train d'écrire un nouveau livre qui doit prendre la suite de *Change the World without taking Power*, dont la traduction française est d'ailleurs achevée⁴. Le sujet principal de mon nouveau livre est la crise du travail abstrait, que j'essaie de cerner de près. Le marxisme *mainstream*, de même que le mouvement ouvrier en général ont tourné autour de la lutte du travail contre le capital, alors que Marx signale à mon avis une dimension plus profonde de la lutte de classes : la lutte d'un agir utile et créatif contre le travail, et je pense que ce dernier aspect gagne aujourd'hui en importance dans la lutte contre le capitalisme. Voilà le thème que j'essaie de développer.

Un autre projet de publication concerne un livre que je dirige avec mes amis Sergio Tischler et Fernando Matamoros, intitulé *Why Adorno?*, et qui demande pourquoi il est politiquement important de lire Adorno de nos jours. Le livre est presque achevé et devrait paraître en espagnol vers la fin de l'année. Nous espérons qu'il trouvera aussi un éditeur français.

Les deux livres s'inscrivent bien sûr dans un projet plus vaste : changer le monde sans prendre le pouvoir, ce qui est le seul chemin praticable.

Traduction de l'anglais : Alex Neumann

¹ John Holloway est professeur de sociologie à l'Université de Puebla-Mexico et codirige la revue théorique *Bajo el Volcan*.

² John Holloway, *Change the World without taking the power. The Meaning of Revolution Today* (Changer le monde sans prendre le pouvoir. La signification actuelle de la révolution), Pluto Press, Londres, nouvelle édition, 2005.

³ Georges Brassens, « Le roi » (1972) in : *Poèmes et chansons*, Seuil, 1993, p. 248 : « Il y a peu de chances qu'on détrône le roi des cons. Il peut dormir ce souverain, sur ses deux oreilles, serein ». L'illustration la plus récente de cette attitude défensive nous est livrée par Daniel Bensaïd, qui affirme : « La pensée de Holloway flotte dans l'abstraction spectrale. Son présent absolu, sans passé ni futur, n'est que le degré zéro de la stratégie », in : *La Planète altermondialiste*, Textuel, 2006, p. 133. NdT.

⁴ Le livre est annoncé par les éditions Syllepse depuis 2001, lesquelles affirment qu'il va être publié prochainement. NdT.

Imaginaire et désir dans l'utopie zapatiste

Une approche de la subjectivité au temps de l'insubordination

Fernando Matamoros Ponce¹

Le présent travail appartient à une pensée ayant surgi dans le néozapatisme et parmi de nouveaux mouvements sociaux, dans un contexte de domination des corps et des institutions. Paradoxalement, face à l'acceptation des discours homogénéisateurs du pouvoir, nous voyons apparaître dans l'histoire des vaincus une histoire de l'espoir. Ancienne et nouvelle à la fois, elle se traduit en une lutte constante et créative contre la misère des formes et contenus mercantiles du fétichisme de la marchandise et au-delà des paradigmes de la terreur néo-libérale.

Misère du monde, objectivation de la parole

Si notre regard, formé à l'intérieur du pouvoir et de la domination (qui, par ailleurs, le constitue), veut voir au-delà des messages médiatiques de la *Société du spectacle* (Debord, 1992), s'il se veut extérieur, nous constaterons que, dans un contexte de guerres légitimées par les discours des vainqueurs de la guerre froide, des millions d'hommes crient aujourd'hui leur négativité. Il s'agit de l'expression de leur subjectivité faite action, contre le destin annoncé par l'ange de Walter Benjamin, luttant contre les vents du progrès (Benjamin, 2000, p. 434), nous repoussant loin de la promesse de libération et nous condamnant. *L'angelus novus* voudrait bien « s'attarder, réveiller les morts et rassembler ce qui a été démembré. Mais du paradis souffle une tempête qui s'est prise dans ses ailes, si violemment que l'ange ne peut plus les refermer [...] Cette tempête est ce que nous appelons le progrès ». C'est de manière chaque fois plus dramatique que les injustices sociales se révèlent dans notre monde, celui nous appartenant, et dont les autres sont exclus, dominés par le pouvoir et la fragmentation.

En ce début de millénaire, la géopolitique montre que 3 personnes concentrent à elles seules le PIB de plus de 40 pays pauvres, que le marché est déterminé en fonction des intérêts d'environ 5 000 capitalistes et hommes politiques du premier monde, directement liés à 500 entreprises transnationales, soit au total 37 000 entreprises. Le résultat de cette concentration de richesses est que des 5 milliards d'habitants peuplant notre monde, seul 500 millions vivent confortablement. 358 familles ont pour revenu annuel celui de 45 % des habitants des pays les plus pauvres, soit 2,6 milliards de personnes et davantage encore selon les pessimistes promesses de la vérité capitaliste (cf., Heinz Dieterich, p. 38; Ramonet, 1997, pp. 10-11; 2002, pp. 12-13). Dans sa marche visant à dominer la nature et satisfaire ses besoins, l'humanité produit aujourd'hui 110 % des aliments nécessaires à satisfaire sa faim. Or, cette faim pousse des mil-

lions d'êtres humains vers l'exil, latino-américains, africains, migrants absents des discours médiatiques de la richesse, cependant à la une des peurs racistes du monde contemporain.

30 millions de personnes meurent de faim chaque année, 800 millions vivent sous-alimentés. Dramatique et tragique, la surproduction oblige 1,2 milliard de personnes à survivre avec un dollar par jour, 2,8 milliards avec à peine 2 dollars. Le revenu moyen des 20 pays les plus riches de la planète est 36 fois plus élevé que celui des 20 pays les plus pauvres. Cette différence s'est démultipliée en 20 ans. Ces conséquences de l'économie néo-libérale se concrétisant dans les distributions géographiques nous font orienter davantage notre critique vers le tiers-monde. Si le chômage touche 50 millions d'individus en Europe, il en touche vingt fois plus dans les pays de la périphérie, alors que 300 millions d'enfants travaillent dans des conditions intolérables. Si dans les pays riches le taux de mortalité par sous-alimentation des enfants de moins de 5 ans est de moins de 5 %, 50 % de ceux des pays pauvres meurent sans avoir atteint cet âge (Cf. Ramonet, 1999).

Une interprétation de ces chiffres de la *misère du monde* permet de saisir la subjectivité et la puissance de la parole, celles du *Ya basta!*, du cri contre la domination, critique et objectivation de la *douleur du monde*. La parole, en tant que question face au monde, est action et mouvement vers un autre monde. S'opposant à la parole du puissant, elle est « péché » face à la loi ; sécularisée, elle est aussi promesse messianique de libération. Face au mythe du progrès, son droit et ses conséquences, la douleur et la mort, la rébellion se nourrit de la parole comme libération, du divin des dieux qui l'a fait vivre et construire ces ponts sonores dont *le timbre* résonne en écho à celui de l'utopie. C'est elle qui est porteuse du désir et de l'espérance chez ces nouveaux pèlerins d'un pèlerinage critique du temps de la parole *ici et maintenant* mais dans un autre monde, « en d'autres lieux, en d'autres temps, en d'autres sociétés, vers d'autres dieux » (Desroche, 1973, p. 56). Pour reprendre Ernst Bloch (1977, p. 58), « le timbre de cette sonnerie reste dans toutes les oreilles et se mêle à chaque appel heureux du dehors [...]. Le désir lancinant de mieux tient bon et subsistera, quelles que soient les entraves qui s'imposent à ce Mieux ».

C'est pourquoi des millions d'hommes et de femmes réagissent aux mythes du capital et du progrès. Dans un premier temps de rêve éveillé, brisés par la fatigue et leurs salaires misérables, nombre d'entre eux s'éloignent de l'utopie concrète du *meilleur des mondes*, et du rationalisme, pour imaginer un au-delà de la réalité. Bien sûr que leurs cris de révolte ne se limitent pas aux autonomies locales, à l'isolement et aux fragmentations d'identité, aux jungles paradisiaques du tourisme vert, et au nihilisme des montagnes magiques contre la mort et la condamnation. Pour ne pas mourir assassinés de solitude, d'abandon et de silence, ils affrontent leurs sentiments de déroute et d'échecs passés pour rompre avec les liens communautaires les condamnant à la fragmentation et à l'identification qui, finalement, les poussent vers l'homogénéisation du bien et du mal comme seul avenir.

Pas plus qu'ils ne choisissent l'exode pour ne jamais revenir, ils ne s'intègrent à la

multitude en dehors des caractéristiques sociales qui les engendrent. Ils proviennent de la fermentation du travail abstrait et de la fragmentation : la rébellion. Si l'isolement favorise qu'ils se perdent dans les réseaux des survivances culturalistes, il leur permet aussi de se situer dans les résistances locales pour s'affirmer stratégiquement et d'un point de vue utopique, en tant que sujets à l'intérieur de la globalisation capitaliste. Les réalités socio-politiques montrent qu'ils construisent leurs imaginaires et leurs discours pour se constituer au-delà du monde spécifique qui les organise. Leurs manifestations de rejet des condamnations du capital et de ses administrations, de l'État et des institutions internationales, sont des perspectives utopiques inscrites dans le conflit, le mouvement et le changement. De fait, dans l'insubordination, la subjectivité du désir devient une zone d'ombres, une région de dangers de mort faisant à la fois partie du temps s'écoulant dans ce monde et d'un autre hors de la réalité et de ses vérités. Dans la pénombre de la clandestinité, les négativités reconstruisent, à nouveau et paradoxalement, les ombres et la lumière d'un nouveau langage non répétitif. Au carrefour des chemins des certitudes de la vérité, du hasard et de l'espoir, celui de l'espérance sans vérité est un art nouveau. Tel Charon, ce passeur protecteur de l'enfer, des souffrances et de la mort, il ouvre d'autres possibles. Cependant, comme le souligne Daniel Bensaid (1990, pp. 8-9) à propos de Walter Benjamin, « le passeur était aussi le gardien vigilant d'une ligne de partage, de démarcation. Dans les plis nuancés et rassurants de ses capes, il dissimulait des dagues redoutables affilées. Appelant à « défricher des domaines sur lesquels la folie s'accroît jusqu'à présent », à gagner du terrain avec la hache aiguisée de la raison sans regarder ni à droite ni à gauche pour ne pas devenir la proie de l'horreur qui attire au plus profond de la forêt vierge », ce pacifique irréconciliable avait le goût de l'arme blanche, indispensable à toutes les résistances et les guérillas de l'esprit. Car, tout le sol devrait être défriché par la raison et être purifié des broussailles de la folie et du mythe. Pour sortir triomphant de l'angoisse de la clandestinité, car la négativité radicale se vit dans la peur, il faut sans cesse s'interroger face au risque de destruction. Les cris de mécontentement s'ébauchant à l'horizon d'un monde inconnu, à la fois proche et lointain, font partie des confrontations de classe. C'est avec l'encre de l'essence du monde, l'espoir, qu'elles dessinent les lignes de fuite du paysage conceptuel des dogmes et des lois. Dans l'essentiel de l'empirique d'en haut, les zapatistes construisent « en dessous et à gauche » des imaginaires alternatifs, présents dans les luttes et mouvements sociaux, conséquence d'une marginalisation croissante des sujets et du durcissement du système néolibéral, fait de surveillance et de répression, punition-discipline, soutenues et défendues par la guerre juste de la loi du progrès dans la sécurité et la démocratie.

Violence, désir et contre-violence

Qui sont les responsables de la violence croissante dans le monde? L'invisible ennemi du terrorisme, les mouvements de guérilla, ces dissidents de la liberté de circulation du capital, ou bien les dogmes de la loi voulant empêcher de rêver et d'imaginer un autre monde? Pour répondre, il est nécessaire de réfléchir sur l'abstraction

que la violence fait des *fins* à atteindre. Une réflexion sur la distinction établie, entre fins justes et injustes dans les discours du pouvoir, implique une critique de la violence de ce même système, en tant que droit organisateur de l'injustice. Cette démarche analytique et les réponses possibles confirment les affirmations de Benjamin (2000, pp. 211-212) : « La violence est un produit naturel, en quelque sorte un matériau brut dont l'utilisation, sauf détournement abusif en faveur de fins injustes, ne pose aucun problème ». Les thèses benjaminienne permettent de vérifier ce que les discours montrent au quotidien. Si tu ne te plies pas aux desseins et aux décisions de justice du capital et à ses paradigmes, démocratie et liberté – dénaturées, galvaudées, présentées comme naturelles dans les discours des médias — alors tu subiras les conséquences du mythe du droit, *la guerre juste*, le fouet de *sa* liberté. Ainsi, la justice capitaliste sera le critère et la légitimation des fins et des moyens utilisés. « Sans préjudice de cette opposition, les deux écoles se rejoignent comme le dogme fondamental commun selon lequel on peut atteindre par des moyens légitimes à des fins justes et employer des moyens légitimes pour réaliser des fins justes » (Benjamin, *ibid.*).

Cependant, l'abstraction faite des conséquences de la violence discrétionnaire et de la misère renforce une forme de négativité. La lutte de classes poursuit son cours et montre que la domination est proportionnelle aux désirs accumulés dans l'autodétermination négative. Il n'est pas possible que la soumission, contradiction en actes qu'implique le capital, puisse s'éterniser. Chaque jour, entre *feu et parole*, la répression du dogme de la loi conservatrice se fragilise indirectement, face aux contre-violences, à travers un mouvement dialectique. Lorsque « la Bête », « la Grande Prostituée » institutionnelle de l'État, organisatrice et administratrice des lois du monstre capital, se trouve piégée par la croissance du désir, elle sort les griffes. Enragée, elle montre les crocs et mord, prête à tout au nom de ses privilèges, organisés par le droit et la violence. Hurlante et écumante, elle menace, attaque les brèches de l'espérance, elle blesse, elle tue².

La dynamique issue de la contre-violence s'inscrit dans les expériences quotidiennes de la négation même du monde. Les hommes les plus ordinaires ne croient plus aux mensonges ou doutent face au silence des médias, ces institutions du mythe de la vérité. La légitimité n'est pas du côté des finalités de la domination. Le paysage de la non-croyance, ce reflet dialectique du paysage du croire ou de l'espérance, se lézarde, des fissures s'ouvrent, brèches de résistance où mûrit la subjectivité, sujet de transformation. Les résistances cessent d'être désir face à la souffrance, pour devenir stratégie autonome de l'insubordination. Elles brisent en éclats le miroir de l'homogénéité capitaliste, ouvrent des passages à la négation. John Holloway (2006, p. 19) affirme que les fissures du système peuvent être si petites que même les rebelles ne les perçoivent pas, mais lors de moments dialectiques, elles s'arment de sens, de paroles, construisent leurs chemins, demandent où aller, inventent un nouvel art de résistance à l'intérieur et au-delà des antagonismes de la société capitaliste. Bien que configurées à l'intérieur du système, elles contiennent un « contre et au-delà » de l'ordre empirique et de sa vérité. Lors de ces mouvements, en chacun de nous existe une solidarité avec

la métaphysique. Le soupir de la misère du monde parvient jusqu'au pouvoir, ses représentations, ses lois. C'est une énergie qui se potentialise dans les dynamiques de désir frustré, castré, aliéné, des programmes du spectacle de compétitivité et d'enrichissement, tuant, enterrant ou exilant l'*Autre* de la scène classifiée et tolérée par les institutions : les élections, les partis, les guerres, la mort. Tous sont les terrains favoris de la bête. Toujours aux aguets, elle cherche à écraser le désir, l'espoir, le changement révolutionnaire : terreurs et assassinats à grande échelle; fraude électorale organisée dans les hautes sphères techniques de l'informatique³; une autre et nouvelle guerre intergalactique et médiatique.

Les zapatistes sur scène et hors scène : l'Autre campagne

Dans le monde, des millions de particules négatives gravitent dans et autour des fissures ouvertes par la résistance et l'autonomie. Le monde, ainsi que le pouvoir, réfléchit, tout comme les zapatistes avant et après le 1^{er} janvier 1994, à de nouvelles conceptions pour changer le monde, le pays, formulant des propositions nationales et internationales (Rodríguez Lascano, 2005). Les six déclarations de la jungle lacandone sont autant un constant dialogue, renoué à travers des échos de révolte, qu'un enrichissement mutuel des solidarités, qui se rencontrent dans la constitution imaginative d'un sujet social. En effet, les expériences négatives, qui se sont renforcées et multipliées à l'extérieur grâce aux ponts jetés par les différentes subjectivités, ne se laissent plus isoler par la loi fondatrice de la violence et de la contradiction. Pour ne pas mourir seules, par le suicide ou dans l'isolement, elles recherchent des re-connaissances des différences de stratégies et d'actions. En se situant hors du monde institutionnel, avec l'Autre campagne⁴, les zapatistes renforcent leurs nouvelles conceptions du monde, dans une croissance des subjectivités en perspective. Ils savent que des millions de négativités éparses communiquent dans et par les brèches que le cri a ouvertes, le non à la loi, le non à l'imposition de guerres justes galactiques, le non aux bombardements propres et aseptisés que nous présentent les mass médias. Toutes ces négativités s'expriment de différentes manières, toutes imaginent un autre monde, ici, maintenant, et au-delà de la réalité et de la douleur.

La dignité s'arme de désirs et de rêves, d'utopie : penser un autre monde. Pour ne pas amputer leur puissance imaginative, créatrice. Leur conceptualisation, basée sur les critiques sociales, inscrite dans les corps et dans les processus historiques de déroutes, d'échecs, de trahisons, ne s'affirme pas en tant que dogme ou vérité, afin d'éviter de remettre en place des principes arbitraires, à l'origine de toutes les dictatures, faits d'« absolutismes », de conformités totalitaires (l'histoire de la honte fasciste et raciste en est pleine). Ils partent de la mémoire, d'un questionnement de l'histoire passée et présente, pour pouvoir avancer. Conditionnés par l'action et la politique du quotidien, par le poids de l'histoire, ils se construisent comme sujet de connaissance concret, mais aussi comme pensée et théorie critique radicale en perspective. Pour reprendre l'École de Francfort et, en particulier, Herbert Marcuse (Jean-Yves Martin, 2006), nous pouvons dire que la dialectique zapatiste se situe à l'intérieur du monde

et de ses logiques, mais au-delà de la logique d'« assurance » de ce qui existe en tant que vérité. C'est l'insubordination pour ne plus vivre comme des « robots » de la répétition de la peur et comme des « porcs » (cf., Châtelet, 1998) mangeant les restes du capital. Ils vont au-delà du monde et de ses logiques, contredisent les sciences politiques et leurs pratiques formelles. C'est donc une critique qui révèle les modes et les contenus de la pensée classique de la stratégie, acceptée dans le passé et assimilée par le pouvoir. Ils transcendent les codes et les validations des systèmes et respirent du possible pour dépasser l'enfer de la honte de la violence.

C'est avec ironie qu'ils suivent les conseils des défunts, ne pas mourir sans espoir. Ils font voler en éclats le conformisme des totalités, admises par l'anthropologie formelle et systémique des statistiques. Leurs poèmes et légendes, supposés irréels, se moquent du système, de ses signifiants acceptés de promesses et possibilités. Ils redécouvrent des réalités, des significations blessées, interdites et classées attardées, sauvages ou barbares. Avec leur rébellion locale, les indigènes du Chiapas ont paradoxalement révélé que derrière le fétiche de la vérité se trouve la globalité fonctionnelle, symbolique et historique de la synthèse sociale du capital. C'est à partir du local qu'ils cherchent à se positionner sur la scène politique et sociale, pour mieux évaluer les tensions et antagonismes, latents ou déclarés, dans d'autres espaces. Différents mouvements – faisant partie de l'antagonisme de classe – surgissent ainsi d'une structure apparemment passive et docile. En faisant renaître des lieux de mémoire des signes sont imaginés, qui changent les identifications des résistances solitaires. Dans la confrontation pour construire le nous dans un espace et une territorialité expropriés par les expansions du capital, se construit aussi, imaginativement et parallèlement, un sujet avec son propre espace. C'est une question de vie ou de mort. Les Indiens ne veulent plus être l'objet de la charité, de pauvres hères dans leurs localités, leurs communautés. Ils cessent de servir aux classifications et homogénéisations de la société. Ils produisent et étendent leur espace au-delà des réserves de « bêtes exotiques » commercialisables, « humanoïdes » en voie de devenir hommes. Ils crient. Je suis Indien mais humain, je suis pauvre, mais je crée la richesse. Je suis condamné pour ce que je suis, mais j'ai l'espoir de changer le monde, cela suffit de mourir en silence dans l'isolement des montagnes, dans l'abandon des institutions. Nous voulons changer le monde pour cesser d'être nous autres, nous voulons un monde fait de tous les mondes.

Ainsi, les propositions du contre-pouvoir, s'affirmant dans les espaces concrets de la globalisation, ne surgissent pas hors du monde. Elles sont une accumulation de désirs de la rédemption des vaincus, elles font partie des fissures ouvertes lors du passage de l'espérance, elles sont l'héritage des traditions créatives du passé, elles sont les résistances des plus petits, des soumis au passé, mais pas pour l'éternité. Les zapatistes sont les signes négatifs des rêves hors du monde. Comme la langue et son concept Création, ils se construisent en se mettant en perspective, et à l'intérieur du concret de la catastrophe du présent. La proposition de leur parole reste inachevée, souvent incompréhensible aux logiques établies. Cependant, leur verbe, imagination de l'ac-

tion concrète contre les modèles de domination, est utopie-négative dans et hors du monde. Il souligne les irrégularités du discours, ses anormalités, sa réification. Leurs clefs de la mémoire ouvrent « la boîte de Pandore ». D'un côté, ils montrent toute la misère et, de l'autre, ils libèrent l'espérance captive des conceptualisations traditionnelles, des idées reçues. Benjamin (2000, vol., I, p. 165) signale ces dimensions du divin dans la langue comme action. Leurs paroles sont le médium qui communique l'essence spirituelle des désirs, accumulés à travers les expériences. Leurs paroles sont une arme, une défense de la sentinelle, protégeant et nourrissant l'espoir contre le mythe fait loi. Les paroles exprimant la constellation présente dans notre corps, langage et mains en tant que pouvoir faire et potentialité négative est aussi signalé par Adorno (2003, p. 201) : « Percevoir la constellation dans laquelle se trouve la chose signifiée pour ainsi dire déchiffrer l'histoire que le singulier porte en lui en tant qu'advenu. De son côté, la séparation radicale de l'extérieur et de l'intérieur est conditionnée historiquement. Seul un savoir qui garde présente la valeur historique de l'objet dans son rapport aux autres objets est capable de dégager l'histoire dans l'objet ; actualisation et concentration d'un déjà su qui transforme le savoir. La connaissance de l'objet dans sa constellation est celle du processus qu'il accumule en lui. Comme constellation, la pensée théorique circonscrit le concept qu'il voudrait ouvrir, espérant qu'il saute, à peu près comme les serrures des coffres-forts bien gardés : non pas seulement au moyen d'une seule clef ou d'un seul numéro, mais d'une combinaison de numéros ».

Pour transmettre leur mécontentement, les zapatistes résistent et sortent de la clandestinité. Ils jettent des ponts arc-en-ciel de communication, des signes de feu et de parole comme subjectivité, pour réfléchir sur le monde et sa violence mythique. Ils ne veulent plus subir d'intimidation, ne plus vivre la répression policière, militaire. Ils savent qu'à tout moment le monde peut exploser, que ça suffit de vivre privé de liberté, de dignité. Pour fuir la bête sanguinaire des armes du capital, leurs subjectivités négatives continuent à rêver, en poursuivant le songe des désirs du passé, la divine promesse de rédemption. Des mots « mordants » ponctuent les conversations de Marcos et du vieil Antonio. Ils sont l'écho des « éclairs » des contes et légendes du monde indigène et méritent que l'on s'y arrête. En eux se concentre la sphère d'un autre monde, une subjectivité négative, potentialisée dans le temps, et dont les allers-retours, du passé au présent, dessinent les images du temps de résistance : « Nos ancêtres les plus âgés durent affronter l'étranger [...]. L'étranger est venu pour nous changer, nous mettre d'une autre façon, nous imposer une autre parole, une autre croyance, un autre dieu, une autre justice. L'or était son dieu, était sa croyance, sa supériorité. Le mensonge était sa parole, la cruauté sa manière d'être. Les nôtres, les plus grands guerriers les ont affrontés [...]. Des grands et bons guerriers sont tombés et morts au combat [...]. Alors, nos ancêtres les plus sages se sont réunis. Ils se racontèrent l'histoire de l'épée, de l'arbre, de la pierre et de l'eau [...]. L'épée prit la parole et dit : Je suis la plus forte et je peux vous détruire tous [...]. Mentreuse! dit l'arbre

[...]. L'épée frappa et frappa jusqu'à couper le tronc et à le faire tomber. Je suis la plus forte répéta l'épée. Mentreuse! dit la pierre [...]. L'épée frappa et frappa sans pouvoir la détruire mais elle la brisa en plusieurs morceaux. L'épée perdit son fil et la pierre se brisa en éclats [...]. Pendant ce temps, l'eau du ruisseau regardait la bagarre sans rien dire. L'épée la regarda et lui dit : tu es la plus faible de tous. Tu ne peux rien faire à personne [...]. Et l'épée se projeta avec force contre l'eau du ruisseau. [...] les poissons prirent peur et l'eau ne résista pas. Peu à peu, sans rien dire, l'eau reprit sa forme, recouvrit l'épée et poursuivit son chemin vers la rivière qui l'emporterait vers la grande eau que firent les dieux pour satisfaire leur soif. Le temps passa et l'épée dans l'eau commença à vieillir, à rouiller, à perdre son fil. Les poissons s'en approchaient sans peur [...]. À la fin de l'histoire, les ancêtres conclurent : nous devons quelquefois nous battre comme si nous étions l'épée face à un animal, nous devons quelquefois nous battre comme l'arbre face à la tempête, nous devons quelquefois nous battre comme les pierres face au temps. Et, en d'autres occasions, nous devons nous battre comme l'eau face à l'épée [...]. Aujourd'hui, nous devons nous transformer en eau pour suivre notre chemin vers la rivière qui nous emmène vers la grande eau où les dieux tarissent leur soif, ces dieux qui firent le monde, les premiers. C'est ainsi que firent nos ancêtres, dit le vieil Antonio. Ils résistèrent comme l'eau résista aux coups les plus féroces [...]. L'étranger, honteux, s'en fut dans un coin sans comprendre pourquoi il se sentait perdu alors qu'il avait gagné ». (Marcos, 2005, pp. 80-83).

Ce qui est important dans *leur* temps, c'est d'ouvrir de nouveaux chemins, d'atteindre cette lueur ténue de l'utopie, masquée par la jungle du capital prêt à tuer ce qui *bouge* et avance vers un autre futur au-delà de la réalité. Sortir de l'exil, construire et vivre un autre monde que celui des névroses identitaires de la guerre quotidienne (il n'y en a pas d'autre). Charles Baudelaire (1961, pp. 303-304) parle de ce désir : « Dis-moi, mon âme, pauvre âme refroidie que penserais-tu d'habiter Lisbonne? Il doit y faire chaud, et t'y ragaillardirais comme un lézard. [...] Voilà un paysage selon ton goût; un paysage fait avec la lumière et le minéral, et le liquide pour les réfléchir. [...] Enfin, mon âme fait explosion, et sagement elle me crie : "N'importe où! n'importe où! pourvu que ce soit hors de ce monde!" »

Les zapatistes nous rappellent les instants merveilleux de mémoire, contre l'oubli. C'est accompagnés de leurs morts qu'ils rêvent d'un autre monde, et qui sont leur garantie de ne pas mourir esclaves de la condamnation car, pour reprendre Daniel Bensaïd (1990, p. 248), « Ne rien oublier nous condamnerait à mourir d'insomnie. Tout oublier nous condamnerait à la servitude sans fin de l'esclave sans mémoire ».

Ils recourent à la métaphysique. Ils appellent les « fantômes » du passé, la mémoire de l'histoire dont les éclairs illuminent les chemins gris de la mort, dominante, idéologisée dans les vides de sens de la vie. Ils veulent être sujet, vivre sans mourir dans l'horreur, nier la violence heurtant le rêve et l'espérance. « C'est par les rêves que les dieux primordiaux nous parlent et nous enseignent. L'homme qui ne sait pas rêver reste seul, il cache son ignorance dans la peur [...]. Pour qu'ils puissent parler, pour

qu'ils puissent connaître et se connaître, les dieux primordiaux apprirent à rêver aux hommes et aux femmes de maïs. Ils leur donnèrent des *nahuales*⁵ pour qu'ils soient accompagnés sur le chemin de la vie. Les *nahuales* des vrais hommes et femmes sont le jaguar pour combattre, l'aigle pour que les rêves s'envolent, le coyote pour penser et ne pas faire cas du puissant [...]. Les dieux offrirent une lune dans chaque sein aux femmes mères pour qu'elles alimentent de rêves les nouveaux hommes et nouvelles femmes. C'est d'eux que proviennent l'histoire et la mémoire, sans eux on mange la mort et l'oubli ». La *Sixième Déclaration de la Jungle Lacandone* est un appel d'oxygène face au suicide de la solitude du local. C'est une nouvelle possibilité du sujet pour construire son temps et son espace d'action, pour rêver et se mobiliser au-delà de la violence du néolibéralisme. Les zapatistes ne veulent pas que l'espoir soit écrasé par le malheur d'une humanité fragmentée, piégée.

En effet, comme le souligne Charles Bukowski (1992), si l'isolement et la fragmentation détruisent, ils contribuent aussi à ce que l'on nous détruit. Il faut sortir, souffrir le monde, ses contingences; provoquer les gens et leurs traditions, changer les choses, s'organiser au quotidien pour, souvent, affronter la subjectivité des amis imbus de pouvoir, celle des ennemis jouissant des privilèges et des miettes du marché. Il faut ouvrir les portes pour que d'autres puissent entrer, là, dans la pièce où la dignité peut renaître et grandir. Malgré tout, ce n'est pas la culpabilité qui domine, c'est l'espoir qui se déploie. Comme le dit Benjamin, (1989, p. 537) « Ce n'est pas dans l'errance que l'homme se livre dans la rue; il succombe au contraire à la fascination du ruban monotone qui se déroule devant lui. Le labyrinthe représente toutefois la synthèse de ces deux types de terreur; c'est une errance monotone ».

Il nous semble que c'est pour cette raison que les zapatistes ont rejeté le recours à la violence discrétionnaire et mythique, fondatrice du droit et de sa sacralisation. Ils ont, paradoxalement, organisé une contre-violence pacifique, par l'autonomie autorisée de leur propre pouvoir. *L'Armée Zapatiste de Libération Nationale* est le désir et l'imagination s'organisant, d'abord comme intuition, puis comme stratégie. Elle cherche à éviter les logiques de la violence étatique car, si elle ne condamne pas la guérilla des années soixante (plusieurs de ses membres en proviennent), elle évite de tomber dans une reconversion suicidaire de guerre de guérillas qui lui sont antérieures. Les zapatistes savent, comme Benjamin (2000, p. 242), que la violence révolutionnaire est la plus *pure* des manifestations humaines de salut, la plus haute, *ils ont pris les armes pour se faire entendre*. Mais aussi, ils ont appris que leur parole fait partie de la mémoire, de l'organisation communautaire, du temps qui, plus tard, fera ce jour nouveau du *nous constituant*. Ils sont un secret divin, un bouclier, un écusson de la souveraineté, contre les exécutions sacrées du droit et de la loi constituée en État qui, par ailleurs, a récupéré les rébellions contre-hégémoniques du passé pour *laver sa faute*, ses crimes et mensonges, devenus vérités dans la loi et dans ses mythes constitutionnels.

Temps et résistance, des rêves inachevés

En rejetant le jeu institutionnel, *l'Autre campagne* de la résistance zapatiste est restée libre de tout mouvement : refus de tout financement des institutions électorales de l'État pour ne pas courir le risque de devenir une nouvelle ONG autonome locale au Chiapas. À ce prix, les zapatistes peuvent, de manière critique, générer leur temps, briser celui du capital, affronter les nouveaux mythes de la mondialisation et les utopies de *la fin de l'histoire*. Ils imaginent leurs propres légendes, leur cosmovision, comme des ruptures du mythe et de la chosification des relations sociales. Ils inventent de nouvelles formes de souveraineté contre le pouvoir. Poètes maudits irrévérents, ils réinventent un art, la parole, construisent des écoles et des hôpitaux (Matamoros, 2006). Tels les titans des mythes antiques, ils bousculent et renversent les limites que leur octroient le pouvoir, la nature et les dieux qu'ils affrontent. De leur temps et rêves éveillés, ils construisent la résistance, une alternative. Ils se lèvent d'entre les ruines pour donner forme au possible. Pour nourrir l'unique certitude, l'espérance, ce signe éternel ; l'utopie, emblème de l'avenir.

« Les anciens racontent que le Yacoñooy était un guerrier petit mais courageux et audacieux, qui n'avait peur de rien, et paraissait grand et puissant... Le soleil a ri, confiant en son pouvoir et sa force, et ignora le petit homme qui, depuis le sol, le défiait. Yacoñooy le défia de nouveau et dit ainsi : « La force de ta lumière ne m'effraie pas, j'ai pour arme le temps qui mûrit dans mon cœur », et il raidit son arc, pointant la flèche sur le centre même du soleil arrogant. Le soleil rit de nouveau et resserra alors sa ceinture de feu autour du rebelle, pour le rendre encore plus petit. Mais le Yacoñooy se protégea avec son bouclier et résista tandis que le matin céda la place à l'après-midi. Impuissant, le soleil voyait sa force diminuer au fil du temps, et le petit rebelle tenait bon, protégé et résistant sous son bouclier, attendant le moment propice pour l'arc et la flèche⁶ » (Marcos, 2003).

La parole et les mots de la dignité indigène sont en devenir. Don des dieux pour le mouvement et l'action, ils font aussi partie, comme le mentionne Marcos, de la mémoire, de l'héritage des « arrière grands-pères ». C'est la transmission d'une accumulation d'expériences contre le pouvoir du monde réel que Marcos (1997) nomme *la Quatrième guerre mondiale*. Le manifeste de la *Sixième déclaration* fait partie d'un processus de rêve inachevé de l'utopie de l'insubordination. C'est un autre « accident », un « éclair » de l'histoire. C'est un frein à la locomotive du progrès, roulant à tombeau ouvert vers l'anéantissement de l'humanité. La dialectique des images, des contes et poésies hérités du passé fait tomber le mur de la honte du *livre noir* de la colonisation et de l'expansion du capital (Ferro, Marc, 2003). C'est une guerre des dieux, l'espoir du *pas encore* utopique du *carpe diem* d'Ernst Bloch (vol., I, p. 367-379) qui s'expriment dans les paroles zapatistes et, au-delà, mobilisent : « Dans le monde des dieux primordiaux, ceux qui firent le monde, tout est rêve [...]. Les grands dieux vivent égaux et ensemble [...]. Le vrai monde, le grand miroir du rêve des dieux primordiaux, ceux qui créèrent le monde, est très grand et tous peuvent y vivre égaux [...]. Le monde d'aujourd'hui n'est pas juste, il n'est pas un bon miroir reflétant le

monde de rêves où vivent les dieux primordiaux. C'est pour cela que les dieux offrissent aux hommes de maïs un miroir s'appelant dignité. Les hommes s'y voient égaux et s'ils y sont différents, ils deviennent rebelles. C'est ainsi qu'a commencé la rébellion de nos premiers grands pères, ceux qui, aujourd'hui, meurent en nous pour que nous vivions » (Marcos, 2005).

Ces rêves nous donnent des impulsions et nous permettent de penser, de parler et d'agir. Peu importe s'ils ne sont qu'un manifeste, une façon d'affirmer notre indignation et de signer, en vue d'un changement de l'opinion dominante. La parole liée à la pensée critique n'existe pas sans l'action et sa manifestation en tant que flux social accumulé de la négation, sinon elle n'est que réification, mensonge et domaine de la vérité du *statu quo* et de sa loi. « Penser, c'est rester fidèle à soi tout en se niant dans de tels moments. Telle est la forme critique de la pensée. Elle seule, et non pas son entente satisfaite avec elle-même, est susceptible de l'aider à se transformer » (Adorno, 2003, p. 152).

Dans ce sens, la *Sixième* est une interpellation critique du temps institutionnel du pouvoir et de la domination. Elle se refuse à accepter l'empirique et le banal, « ce qui va de soi », dans les vérités de la violence dont la structure sociale porte les stigmates. Condensation d'expériences de la pensée, ce dialogue est une nouvelle proposition – à un niveau national et international – d'unir les ponts de la pensée et de l'action politique, tous deux faisant partie des critiques de la violence institutionnelle. C'est un nouveau pari, courant le risque de perdre dans l'espoir de gagner au présent.

Dans l'uniforme paysage des politiques électorales traditionnelles, des fraudes organisées et manipulées par l'empire des médias, la *Sixième* est un incendie vivifié par le vent d'en bas. Elle annonce des tempêtes contre le mensonge et contre le sang versé. Peut-être est-elle le prélude d'une *Septième déclaration*, renouvelant les espoirs et les possibilités de *Révolution* car, finalement, le désir, l'espoir et l'imaginaire sont plus forts que le pari sur la « chance » de la bourse, des loteries et lotos des casinos et bordels de la marchandise du capital.

Traduction : Sylvie Bosserelle

Bibliographie

- Adorno, Theodor W., (2001) *Dialectique négative*, Paris, Payot.
 Adorno, Theodor W., (2003), *Modèles critiques*, Paris, Payot.
 Baudelaire, Charles, (1961), *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard.
 Benjamin, Walter, (1989), *Paris, capitale du XIX^e siècle, le livre des passages*, Paris, Cerf.
 Benjamin, Walter, (2000), *Œuvres*, 3 vols, Paris, Gallimard.
 Bensaïd, Daniel, (1990), *Walter Benjamin, la sentinelle messianique*, Paris, Plon.
 Bloch, Ernst, (1976), *Le Principe espérance*, 3 vols., Paris, Gallimard.
 Bloch, Ernst, (1977), *L'Esprit de l'utopie*, Paris, Gallimard.
 Bukowski, Charles, (1992), *Erecciones, eyaculaciones, exhibiciones*, Barcelona, Anagrama.
 Châtelet, G., (1998), « Relire Marcuse pour ne pas vivre comme des porcs », in *Le Monde Diplomatique*, août.

- Debord, Guy, (1992), *La Société du spectacle*, Paris, Gallimard.
- Desroche, Henri, (1973), *Sociologie de l'espérance*, Paris, Calmann-Lévy.
- Ferro, Marc, (2003), *Le Livre noir du colonialisme*. Paris, Hachette-Pluriel.
- Heinz Dieterich, (2000), *La tercera vía*, México, Nuestro Tiempo.
- Holloway, John, (2002), *Cambiar el mundo sin tomar el poder*, Buenos Aires, Herramienta-BUAP.
- Holloway, John, (2006), « Un mouvement contre-et-au-delà », in *Variations*, printemps.
- Marcos, (1997), « La quatrième guerre mondiale a commencé », in *Le Monde diplomatique*, www.monde-diplomatique.fr/1997/08/MARCOS/8976
- Marcos, (2003), in *La Jornada*, México D.F., 3 février.
- Marcos, (2005), *Relatos del Viejo Antonio*, Puebla, Espiral 7.
- Martin, Jean-Yves, (2006), « Géographie et pensée d'Henri Lefèvre : pour une dialectique de la nouvelle radicalité socio-territoriale », in *La Somme et le Reste*, <http://www.espaces-marx.org/>
- Matamoros Ponce, Fernando « L'Autre Campagne des zapatistes », in *Le monde Diplomatique*, n° 623, février 2006.
- Matamoros Ponce, Fernando, (1998), *Mémoire et utopie au Mexique. Mythes, traditions et imaginaires dans la genèse du néozapatisme*, Paris, Syllepse.
- Ramonet, Ignacio, (1997), *Géopolitique du chaos*, Paris, Galilée.
- Ramonet, Ignacio, (1999), « L'an 2000 », in *Le Monde Diplomatique*, Paris, décembre.
- Ramonet, Ignacio, (2002), *Guerres du XX^e siècle*, Paris, Galilée.
- Rodríguez Lascano, Sergio, « La Sexta, la razón y la ira », in *Rebeldía*, n° 33, Mexico, juillet 2005.

¹ Fernando Matamoros Ponce est enseignant-chercheur en sociologie à l'Université de Puebla-Mexico, où il codirige la revue *Bajo el Volcan*. Il a publié *Mémoire et utopie au Mexique*, Syllepse, 1998. fermatafr@yahoo.fr

² Voir *L'Autre campagne* zapatiste (Matamoros, 2006) et la violente répression des paysans d'Atenco dans l'état de Mexico, celle du corps enseignant à Oaxaca (juin 2006). Concernant Atenco, la presse a mentionné 2 morts, des douzaines de blessés, des viols et plus de 200 arrestations. Selon nos informations (<http://beirut.indymedia.org/ar/2003/07/374.shtml>), il y aurait eu à Oaxaca 6 morts, 4 confirmés dans un rapport de l'hôpital de l'ISSTE, parmi eux 2 enseignantes, 2 enfants, un homme adulte, un policier, des blessés graves et plusieurs arrestations.

³ De nombreux exemples en témoignent, la défaite électorale de la droite au Chili avec Salvador Allende, la mort de Mgr. Romero au Salvador ou la défaite d'Andrés Manuel López Obrador au Mexique.

⁴ *Sexta declaración de la selva lacandona*, <http://www.ezln.org/documentos/2005/sexta.es.htm>, juin 2005.

⁵ Dans les croyances méso-américaines et dans les communautés indigènes, le *nahual* est l'animal totem protecteur de chaque individu.

⁶ Cité par Matamoros Ponce (2006, p. 20).

Domination au travail, ou domination du travail abstrait ?

La contribution de Jean-Marie Vincent à une sociologie critique du travail¹

Stephen Bouquin²

Jean-Marie Vincent (1934-2004) était l'un des rares intellectuels qui traitait de la question du travail de manière approfondie et originale, sans pour autant avoir été sociologue « du travail ». Dès la fin des années soixante-dix³, la question du travail prend une place prépondérante dans ses travaux, en tant qu'objet spécifique, mais aussi à travers ses réflexions sur l'État, la démocratie et l'espace public. Si l'importance de ses analyses sur le fétichisme de la marchandise, sur Max Weber et l'École de Francfort, est aujourd'hui reconnue, il n'en est pas de même de celles qu'il a menées au sujet du travail. Cette contribution propose d'initier une réflexion dans cette direction, en confrontant les différentes approches sociologiques de la domination au travail avec les travaux de Vincent. Dans une première partie, nous mettrons en relief l'interdépendance que la thématique de la « domination au travail » entretient avec la conjoncture socio-historique. Dans une seconde partie, nous présenterons la conceptualisation de la domination développée par Vincent. Enfin, nous confronterons celle-ci avec les travaux plus récents qui annoncent un retour de la problématique de domination dans les sciences sociales et nous concluons sur l'importance d'articuler la domination avec son contraire, à savoir les fragments de résistances sociales et les aspirations à l'émancipation des sujets du travail.

1977-1987 : une tradition critique mise à mal

La sociologie française du travail se caractérise par une importante tradition critique et ce, depuis sa fondation à la fin des années quarante. Par-delà leurs divergences, les travaux de Georges Friedmann et de Pierre Naville ont en commun de développer une critique à l'égard du travail industriel à cette époque. Rappelons que Friedmann privilégiait une critique de la forme des choses – le « travail en miettes », parcellisé, déshumanisant – tandis que Naville développait pour sa part une critique de la chose des formes, à savoir le travail comme rapport social capitaliste dissociant l'opérateur de l'opération, un rapport conférant à la condition salariale une dimension coercitive. Si les implications de cette divergence n'apparaîtront que bien plus tard, elle ne réduit en rien leur commune critique du travail. À l'opposé de cette perspective critique que partagent les fondateurs de la sociologie française du travail, la sociologie industrielle aux États-Unis s'est d'abord construite autour de problématiques managériales, des conditions d'un consensus social et d'une adhésion au travail. Dans un premier temps (les années trente et quarante), cela avait produit une forte tendance à la psychologisation qui s'exprimait notamment dans les travaux de l'école des rela-

tions humaines et d'Elton Mayo. Au cours de l'après-guerre, l'émergence du fait syndical à une échelle de masse trouvait un écho dans le monde scientifique, avec la théorie des relations industrielles de John T. Dunlop⁴ et la sociologie des organisations de Fritz J. Roethlisberger⁵. Les relations collectives de travail formaient le « sous-système » de relations industrielles. Si le conflit social était reconnu, c'était pour mieux l'institutionnaliser et le pacifier. Même l'étude du travail ouvrier dans sa tradition ethno-méthodologique, telle que pratiquée par Donald Roy, était marquée par le souci d'une plus grande entente entre direction et collectifs de travail, d'une moindre perte de rendement⁶.

À l'inverse de ce que l'on pourrait penser aujourd'hui, la tradition critique hexagonale ne s'explique pas tant par l'ancrage idéologique « à gauche » que par le contexte sociopolitique, et plus particulièrement la combinaison singulière d'un taylorisme avec un autoritarisme patronal et antisyndical. Que le patronat français ait pu préserver aussi longtemps des orientations antirépublicaines et antisyndicales ne pouvait que tourner la recherche sociologique vers l'État. Certes, le régime bonapartiste gaulliste imposait une modernisation conservatrice, mais un changement de régime politique semblait à portée de main et justifiait donc une attente de réforme « par le haut ». Rappelons aussi que les schémas et grilles d'analyses d'alors induisaient une interprétation bien précise des changements en cours. Déjà, dans les années soixante, les travaux d'Alain Touraine privilégiaient une interprétation optimiste des transformations techniques du travail : à la première phase du travail professionnel s'était substituée la deuxième phase du travail spécialisé et déqualifié, correspondant aux industries de fabrication (le taylorisme). Progressivement succéderait à celle-ci une troisième phase de travail requalifié, correspondant aux industries de *process* et de flux, où le travail ouvrier cesserait d'être physique pour redevenir intellectuel. La question sociale étant réglée par le plein emploi et l'accès à la société de consommation, le travail ouvrier disparaissant, la question du pouvoir serait l'unique enjeu conflictuel au sein du travail ce qui, tôt ou tard, conduirait à une démocratisation des relations de travail⁷. Dans les années soixante-dix, beaucoup de travaux en sociologie du travail avaient focalisé l'analyse critique sur le contenu du travail (monotone, répétitif, parcellisé, déshumanisant et pénible), sans trop mesurer comment ce contenu était également le reflet des faiblesses de l'action syndicale sur les conditions de travail et d'une recomposition socio-démographique récente du salariat (l'intégration des femmes, immigrés et ruraux dans le salariat). La coïncidence de nouvelles formes d'organisation du travail (cercles de qualité, expression directe, etc.) avec une modernisation technologique et les lois Auroux (1982-1984) explique pour une grande partie l'engouement de nombreux sociologues pour l'entreprise enfin démocratisée, le travail enfin enrichi, et *last but not least*, le travailleur enfin reconnu pour ses qualifications et comme sujet porteur de droits individuels et collectifs. La critique s'est donc désarmée elle-même en pensant que l'essentiel de la bataille était livré. Elle ne l'était pas. La crise de rentabilité des entreprises et la récession économique du début des années quatre-vingt imposeront avec force une rationalité économique oubliée au cours d'une ère de prospérité. Les transformations du travail devaient donc non seulement humaniser celui-

ci, mais aussi et surtout favoriser un retour des profits et de la croissance. La relecture des « trente glorieuses » par les économistes régulationnistes en terme de « régime d'accumulation », de « compromis fordiste », proposait de bâtir un nouveau cercle vertueux de croissance qui combinerait l'économie de la variété avec un travail polyvalent. La réalité fut moins prosaïque, puisque le rétablissement d'une profitabilité suffisante exigeait des rationalisations avec pertes massives d'emplois (1979-1985), le blocage des salaires réels pendant plusieurs années (1983-1989), l'abolition de l'échelle mobile des salaires, et enfin la flexibilité contractuelle (CDD) et temporelle (annualisation). Les nouveaux modes de travail, la polyvalence et l'enrichissement des tâches avaient dépassé « le taylorisme », sans qu'advienne une nouvelle division du travail fondamentalement distincte. Bientôt, l'insécurité sociale et la menace du chômage aidant, les conditions de travail se détérioreront à nouveau.

Parallèlement à cette réorganisation économique et sociale profonde des mondes du travail, la sociologie du travail cédait le pas à une sociologie bien moins critique des entreprises et des organisations⁸. Cela ne fut pas forcément une régression scientifique : sortir des ornières de l'atelier, délaisser un certain ouvriérisme, prendre en compte l'ensemble des acteurs, leur poids dans la construction des normes et règles... tout cela a certainement permis d'ouvrir la réflexion sur de nouveaux objets, d'intégrer une complexité sociale et de reconnaître l'existence de dynamiques sociales multiples, qui ne relèvent pas seulement d'une opposition binaire entre travail et capital. C'est également au cours de cette période que la question de la « domination » s'est évanouie, et que l'on escomptait l'avènement d'un monde du travail sans tensions ni conflits structurants.

Une pensée à contre-courant

De la décennie qui court de 1977 à 1987, Vincent est de ceux – avec Naville et Rolle, mais aussi des penseurs allemands comme Oskar Negt ou Gerhard Brandt⁹ – qui poursuivent et actualisent une critique originale du travail. Celle-ci a pour point de départ le fait de prendre en compte sa forme sociale prédominante, et non le travail en général. Pour l'anthropologue Maurice Godelier, toute définition immanente du travail est impossible : « En adoptant le point de vue comparatif, celui de l'anthropologue et historien : sociétés capitalistes et précapitalistes, sociétés capitalistes et postcapitalistes, à chaque fois, le travail, le travailleur, ces catégories changent de contenu, à condition même qu'elles existent¹⁰. » Comprendre l'énigme du travail implique de prendre en compte les rapports sociaux qui se nouent au travers de cette activité humaine. Dans sa réalité moderne, le travail s'exerce majoritairement sous une forme salariale qui désigne un rapport social. La nature contractuelle de ce rapport exprime mal sa réalité. Si le contrat de travail implique la reconnaissance de la subordination dans l'exercice du travail, peut-on considérer cette subordination compensée, et donc en quelque sorte annulée, par une juste rémunération? Non, car la relation qui se noue dans le travail implique deux dimensions : *primo*, la valeur « d'échange » du travail sur le marché du travail (son prix ou sa rémunération)¹¹ et *secundo*, la valeur

qu'elle produit par l'usage qu'en fait l'acheteur, c'est-à-dire le capitaliste. Le salaire, en tant que forme de rémunération, dissimule l'extorsion de surtravail et se donne la représentation du « prix » du travail, sorte de valeur du travail. Dans la mesure où l'achat de cette force de travail implique inévitablement une libre disposition de celle-ci, il y a lieu d'identifier une subordination dans le *process* de travail, qui va se doubler de la contrainte de tirer ses ressources vitales de la vente de sa force de travail. En reconnaissant l'existence de cette double contrainte, la relation salariale apparaît pour ce qu'elle est réellement, à la fois rapport économique et rapport de domination.

Cet aspect n'apparaît que tardivement dans les écrits de Marx qui, dans ses œuvres de jeunesse et notamment dans *Les Manuscrits de 1844*, a entretenu l'idée d'un travail comme autoproduction de l'homme. Or, toute sa réflexion ultérieure consista à se dégager de cette approche téléologique. Pour Vincent, il est essentiel de comprendre que chez Marx la généralité du travail ne renvoie pas au travail en général ni à l'épanouissement de l'activité humaine, mais au contraire à une généralisation d'un rapport social de production où le travail est un moment dans la mise en rapport de la forme-valeur de la technique et la forme-valeur de l'activité, pour donner une forme-valeur à des produits devenant marchandises¹². Ce que Marx expose ainsi dans les *Fondements de la critique de l'économie politique* : « Le travail ainsi que le produit ne sont plus la propriété du travailleur particulier et isolé. C'est la négation du travail parcellaire, car le travail est désormais collectif ou associé, tant sous sa forme dynamique que sous sa forme arrêtée ou figée du produit, est posé directement comme étant différent du travail singulier réellement existant. C'est à la fois l'objectivité d'autrui (propriété étrangère) et la subjectivité du capital¹³. » Une totalisation dans et par le travail devient alors impossible, puisque c'est le capital qui totalise et reproduit les relations sociales. Le « travail » en tant que rapport social se détache de ceux qui le produisent, pour se les subordonner et les entraîner dans le mouvement de valorisation¹⁴.

Contrairement à l'analyse proudhonienne, le travail totalisant de l'artisan ne se décompose pas sous les effets de la division manufacturière du travail ou des tâches répétitives, mais par la domination du « travail abstrait », qui désigne ici le caractère social du travail, sous forme de travail mesurable et quantifiable, n'appréciant dans le travail concret (individuel) que la capacité de produire de la plus-value et de participer à la reproduction élargie du capital. La domination que Marx désigne par le « despotisme de fabrique » doit donc plutôt être comprise comme un despotisme du travail abstrait et de la forme-valeur sur les relations sociales. Ce despotisme représente une forme de « subsomption » (ou soumission) réelle et non pas formelle, puisqu'elle s'est dépouillée de cadres réglementaires¹⁵. Dans cette optique, la subsomption du travail n'est pas seulement soumission au commandement du capital dans le rapport au travail, elle est aussi soumission à des processus abstraits de socialisation. Ceux-ci concernent autant les opérations sociales produisant le travail abstrait (la formation professionnelle, la constitution du marché du travail, la forme-valeur des produits du travail) que la technologie dont l'effet social est d'induire des modes spécifiques de relation aux milieux techniques, un positionnement dans le procès de travail et dans

les relations aux autres. La subsumption est plus fondamentalement soumission aux formes de l'échange marchand qui formalisent et estampillent les échanges, la communication et l'agir humain. Par le fétichisme de la marchandise, « [...] la socialité n'est pas faite que de rapports humains, mais de rapports entre des objectivations animées et les hommes, entre les prolongements techniques des activités humaines et l'agir subordonné des hommes¹⁶. » Le travail salarié est à la fois captation d'énergie au travers de la logique de valorisation, le processus d'accumulation de capital, mais aussi conflit et résistance à cette subsumption réelle. Le travail comme pratique concrète, transformatrice, réciproque du sujet et de l'objet, est positif, alors que le travail sous sa forme abstraite et socialisée apparaît comme une réalité négative, bien qu'il articule les individus les uns aux autres. À la suite de Rolle, Vincent reprend l'idée que le travail concret n'a plus rien à voir avec le travail artisanal et qu'il ne pourra y retourner¹⁷. Ce travail artisanal, porté au pinacle par les philosophes et les économistes qui chantent la réalisation de soi, n'est rien d'autre qu'une transfiguration idéologique, une légende comme il le dira plus tard (1995). Le modèle de l'activité téléologique de réalisation de soi dans le travail ne peut donc exister que de manière périphérique, marginale, sinon comme réalité inversée des autres formes de travail.

Simultanément, la domination du travail abstrait permet d'articuler le salariat à la division sexuelle du travail tout comme à celle des temps sociaux. En effet, cette domination ne se fait pas seulement sentir dans les institutions comme l'École (préparant au travail), mais également au sein de la famille où l'activité de la mère, « tournée vers l'élevage et la reproduction de la force de travail, se présente comme un travail domestique harassant qui laisse peu de place pour des activités propres, surtout lorsque cette mère travaille professionnellement¹⁸. » Pour Vincent, même à la fin du xx^e siècle, les femmes demeurent assujetties à des dispositifs symboliques et matériels qui leur font apporter une triple contribution à la production du travail abstrait : « Elles procréent et élèvent la future force de travail; elles déchargent les hommes de beaucoup de tâches, ce qui les rend plus disponibles pour le travail et elles occupent enfin les emplois les plus subordonnés et les moins bien payés dans les usines, les bureaux et les administrations¹⁹. » Par conséquent, « l'abstraction sociale du travail pèse de son poids sur elles ». Si cette analyse ne faisait que rendre écho aux travaux d'auteurs féministes (Christine Delphy, Helena Hirata, Danièle Kergoat), elle devait néanmoins conduire à une reformulation des problématiques et une intégration des rapports sociaux de sexe et des relations de travail salarié, ce qui n'était possible qu'en prenant en compte le rôle de l'État et de la dichotomie entre espace public et espace privé.

De manière unanime, on admettra que le temps de travail a toujours joué un rôle central dans l'évolution de la condition salariale. La flexibilisation du temps de travail fut en revanche longtemps sous-estimée sinon appréhendée de manière unilatéralement positive. S'opposant à l'idée d'une émancipation « rampante » de l'activité captée par rapport à l'abstraction du travail, Vincent considère que la flexibilité représente un extraordinaire opérateur de domination qui ramène sans cesse les activités de production dans des agencements de dépendance et de subordination. Pour lui, la flexi-

bilisation du temps de travail est une « véritable atteinte à la plasticité humaine²⁰ » ; elle contient l'exigence « d'airain » de la soumission de toutes les temporalités sociales à celle du travail, et ceci concerne d'autant plus les strates supérieures du salariat qu'elle représente la condition d'une mobilité professionnelle ascendante pour les individus. La domination du travail abstrait est donc aussi une domination de la temporalité du travail sur les autres temporalités sociales.

Le retour d'une thématique oubliée

Depuis la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, la question de la domination est redevenue l'objet d'une réflexion sociologique. La publication de deux numéros successifs sur cette thématique dans les *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* en 1996 représente sans doute le point de basculement²¹. Plusieurs enquêtes sur les conditions de travail – notamment de la DARES²² – avaient précédé ces publications, mettant en évidence que le travail n'avait que marginalement changé : l'usage de la chaîne (par convoyeur) s'étendait depuis la fin des années soixante-dix²³, et les conditions de travail (pénibilité, intensité, usure) se durcissaient tandis que les modes de mise au travail semblaient hésiter entre l'ancien et le nouveau. Dans le champ de la sociologie du travail, certains avaient commencé à critiquer l'avènement du post-taylorisme²⁴. Mais quelques années plus tard, la controverse autour du post-taylorisme a fini par s'épuiser d'elle-même, car aucun des protagonistes n'avait totalement raison ou tort, et il fallait bien observer comment l'ancien et le nouveau cohabitaient pour donner lieu à des réalités aussi hybrides qu'instables. Le retour de la problématique de la « domination » s'annonce aussi avec les travaux de psychosociologues et psychodynamiciens : Nicole Aubert et Vincent de Gaulejac portaient le regard sur « le coût de l'excellence », tandis que Christophe Dejours mettait en avant les thématiques d'usure puis de souffrance au travail²⁵. Progressivement, une nouvelle critique du travail émerge avec la mise en cause de l'intensification, des dispositifs de mobilisation, d'évaluation, de contrôle, mais aussi d'isolement, de mise en concurrence des individus et de culte de la performance. Depuis lors, la question de la domination au travail est devenue un objet en soi. Nous retiendrons ici deux auteurs : Danilo Martucelli et David Courpasson²⁶. Le premier refuse toute conception totalisante de la domination, et propose dans *Domination ordinaires* une grammaire permettant de saisir l'extension et la diversification des formes de domination. Dans un article publié dans la *Revue française de sociologie*, « Figures de la domination », Martucelli propose de croiser deux grands axes analytiques²⁷ : outre les formes de domination perçues comme des contraintes insurmontables, se développeraient des « expressions paradoxales » de la domination, qui conjuguent assujettissement et responsabilisation. Il dresse enfin quatre grands idéaux-types de l'expérience de la domination qui ne se limitent pas à la sphère du travail : l'inculcation, l'implosion, l'injonction, la dévolution. Courpasson montre de son côté comment les formes contemporaines de domination au travail sont devenues impersonnelles, composées de normes, de procédures et travesties par le marché. Convergeant ici avec les observations de Danièle Linhart et

Jean-Pierre Durand sur l'implication contrainte, Courpasson désigne l'existence de « communautés molles », cadre à partir duquel s'organise et se rationalise la coopération dans le travail, mais qui entrave en même temps la constitution de groupes et collectifs autonomes. Les dispositifs de contrôle recherchent l'assentiment de la part des individus, afin qu'ils donnent sens à leur subordination ; un sens qui leur est nécessaire afin de pouvoir se dévouer corps et âme au travail, en poursuivant une carrière et en pérennisant la valorisation symbolique toujours aussi incertaine que leur insertion professionnelle. Il retient l'hypothèse d'une soumission lucide de la part des salariés, et le fonctionnement des organisations reposerait plutôt sur un rapport d'acceptation des principes d'obéissance que sur le marchandage et la négociation. Il reste enfin à identifier quel serait le seuil de tolérance de la soumission, la difficulté étant que ce dernier tend à s'élever sous la menace de la disqualification professionnelle et du licenciement²⁸.

On peut dire, de manière plus générale, que ces travaux mettent en évidence la tendance à l'abstraction de la domination, qui devient une sorte de « coercition invisible » comme le dit Loup Wolff²⁹. Disons-le, le retour d'une sociologie critique des réalités contemporaines du travail a le mérite de ne plus laisser une part de la réalité sociale dans l'ombre, de dévoiler l'existence de politiques d'entreprise, comme de « chasser » la mythologie de l'autonomie et de la créativité. En ce sens, ces travaux participent de manière considérable à une élucidation du social. S'il faut saluer le retour d'une sociologie critique du travail et du management, il faut en même temps constater qu'elle se cantonne la plupart du temps à désigner et déconstruire des dispositifs internes à l'entreprise, que ceux-ci soient de nature socio-organisationnels, psychologiques ou symboliques (avec une nouvelle sémantique des métiers et une culture d'entreprise communautariste). Certes, les travaux de Luc Boltanski et Ève Chiapello, mettant ces dispositifs en rapport avec un « nouvel esprit du capitalisme », élargissent la perspective et font relativement consensus sur ce plan-là (peut-être moins dans la confusion entre discours et corpus lexicaux d'une part et pratiques du management d'autre part)³⁰.

Selon nous, ce retour de la thématique de la domination en sciences sociales demeure néanmoins marqué par certaines limites, notamment sur un plan conceptuel et théorique. Pour beaucoup d'auteurs, les définitions explicites ou sous-jacentes de la domination sont d'abord d'inspiration weberienne ; la domination signifie alors obéissance, consentement et doit être légitime³¹. Pierre Bourdieu a, quant à lui, enrichi cette définition avec la notion d'*habitus*, désignant l'intériorisation des normes et valeurs et prolongeant ici l'approche d'Émile Durkheim. Ce dernier considère les faits sociaux comme des contraintes, extérieures à l'individu et s'imposant à lui au travers de la morale, des normes et valeurs³².

Or, face à la variété de situations, la tentation est grande de juxtaposer plusieurs types de dominations. En son temps, Weber distinguait les formes rationnelles, charismatiques ou bureaucratiques, tandis qu'aujourd'hui ces dominations seront économiques, symboliques ou politiques. Dans l'examen des relations de travail, cela peut

poser quelques problèmes. En effet, cette juxtaposition tend à cloisonner, à distinguer et finalement à effacer la cohérence globale des formes de domination, leur sens commun si on veut. Autrement dit, la plupart des analyses sensibles à la question traitent de la domination *au* travail et nullement de la domination *du* travail, et plus particulièrement du « travail abstrait », comme le proposait Vincent. Or, la domination au travail ne fait qu'exprimer de manière visible la domination du travail abstrait. En s'abstenant de faire remonter l'analyse de la domination *au* travail jusqu'au travail lui-même – non pas comme réalité mythique ou idéelle mais comme réalité concrète qui prend la forme d'une abstraction imposée à la volonté des individus – c'est bien la domination sur la matérialité des relations sociales qui est méconnue. Or, le rapport salarial exprime aujourd'hui toute sa force, son indépendance par rapport à ses composants, et en premier lieu le travail vivant. On peut l'observer dans les formes d'usage de soi par soi, au niveau de la subjectivité maltraitée par les pratiques et discours du management – de l'autocontrôle à la logique de compétences, de l'*empowerment* à la qualité totale. À cet égard, Vincent parlait d'« opérateurs d'isolement », tels la valorisation individuelle et le culte de la performance, mais dont l'effet n'est pas unilatéralement positif d'un point de vue managérial, puisqu'ils « produisent des formes monadiques et paranoïaques d'auto-réalisation qui alimentent ces conduites à rebours (identification, auto-agression, harcèlement...) »³³.

Méconnaître les liens qui unissent la domination au travail avec la relation salariale ne débouche pas seulement sur un éclatement de l'analyse, mais alimente aussi, à l'instar des analyses de Friedmann et Touraine au cours des années cinquante et soixante, l'espoir de l'avènement d'un travail sans domination qui omet de poser la question de ses conditions sociales de réalisation. La critique contemporaine de la domination *au* travail demeure tentée par un dualisme analogue à celui qui opposait le « mauvais » travail (dégradé, taylorisé, monotone et aliénant) au « bon travail » (enrichi, autonome, artisanal)³⁴. À l'époque, ce dualisme n'a cessé d'être critiqué par Naville et Rolle. Pour ces auteurs, l'anti-thèse du travail salarié se nommait jouissance, jeu, comédie, non-travail, et au lieu d'une réforme du travail il fallait en réduire la durée et transformer son contenu social³⁵. Or, à notre époque, la tentation d'opposer « mauvais » et « bon » travail rencontre quelques difficultés objectives. Quelle serait en effet la forme de travail « sans domination » ? Quelle figure sociale pourrait l'incarner ? Les travailleurs *free-lance* ou les intermittents ? Cela semble difficile... Pour les premiers, le nombre de donneurs d'ordre (de clients) tend à se restreindre tellement que l'on préfère les désigner comme « parasubordonnés » se situant à la lisière du salariat tandis que pour les seconds, la liberté dans l'activité laborieuse associée à la continuité de revenu a pour corollaire une mise sous tutelle (surveillance) de l'État. Au final, il ne reste guère que les nouveaux « sublimes » – informaticiens, ingénieurs et techniciens supérieurs – dont la rareté des compétences sur le marché de l'emploi permet de jouir d'une certaine forme d'autonomie socio-économique et professionnelle, mais dont le nombre restera forcément limité. Aucune figure sociale ne semble donc s'annoncer empiriquement pour incarner le « bon » travail, et les analyses sociologiques de la

domination demeurent donc inévitablement silencieuses sur cet aspect. Mais à quoi sert alors la pertinence des analyses de la domination et la dénonciation des réalités de travail inhumaines et injustes? Faut-il penser celles-ci insurmontables?

Le travail entre la cage de fer et la dialectique domination/résistance

Certains peuvent penser que le dévoilement des formes de domination suffira pour initier une action contestatrice et libératrice. Il est permis d'en douter. Cela confère non seulement à l'activité scientifique une fonction qu'elle ne peut assumer, mais nous conduit de surcroît vers une conception élitiste de la transformation sociale (après l'avant-garde politique autoproclamée, l'avant-garde scientifique). Il ne suffit pas de dénoncer la cage de fer pour lui enlever sa légitimité et voir les dominé-e-s s'attaquer aux fondements du consentement. Il faut aussi analyser les racines sociales de la domination et en même temps appréhender les modes de résistance à celle-ci, non seulement pour comprendre les déplacements des formes de domination, mais aussi comme point de départ pour une action orientée sur son dépassement. Ceci exige d'élargir l'angle d'analyse au lieu de se cantonner à une définition de la domination qui tend à exclure du champ d'analyse les formes de résistance sociales, individuelles et collectives. Que ces résistances soient parfois tout aussi invisibles que la domination « douceuse » n'interdit pas de vérifier leur existence à l'aune des réaménagements incessants des dispositifs de domination. En effet, pourquoi le management engage-t-il tant d'efforts dans la mobilisation des ressources humaines si ce n'est que sans celle-ci, une crise du travail vivant surgirait? Pourquoi modifier constamment ces dispositifs si ce n'est aussi pour des raisons d'efficacité sociale?

Pour expliquer ce paradoxe, il faut en premier lieu reconnaître la présence d'une dialectique domination/résistance dans les relations de travail. Prolongeant les travaux de Weber sur la conduite rationnelle « protestante » comme ceux de la théorie critique sur la colonisation du monde vécu, Vincent n'a cessé d'explorer la condition laborieuse contemporaine au travers de cette dialectique. Par rapport à la période la plus récente, il dira dans une intervention publique de 1994 : « [aujourd'hui], l'individu doit exercer sur lui-même des contraintes permanentes, s'opposer à ses propres pulsions et réduire progressivement les attentes qu'il peut avoir par rapport à la vie et par rapport à la participation à la société. Il lui faut domestiquer ses propres souffrances en faisant passer son auto-affirmation par des séries successives d'autolimitations et d'auto-négations dans ses rapports avec autrui et dans sa recherche de sens, devenant ainsi un dispositif de pouvoir sur lui-même [...] ³⁶. » Que dans de telles conditions l'expérience sociale soit fortement restreinte, comme l'ont mis en évidence avant lui Theodor Adorno et Walter Benjamin, ne signifie nullement qu'il y a « victoire définitive et complète du travail abstrait sur l'activité captée ³⁷ ». C'est là une divergence importante avec certains auteurs de l'École de Francfort (Marcuse, Habermas) et avec André Gorz considérant le travail comme irréductiblement hétéronome. L'absorption du travail vivant par le capital n'est jamais entière et l'individu ne se sépare jamais tota-

lement de ses capacités d'agir. Les dispositifs d'investissement et de consentement se contrediront tôt ou tard jusqu'à susciter un retour de la subjectivité et d'une réflexivité critique, y compris des sujets dominé-e-s.

Autant la domination du travail abstrait est présente, autant les réalités contemporaines du travail ne se résument ni à la servitude volontaire ni au consentement, et cela même dans une situation dégradée par la précarité et la faiblesse des cadres d'action collective. De haut en bas, le monde vécu se fissure, « se fait en partie menaçant et se charge de méfiance [...] se fragmente, déstructure les temporalités quotidiennes³⁸ ». Le désenchantement à l'égard du travail touche désormais des couches supérieures du salariat dont les conduites sociales révèlent le rapport instrumental (opportuniste) au travail. « Des fractions importantes de la société se trouvent mises en dehors des formes dominantes de l'agir et des formes de vie légitimes (se soumettre au monde merveilleux de la marchandise)³⁹ ». Le travail comme moyen de réalisation est devenu improbable. Il s'ensuit une crise du travail que l'on voit poindre jusque dans certaines enquêtes sociologiques⁴⁰.

La cage de fer n'est donc jamais verrouillée, et il faut continuer à envisager la possibilité de modes de résistance du travail vivant : « Il n'est pas impensable que des couches non négligeables puissent être amenées à mettre en question les abstractions réelles qui dominent la société⁴¹. » Mais la reconstitution d'une sphère authentique des expériences et des expérimentations sociales ne peut se faire uniquement à partir d'une dialectique négative. Pour que des pratiques d'autonomie dans le travail, des relations solidaires se construisent, il faut que « des moments de l'activité, des séquences d'action sortent des dispositifs d'abstraction et permettent d'opposer à l'activité captée des activités se situant dans des temporalités différentes⁴² ». Ne pas se laisser enfermer dans « les limites du rapport de travail et de sa dynamique monologique » implique aussi que la sphère du travail soit mise en relation avec celle du non-travail « dans une perspective de réappropriation de l'agir et de construction de liens sociaux nouveaux. [...] Il faut aller vers un horizon où travail et non-travail se féconderont réciproquement et feront apparaître une nouvelle notion de richesse sociale en lieu et place de l'accumulation de valeurs⁴³ ».

Soulignons enfin que l'approche de Vincent correspond à un positionnement théorique et pratique qui entretient une affinité particulière avec la Théorie critique. Celle-ci, comme le rappelle Jan Spurk, s'écarte des approches positivistes et topologiques habituelles en sciences sociales, dont la caractéristique principale est de « connaître la place de chaque phénomène sans le connaître et sans entretenir de contact avec l'expérience de l'objet » (Adorno) : « Certes pour beaucoup d'auteurs, le monde social est imparfait et ils n'en font pas nécessairement l'apologie. Il est considéré comme étant plein d'injustices et de scandales, mais leur analyse consiste dans la démonstration du monde tel qu'il est, de son être-là. Le dépassement n'y a pas sa place et il s'introduit dans ces analyses une métaphysique simple : le monde social se transforme en fatalité⁴⁴. » Or, l'expérience vécue des sujets n'est pas que méconnaissance ; elle est aussi appropriation et pour partie au moins, compréhension et c'est pourquoi il est indis-

pensable d'intégrer la subjectivité, même mutilée ou niée, dans le champ de l'analyse du travail⁴⁵. On ne peut qu'abonder dans le sens de la proposition faite par Alex Neumann, poursuivant ici la réflexion d'Oskar Negt et Alexander Kluge, de lier subjectivité, travail et espace public afin de réunifier conceptuellement les moments différenciés de la vie sociale. Il devient alors possible de reconstituer la logique d'action psychologique, sociale et politique de la force de travail « qui se voit confrontée à la rationalité du capital sans pouvoir se dissoudre en elle [...] » et de poursuivre le projet de développer une économie politique de la force de travail vivante qui n'est ni une sociologie de la rationalisation capitaliste ni une déduction de la théorie de la valeur, mais une sociologie du conflit se jouant entre soumission aux abstractions du capitalisme et existence vivante⁴⁶.

Si un certain pessimisme proche de ses inspirateurs de l'École de Francfort a toujours percé dans les écrits de Vincent, il faut en même temps reconnaître la qualité de son observation, et surtout son audace dans le choix d'avoir su déplacer les lignes de l'opposition entre capital et travail au lieu de les effacer : que ce soit dans les résistances au taylorisme et les conduites de retrait par rapport au travail des années sans chômage comme dans la crise contemporaine de l'*ethos* de travail que l'on peut déceler chez les populations au chômage et parmi les segments qualifiés du salariat. Le fait de mettre en rapport ces conduites avec un possible avenir parachève en quelque sorte le raisonnement. En effet, Vincent considérait que les agencements contemporains de la production facilitent la circulation dans le *process* de production. Pour lui, l'émergence d'un *general intellect* – sorte de réflexivité et d'intelligence collective de l'organisation du travail – pouvait contribuer à l'extinction de la division sociale du travail⁴⁷. Même si ce *general intellect* est bridé par la valorisation et la recherche de profit, même si la puissance sociale des collectifs de travail est absorbée dans le processus de production, ce processus devient de plus en plus sensible à la coopération et la motivation. C'est là le talon d'Achille de la domination, puisque la coopération menace en permanence d'entrer en conflit avec le travail abstrait et sa logique de valorisation. Tout l'art du management des ressources humaines consiste alors à repousser ce conflit aux marges. Fondamentalement, la résistance à la domination du travail abstrait peut donc aussi se mener au sein même du travail, ce que les thèses de « l'exode » d'André Gorz refusaient⁴⁸. L'expression « au sein du travail » n'est triviale que lorsqu'on la comprend comme « au sein de l'atelier » ou du bureau; elle l'est beaucoup moins quand on désigne ici la nature collective du travail, qui déborde l'enceinte de l'entreprise et prend forme à l'échelle de la société. La défense d'un certain droit inconditionnel au revenu permettrait alors de faire converger la bataille pour l'abolition du chômage avec celle pour la transformation des relations au travail afin qu'elle devienne mouvement d'abolition pratique du salariat vers l'avènement d'un « république de l'égalité » (pour utiliser l'expression d'Étienne Balibar) et l'extinction du « royaume de la contrainte ».

¹ Stephen Bouquin est maître de conférences en sociologie à l'Université d'Amiens et y dirige la revue *Les Mondes du travail*. Il vient de publier *La Valse des écrous. Travail, capital et action collective dans l'industrie automobile (1970-2004)*, Syllepse, 2006.

² Cet article reprend et augmente notre communication au colloque « Hommage à Jean-Marie Vincent » – 27 mai 2005 – Université de Paris 8.

³ Rappelons ici l'article de Jean-Marie Vincent « La domination du travail abstrait » publié dans le numéro 1 de la revue *Critiques de l'économie politique*, 1977; l'ouvrage *Critique du travail. Le faire et l'agir*, PUF, 1987; de nombreux articles publiés dans la revue *Futur antérieur*, ainsi que « La légende du travail » in : Pierre Cours-Salies (coord.), *La Liberté du travail*, Syllepse, 1995, et encore « Flexibilité du travail et plasticité humaine », publié dans le volume *Crise du travail*, coordonné par Jacques Bidet et Jacques Texier, PUF, 1997.

⁴ Voir John T. Dunlop, *Wage Determination under Trade Unions* (1950); *Collective Bargaining* (1962); *The Industrial Relations System* (1977).

⁵ Voir Fritz J. Roethlisberger, William J. Dickson, *Management and the Worker : Early Sociology of Management and Organizations*, Routledge, 2003 (Science Editions, 1964).

⁶ Donald Roy, *Un sociologue à l'usine*, textes présentés par J-P. Briand et J-M. Chapoulie, La Découverte, 2006.

⁷ Voir Alain Touraine, *La Conscience ouvrière*, Seuil, 1966, ainsi que la critique de Marcel David, *Les Travailleurs et le sens de leur histoire*, 1967.

⁸ Nous pensons ici aux travaux de Philippe Bernoux, Renaud Sainsaulieu, Denis Segrestin. Pour une critique de ce tournant scientifique, voir Joseph Romano, « Du travail à l'entreprise, d'une sociologie à l'autre », in *Sociologia del lavoro*, 66-67.

⁹ Gerhard Brandt, *Arbeit, Technik und gesellschaftliche Entwicklung. Transformationsprozesse des moderne kapitalismus, 1971-1987*, Suhrkamp, 1990; Oskar Negt, Alexander Kluge, *Öffentlichkeit und Erfahrung*, Suhrkamp, 1972; *Geschichte und Eigensinn*, 1984; Pierre Rolle, *Travail et salariat. Bilan de la sociologie du travail*, PUG, 1988.

¹⁰ Maurice Godelier « Travail et travailleur : perspectives anthropologiques et historiques, problèmes actuels » in *Que va devenir le travail?* Société Française de psychologie du travail, 1978, pp. 29-40.

¹¹ Que le salaire soit devenu un barème, une institution réglementée et régulée par des négociations et des relations professionnelles modifie la situation mais ne la transforme pas. La valeur d'échange de la force de travail s'établit également par la situation du marché de l'emploi, de l'offre et de la demande de main-d'œuvre. Au-delà de la captation du surtravail, le salarié est en situation de concurrence avec d'autres salariés. Dans la relation entre vendeur et acheteur de la force de travail agissent aussi les « absents », notamment le contingent industriel de réserve, renvoyant à la dynamique d'ensemble du capital qui s'exprime dans l'existence de classes sociales où les salariés sont libres, mais sans propriété suffisante pour initier une dynamique d'accumulation, ce qui les contraint à trouver un employeur, sinon à s'auto-employer.

¹² Lire à ce propos le chapitre IV de *Critique du travail, le faire et l'agir*, PUF, 1987, pp. 93-122.

¹³ Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, 1967, t.1, p. 435

¹⁴ Parmi plusieurs textes où J-M. Vincent expose ce raisonnement, voir « La domination du travail abstrait », in *Critiques de l'économie politique*, n° 1, 1977, pp. 19-49 et « La déstabilisation du travail vivant » in *Futur Antérieur*, 1996, n° 2, pp. 13-32.

¹⁵ « Il y a une soumission formelle au commandement du capital lorsqu'il s'agit simplement d'un commandement qui laisse relativement intacts, par exemple au niveau de la force de travail, les métiers, les savoir-faire, les tours de main; et les travailleurs, dans la soumission formelle au stade de la manufacture, restent encore largement possesseurs de leur force de travail. Aujourd'hui, à travers tous les processus technologiques, à travers tous les dispositifs médiatiques divers, à travers la marchandisation, la subsomption réelle tend à être totale, bien que la subsomption réelle ne puisse jamais être complète de même que les individus ne sont jamais totalement de fiables supports des rapports sociaux capitalistes. D'une certaine façon, ils sont des supports branlants. », J-M. Vincent, « À propos de l'appropriation du capital : La barbarie ordinaire », in *Revue Politique virtuelle*, n° 13-14, 2003. <http://www.alencontre.org/archives>

¹⁶ Jean-Marie Vincent, « La légende du travail » in P. Cours-Salies (coord.), *La Liberté du travail*, Syllepse, 1995, p. 77.

¹⁷ Voir à ce propos aussi P. Rolle, « À l'origine de la sociologie du travail, proudhonisme et marxisme », in C. Durand, P. Dubois, *Le Travail et sa sociologie*. 1985, pp. 94-114.

¹⁸ Jean-Marie Vincent, « Flexibilité et plasticité humaine », in J. Bidet, J. Texier, *La Crise du travail*, Actuel Marx, PUF, 1997, p. 156.

¹⁹ *Ibid.*, p. 157.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, numéros 114 et 115, 1996, avec des contributions de G. Balazs, M. Pialoux, S. Beaud, A. Gorgeu, R. Mathieu, M. Gollac, S. Volkoff, J-P. Faguer, B. Lefebvre, P. Fournier, G. Mauger, L. Wacquant, L. Duroy, M. Maruani, S. Dassa, D. Maillard et P. Bourdieu.

²² Direction de l'animation et de la recherche des études et des statistiques. Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

²³ DARES, *Conditions et organisations du travail et nouvelles technologies en 1991*, 1992; Michel Gollac, Serge Volkoff, « Citius, Altius, Fortius, L'intensification du travail », pp. 55-67, in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 114/1996.

²⁴ Jean-Pierre Durand, Robert Boyer, *L'Après-fordisme*, 1993, J-P. Durand (dir.), *Le Syndicalisme au futur*, 1996; avec Danièle Linhart, *Les Torticolis de l'autruche, l'éternelle modernisation des entreprises*, 1991; *La Modernisation des entreprises*, 1994.

²⁵ Nicole Aubert, Vincent de Gaulejac, *Le Coût de l'excellence*, 1991; Christophe Dejours, *Travail et usure mentale*, Bayard, 1993; Ch. Dejours, « La Souffrance au travail », in P. Cours-Salies (coord.), *La Liberté du travail*, 1995.

²⁶ David Courpasson, *L'Action contrainte. Organisations libérales et domination*, PUF, 2000; Danilo Martucelli, *Dominations ordinaires*, Balland, 2000; voir aussi Martucelli D., « Figures de la domination », *Revue française de sociologie*, 45, 3, 2004, pp.469-497.

²⁷ Danilo Martucelli, *op. cit.*, 2004.

²⁸ D. Courpasson, *op. cit.*, pp. 156-157.

²⁹ Cf. l'entretien avec Loup Wolf, « La domination sans visage. Nouvelles figures de l'encadrement », in *Cadres-CFDT*, n° 418, février 2006, pp. 23-31.

³⁰ Luc Boltanski, Ève Chiapello, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

³¹ Max Weber, *Économie et Société*, t.1, 1995; *Le savant et le politique*, 1995.

³² Émile Durkheim, *Les Règles de la méthode sociologique*, 1995 (1937), pp. 5-6. On aurait tort de penser que la domination ne représente chez lui nullement un objet de réflexion; la coercition qui s'exerce sur les individus au travers de la socialisation et des institutions est au contraire indispensable afin que la société ne se délite pas, que la cohésion sociale soit maintenue. Tel n'est pas forcément le point de vue défendu par P. Bourdieu dont les lectures de Weber et Marx ont nourri une appréhension critique de la domination comme violence symbolique et voilement du social. Voir P. Bourdieu, « Les Modes de domination », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 2/3, juin 1976, pp. 122-132.

³³ J-M. Vincent, « Flexibilité et plasticité humaine », *op. cit.*, 1997.

³⁴ Que cette approche opposant « mauvais » et « bon » travail ait une telle longévité s'explique aussi par la culture politique du mouvement ouvrier. Le choix du « bon camp » que l'on peut faire dans l'antagonisme structurel qui oppose capital et travail tend à se traduire par la réhabilitation de la valeur-travail, une revendication de la fierté de la condition ouvrière comme base de mobilisation. Voir la contribution de Jean-Marie Vincent intitulée « La légende du travail », publiée dans l'ouvrage collectif coordonné par P. Cours-Salies, *La Liberté du travail*, Syllepse, 1995. La perte de cette fierté professionnelle ouvrière, observée par Stéphane Beaud et Michel Pialoux dans leur enquête sur la condition ouvrière, signifie-t-elle forcément que la communauté d'intérêts n'existe qu'au travers de son auto-représentation symboliques? Nous pensons pouvoir en douter. Voir à ce propos Stephen Bouquin, *La Valse des écroulés. Travail, capital et action collective dans l'industrie automobile*, Syllepse, 2006.

³⁵ Voir P. Naville, *Le Nouveau Léviathan. Tome 1 : de l'aliénation à la jouissance*, Anthropos, 1957, ainsi que la collection d'articles de nature scientifique et politique (P. Naville), *La Classe ouvrière et le régime gaulliste*, 1964; Pierre Rolle, *Introduction à la sociologie du travail*, 1971.

³⁶ J-M. Vincent, *op. cit.*, 1997, p. 158.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ J-M. Vincent, *op. cit.*, 1997, p. 161.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ Christian Baudelot, Michel Gollac (coord.), *Travailler pour être heureux? Le bonheur et le travail en France*, Paris, 2003.

⁴¹ J-M. Vincent, *op. cit.*, 1997, p. 162.

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Jan Spurk, « Sur l'avenir des théories critiques », in *Variations*, automne 2005, p. 44.

⁴⁵ On peut se référer ici à Anthony Giddens, pour qui il existe de manière relativement autonome une réflexivité des acteurs et une conscience pratique; voir aussi Tony Andréani, « Ce qui rend un rapport social méconnaissable », in T. Andréani, M. Rosem (coord.), *Structure, système, champ et théorie du sujet*, Paris, 1997, pp. 247-259.

⁴⁶ Voir Alex Neumann, « Les mains dans le travail, la tête ailleurs? Le salariat entre sphère privée, entreprise et espace public », in *Les Cahiers G. Friedmann-CNRS*, n° 10, 2003.

⁴⁷ J-M. Vincent, « Les automatismes sociaux et le « general intellect », in *Futur Antérieur*, n° 19-20, 1994, pp. 121-130.

⁴⁸ Citons à ce propos T. Negri et J-M. Vincent : « Ce que Gorz ne voit pas [...], c'est que les deux sociétés [productive et non productive, *SB*] sont inséparables. Et ceci n'est pas seulement dû à la force de travail, au fait qu'il évalue tout à l'aune de sa propre valeur : elles sont surtout inséparables parce que la force de travail *se* présente comme essence commune sur l'ensemble du territoire de la vie, [...] Gorz ne voit que c'est en partant de l'indissociabilité des deux sociétés (productive et non-productive) ainsi que de l'indissociabilité de la créativité du travail ouvrier (social) et de son exploitation, que c'est seulement à l'intérieur de cette constellation qu'il est possible d'identifier là une subjectivité qui naît de la destruction permanente de l'expérience de l'assujettissement, qui se construit comme alternative à la puissance productive du capital, si élevée soit-elle »? Extraits de « Paradoxes autour du travail », in *Futur Antérieur*, n° 2, 1992, pp.6-7.

Contre la précarité et la subordination, construire le dépassement du salariat par de nouvelles formes de gestion

Philippe Maingault¹

Dans la lutte contre le CPE, le contrat à durée indéterminée (CDI) a souvent été idéalisé dans les discours associatifs, syndicaux ou politiques de gauche. La revendication « d'un CDI pour tous » a été massivement reprise et, dans le contexte de détérioration de la condition salariale, elle est apparue comme une situation quasiment idéale pour les travailleurs. Pourtant, la plupart des salariés français sont encore couverts par des CDI², sans que leur sort soit toujours enviable. Salaires insuffisants, peur du chômage, mal-être et souffrance au travail, maladies professionnelles, sentiment de routine, stress, ou encore temps partiel imposé, caractérisent souvent la condition salariale, fût-elle sous forme de CDI.

Le CDI et ses limites

Si le CDI est en effet plus protecteur pour les salariés, il n'en reste pas moins que celui-ci maintient l'employé subordonné dans la relation de travail. Le contrat de travail était auparavant appelé « contrat de louage de service », et cette terminologie se juxtaposa avec celle de contrat de travail jusqu'à ce que la loi 73-4 du 2 janvier 1973 sur le licenciement ne vienne prévoir que désormais, seul le terme de contrat de travail serait utilisé.

Si les textes de loi ne définissent pas le contrat de travail en tant que tel, la jurisprudence le caractérise : c'est une « convention par laquelle une personne physique s'engage à mettre son activité à la disposition d'une autre personne, physique ou morale, sous la subordination de laquelle elle se place, moyennant une rémunération³. »

Évidemment, ce lien de subordination est quelque peu amoindri par l'existence du droit du travail. En l'absence d'un tel droit, le contrat entre les deux parties (employeur et employé) serait davantage soumis aux rapports de force économique. Imaginons l'absence de droit spécifique du travail dans les secteurs qui licencient ou dans ceux où la demande de travail est pléthorique. Les vacances seraient supprimées, le temps de travail considérable, le droit à la maternité interdit la plupart du temps...

Pour limiter l'inégalité contractuelle, le mouvement ouvrier, les mouvements sociaux, se sont battus tout au long de l'Histoire pour conquérir un droit du travail diminuant en quelque sorte l'inégalité entre les parties, détachant le rapport salarial du simple lien contractuel du droit civil.

Ainsi, un salarié en CDI est dans une position moins délicate qu'un salarié en contrat à durée déterminée (CDD) ou en contrat nouvelle embauche (CNE). Mais il

reste subordonné et à la merci de l'arbitraire patronal, surtout dans les petites entreprises, où le rapport de force, l'inégalité contractuelle est la plus forte. Dans les grandes entreprises, là où existent généralement des syndicats, l'inégalité contractuelle est moins forte, car le CDI légal peut être amélioré par des conventions collectives de branche plus favorables.

Des CDI et des garanties collectives assez puissantes dans les grandes entreprises ont existé notamment dans la période dite des « 30 glorieuses ». Cette situation, un peu mythifiée aujourd'hui, n'était pourtant qu'un compromis de type keynésien, entre le capital contraint d'accepter certaines règles limitant sa toute-puissance, et un salariat ayant réussi à diminuer l'insécurité sociale sans pour autant devenir maître de son outil de travail et donc de son destin. Souvenons-nous des *Temps modernes* de Chaplin, œuvre majeure illustrant la dépossession et l'instrumentalisation du travailleur!

Aujourd'hui, précarisation et insécurité sociale grandissantes nous feraient parfois presque regretter cette époque. En effet, la précarisation et le chômage accroissent la subordination salariale. En même temps, l'exigence actuelle d'émancipation nécessite de viser plus loin que le retour à un compromis salarial modernisé. L'époque appelle un dépassement du salariat, à une sortie du lien de subordination qui lui est consubstantiel. Le simple retour en arrière n'est pas une solution et ne correspond pas aux aspirations profondes du salariat. Le besoin d'épanouissement au travail, de maîtrise de son destin, se traduit, notamment parmi la jeunesse, par le désintéret croissant d'un travail balisé, routinier jusqu'à la retraite. Comment comprendre sinon que les démissions du CDI sont relativement fréquentes chez les jeunes gens, alors même que le marché du travail leur est défavorable? André Gorz⁴ souligne d'ailleurs, en évoquant les emplois stables, que « chez les moins de 35 ans la majorité ne désire plus ce genre d'emploi, préférant une vie multidimensionnelle, multiactive, polycentrique... » Comment comprendre le désir fort de s'investir dans les organisations humanitaires, dans les activités équitables, ou de créer sa propre entreprise, alors même que ces différentes voies professionnelles ne sont pas les plus rémunératrices ou les plus assurées? Doit-on interpréter ces comportements comme relevant de l'instabilité ou n'existe-t-il pas une quête – pas toujours explicite – d'autre chose, c'est-à-dire d'autonomie, d'épanouissement, de dépassement de la marchandisation de chacun?

Cette recherche d'autres rapports au travail peut s'expliquer par la qualification croissante des jeunes, qualification débouchant sur une autonomie accrue de travail, de pensée, d'organisation. Cela contredit les organisations hiérarchiques et dissymétriques du monde salarial. Le besoin d'affirmation de sa singularité croît, sans pour autant que cela ne signifie nécessairement individualisme, mise en compétition.

Or, cette autonomie est brisée par le salariat et ses avatars. En même temps, le dépassement progressiste du salariat semble inatteignable. La sortie du capitalisme est souvent considérée comme un préalable au dépassement des rapports sociaux qu'il a instaurés, du moins pour ceux qui considèrent encore comme étant nécessaire d'instaurer d'autres rapports au travail. En effet, de nombreuses forces limitent leurs ambitions à une sécurisation de la condition salariale. Ces forces politiques et syndicales envisagent le dépassement du

capitalisme, mais sans remettre fondamentalement en cause le rapport salarial, bien que des expériences similaires aient été tentées dans les pays d'Europe de l'Est, sans être concluantes. Les salariés, sécurisés dans leur vie et au travail, étaient formellement propriétaires individuels des outils de travail de leur Nation. Mais cette propriété n'a existé qu'en théorie, dans la mesure où la maîtrise effective de l'outil de production et des échanges échappait aux travailleurs, au profit de mécanismes anonymes et technocratiques de planification, plus ou moins centralisés. Le maintien du salariat a certainement contribué au désintéret et à la déresponsabilisation au travail.

Il convient donc d'imaginer des voies différentes pour éviter de nouveaux écueils. Avant cela, nous voudrions exposer et soumettre à l'analyse critique une série de propositions déjà existantes, parmi lesquelles certaines sont censées améliorer voire dépasser le salariat.

Sorties régressives du salariat

La sortie du salariat peut être régressive. C'est la forme souvent imposée par le patronat à travers des contrats d'externalisation, de sous-traitance, des systèmes de franchises, de diverses formes de travail « indépendant »...

Sous l'apparence d'une autonomie plus grande par rapport au patronat, la réalité cache souvent des rapports de domination et de dépendance exacerbés non bénéfiques à ces travailleurs captifs, dits « indépendants ».

Les expériences de participation des salariés via diverses formules au capital des entreprises relèvent globalement d'une mystification, lourde de dangers, car l'asymétrie d'information favorise le patronat et les actionnaires principaux, au détriment des salariés-actionnaires. Les scandales financiers qui émaillent périodiquement les colonnes des journaux révèlent l'ampleur vraisemblablement croissante des délits d'initiés. La complexification grandissante des systèmes socio-techniques multiplie les besoins d'investissement et d'équipements lourds. La rentabilisation du capital investi devient plus aléatoire et renforce les tentations de triche au détriment des actionnaires minoritaires, moins bien informés.

Les économistes libéraux, dont notamment Milton Friedman, prônent aussi l'impôt négatif afin d'augmenter les ressources des salariés les plus pauvres et d'inciter les chômeurs à reprendre un travail, devenu peu attractif par des salaires trop faibles. Des dispositifs d'inspiration comparable ont déjà existé dans le passé. Ainsi, le système *Speenhamland*, introduit en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle a institué, pour combler le déficit salarial, un supplément de rémunération assurant au salarié un revenu minimum indexé sur le prix du pain.

Ce mécanisme, en place en France depuis 2000 avec la prime pour l'emploi, s'apparente en fait à un report sur la société du paiement d'une partie du salaire et donc à une diminution du prix d'achat du travail. Indirectement, cette prime équivaut à déclarer : « Votre travail n'a pas assez de valeur pour qu'il soit rémunéré correctement. Vous êtes donc en partie à la charge de la société. Ne vous plaignez donc pas ! » Cela revient à culpabiliser les personnes concernées.

En effet, l'assistance ne crée pas l'irresponsabilité, contrairement au discours dominant, mais surtout l'assujettissement via la culpabilisation.

Le revenu d'existence et ses contradictions

De la même façon, les revenus d'existence, type RMI, ou même les revendications d'allocation universelle (revenu moins indigent que le RMI car universel, sans aucune conditionnalité et cumulable avec d'autres ressources), souvent présentés comme sortie possible de la dépendance salariale, constituent de fausses alternatives. Le RMI s'insère bien dans les dispositifs libéraux, assez proches de l'allocation complémentaire ou de l'impôt négatif, en ce sens que l'insuffisance de valeur marchande d'une partie de la force de travail rend celle-ci dépendante de la « générosité » publique. Générosité indispensable pour assurer une relative paix sociale et civile dans des pays où la misère côtoie le luxe le plus débridé.

L'allocation universelle ou revenu garanti émane de secteurs progressistes de la société. Cette allocation universelle s'appuie notamment sur l'idée selon laquelle la puissance de la force de travail réside de plus en plus dans le savoir accumulé en amont du moment traditionnel proprement productif. Cependant, cette théorie opère progressivement des glissements sémantiques et finit par considérer que « ce n'est plus le travail qui crée de la richesse, mais la science et la technique, le *general intellect*, dont le lieu n'est pas l'usine, mais la société⁵ ». Michael Hardt et Toni Negri vont même écrire que « toutes les formes de pauvreté sont devenues productives⁶. »

La production immanente de la valeur détruirait la traditionnelle loi de la valeur et justifierait alors l'allocation universelle, dans une société où la localisation spatiale et temporelle de la création de valeur s'estomperait complètement. Cette dilution de la valeur dans la théorie du capitalisme cognitif justifie l'hypothèse « distributiviste ».

Cette théorie présente un caractère quelque peu mystique. Car le savoir social ne devient productif que s'il est mobilisé; le travail immatériel reste virtuel s'il n'est pas concrétisé par une dépense matérielle d'énergie réelle⁷.

La valeur continue essentiellement à être produite dans des espaces spatio-temporels définissables, même si le cadre général (appareil de formation, savoir accumulé, réseaux de coopération) joue un rôle essentiel croissant dans l'efficacité productive. Même ce cadre général ne reste qu'une potentialité s'il n'est pas concrétisé par l'acte productif direct. Ce cadre productif, profondément reconfiguré, complexifie la mesure de la valeur. Faut-il pour autant abandonner toute velléité de mesure de la valeur, accepter une dilution de celle-ci conduisant à l'émergence de normes distributivistes niant la singularité des apports de travail de chacun ?

Ce syncrétisme économique apparaît en outre contradictoire avec l'exigence croissante de reconnaissance de subjectivité des individus; en cela, il est source de tensions sociales.

Par ailleurs, l'allocation universelle apparaît trop souvent comme un distributivisme « au rabais » laissant la place à d'immenses inégalités au-dessus du revenu minimum.

Cela implique en définitive l'acceptation en creux d'une part de rémunération non

liée à l'échange marchand pour les besoins fondamentaux, tandis que le solde de rémunération resterait fonction de la « capacité marchande » de chaque individu.

Un distributivisme très ambitieux conduirait finalement à un égalitarisme peu respectueux des singularités de chacun et ne correspondant pas à l'état d'esprit de la plupart des sociétés. L'échec du « socialisme est européen » renvoie d'ailleurs fortement aux écueils du distributivisme.

Enfin, ces différentes théories, y compris celles visant des objectifs progressistes, font l'impasse sur l'éradication du chômage comme objectif de lutte. *Derrière cette impasse, se profile vraisemblablement une surdétermination du potentiel productif généré par le travail immatériel et le savoir scientifique.*

Si l'économie cognitive est susceptible de libérer un potentiel énorme de croissance, des facteurs puissants contrecarrent cette tendance. La crise écologique provoque tendanciellement des externalités négatives et croissantes. S'il était techniquement possible de comptabiliser lesdites externalités d'un point de vue monétaire, nous serions peut-être actuellement en phase de décroissance du PIB.

Surmonter la crise écologique nécessitera de diminuer la productivité dans un certain nombre de secteurs économiques (l'agriculture par exemple), afin d'y réduire les externalités environnementales négatives. Par ailleurs, dans le domaine des biens relationnels, les procédures automatiques et informationnelles ne peuvent être introduites comme élément de substitution du travailleur. La productivité actuelle d'un certain nombre de ces services est trop importante et est basée sur une charge trop lourde pour les travailleurs. La réduction de cette charge de travail, de cette productivité, ainsi que les mutations dans certains secteurs économiques sont producteurs d'emplois nouveaux. Par conséquent, il est possible de résorber le chômage par la création d'emplois. Celle-ci est absolument nécessaire au vu des millions de chômeurs dont le vœu le plus cher est de trouver un emploi, par besoin matériel mais aussi pour se socialiser, tisser des liens relationnels...

Si certains individus parviennent à tisser du lien social sans la médiation de l'emploi, la norme écrasante reste pour le moment, et certainement pour longtemps encore, la socialisation par l'emploi. On peut certes déplorer cette situation qui correspond à une culture issue de sociétés disciplinaires, fortement normatives, mais c'est ainsi, et se dégager de ces normes sera très long. Voici une des raisons majeures de l'actualité du revenu garanti universel.

Pour autant les revenus d'existence, tels le RMI, ne sont pas à écarter dans la situation présente où des millions d'individus n'ont pas droit à un travail et à un revenu émanant de celui-ci. Ces solutions restent pourtant bancales et dangereuses, car elles dénie aux « bénéficiaires-victimes » toute capacité de participer à la vie économique, élément anthropologique de la socialité humaine. Elles doivent donc rester provisoires, d'autant plus que les formes distributivistes sont créatrices de conflits entre distributeurs et bénéficiaires d'allocations.

Le discours récurrent de la droite⁸ contre « l'assistanat, l'irresponsabilité » et donc le conditionnement des aides sociales aux personnes aptes, exploite particulièrement

les failles de ces redistributions, d'ailleurs très modestes actuellement. Cette rhétorique souvent démagogique rencontre un écho parmi de larges couches salariées et favorise de ce fait la division des dominés.

Par contre, des systèmes d'assurance collective (retraites, maladie, handicap...) sont à développer et à étendre. On pourrait y adjoindre la sécurité sociale du logement avec une prise en charge collective du paiement des loyers ou le remboursement d'emprunts dans les moments d'accident de la vie (divorce, chômage tant qu'il ne sera pas éradiqué...), mais aussi le droit à une quotité d'eau et d'énergie minimale gratuite⁹.

Cela n'aurait rien à voir avec l'assistance assujettissante du RMI, car ces droits-gratuités sont universels. Ils ne présentent pas non plus un des inconvénients de l'allocation sociale universelle qui monétarise et individualise des prestations fondamentales, déjà en partie gratuites et socialement bien acceptées. Ils ne visent pas non plus à une substitution de revenus du travail social.

Pour la jeunesse, une allocation d'autonomie ou revenu d'études pourrait par contre être versée à partir d'un certain âge (16 ou 18 ans par exemple) où l'autonomie par rapport aux parents est désirée.

La sécurité d'emploi-formation (SEF) ou la sécurité sociale professionnelle (SSP)

Pour couvrir le chômage, il existe actuellement des mécanismes assurantiels (l'assurance-chômage), mais seule la moitié des chômeurs en bénéficie.

Paul Boccara, économiste communiste, a imaginé un système de sécurité d'emploi ou de formation pour dépasser le chômage et le marché du travail¹⁰. La CGT a repris cette idée sous le vocable de « sécurité sociale professionnelle ». À présent, cette idée est récupérée en partie par le PS, mais aussi de façon dénaturée par une partie des libéraux. Le vocable généralement utilisé n'est plus « sécurité d'emploi-formation » ou « sécurité sociale professionnelle », mais « sécurisation des parcours professionnels »¹¹. En quoi consiste cette SEF ou SSP?

Il s'agit de créer un nouveau type de plein emploi non statique, en répondant aux besoins croissants de formation générés par la complexification continue des systèmes socio-techniques.

Dans cette optique, le salarié sorti de son entreprise ne se retrouverait plus chômeur, conserverait son contrat de travail et ses droits individuels acquis (rémunération, classification dans une grille salariale, couverture sociale).

Ses droits individuels seraient transférables tout au long de sa carrière professionnelle. Cette dernière ne serait donc plus interrompue par la perte de l'emploi. Les moments professionnels entre deux emplois seraient notamment utilisés pour se former, afin de gagner en qualification et d'être ainsi plus efficace pour le nouvel emploi. Cette inter-période serait financée par des cotisations sociales (en premier lieu en diminuant les exonérations de « charges patronales ») mais aussi la taxation des revenus financiers.

Cette SEF/SSP représenterait évidemment un progrès très sensible par rapport à la

situation présente. Le contrat de travail actuel, lien juridique entre deux parties inégales, que le droit légal et conventionnel du travail ne fait qu'atténuer, changerait de caractère grâce à cette sécurisation sociale, vecteur d'autonomie par rapport à l'employeur.

En un sens, la SEF constituerait bien un dépassement du salariat, mais les choses ne sont pas si simples, et ce pour plusieurs raisons.

Premièrement, ce contrat nouveau peut devenir, dans le contexte économique d'aujourd'hui, un moyen de flexibilité à outrance et d'accompagnement social de restructurations économiques engendrées par la recherche de rentabilité du capital. L'abandon de garanties collectives et de certains mécanismes de protection contre le licenciement, au seul profit d'une individualisation des parcours, présente un risque. Jean-Louis Borloo plaide d'ailleurs pour des contrats de ce type, qu'il nomme « contrats transitionnels ».

La « flex-sécurité » danoise, tant évoquée, constitue ce modèle dévoyé. Face à cela, il convient de maintenir et de renforcer le droit du licenciement collectif, notamment en interdisant les licenciements boursiers, visant uniquement à augmenter la rentabilité du capital.

Ces protections juridiques n'auront pas d'efficacité tangible sans modification de la vie économique. À cet effet, il convient de recréer de la stabilité via le développement de services publics puissants (de la Commune au Monde) et d'une économie sociale équitable pour ce qui ne relève pas du service public.

Cette stabilité ne saurait signifier immobilité. Au contraire, la SEF/SSP pourrait être utilisée pour accompagner la nécessaire restructuration de nos modes de production et de consommation, de moins en moins créateurs de bien-être social et de plus en plus écologiquement destructeurs¹². Ainsi, une diminution de la production automobile, corrélative d'une augmentation de la production de matériel de transports en commun, pourrait s'accompagner de périodes de formations puis de redéploiement d'effectifs.

Deuxièmement, il serait souhaitable d'enrichir la SEF/SSP en prenant en compte les aspirations montantes à d'autres occupations non professionnelles (congrés sabbatiques pour des activités personnelles épanouissantes, détachements au profit d'occupations bénévoles...), voire à des formes atypiques de travail lorsqu'elles sont souhaitées.

Ce dépassement du salariat, via une SEF/SSP enrichie et non dévoyée, serait certes un grand progrès par rapport à la situation actuelle, mais il ne conduirait en définitive qu'à une sécurité individuelle, assez passive du travailleur. Passer du contrat salarial au statut salarial ne suffit pas à émanciper les travailleurs. D'ailleurs, le statut de fonctionnaire n'est pas forcément très éloigné de celui du salariat estampillé SEF/SSP. Cela suffit-il à faire du fonctionnaire un travailleur épanoui, émancipé?

Une nouvelle gestion par la maîtrise de ses outils de travail et d'échange

Le second aspect de l'obsolescence du salariat réside dans la non-maîtrise des structures de travail par les principaux intéressés, les travailleurs. Maurice Décaillot¹³ souligne que ceux-ci ne maîtrisent ni l'utilisation de leurs moyens techniques, ni leurs échanges économiques. Ils restent ainsi dépendants de l'employeur.

Pourtant, le travail contemporain et la part croissante de l'immatériel, de la coopération, appellent une mobilisation nouvelle de la subjectivité de chaque individu. Comment concilier ce besoin d'implication subjective avec le rapport salarial?

À côté d'une citoyenneté politique, une citoyenneté économique pourrait émerger, garantissant à chaque travailleur un rôle actif dans son activité économique.

Décaillot explore des pistes intéressantes et propose le développement d'un système de producteurs-associés¹⁴, organisant non seulement de façon autonome leurs échanges économiques en amont et en aval de leur entreprise, mais maîtrisant aussi techniquement l'utilisation de leurs propres outils de travail. Au lieu d'un salaire, les travailleurs recevraient un revenu d'activité, lié à l'efficacité de leur travail.

Ce système pourrait à première vue rappeler celui en vigueur autrefois dans l'auto-gestion yougoslave. Mais pour éviter la reproduction de rapports de force inégaux¹⁵ lors des échanges entre entités économiques autogestionnaires, Décaillot envisage de façon très astucieuse la construction de normes d'échanges équitables pour les biens connus et les services reproductibles, en prenant en compte l'apport en travail social de chaque entité économique participant à l'échange.

Afin de prévenir les risques d'égalitarisme dépossédant les individus et collectifs de la qualité de leur travail, des normes moyennes de productivité peuvent servir de référence pour l'échange entre les entreprises d'un même secteur. L'évaluation des biens courants ne pose pas de difficulté majeure, car les normes de production, les quantités produites et demandées sont relativement stables dans le temps. Pour les biens nouveaux, Décaillot¹⁶ propose une négociation entre échangistes avec procédures d'arbitrages par des tiers en cas de divergences sur la norme d'échanges. L'irruption accélérée de biens nouveaux complique cependant la réalisation d'un processus d'évaluation démocratique qui déboucherait pas à pas sur l'équité. On peut considérer que la construction d'une économie alternative réduira la multiplication intempestive, à grands renforts de publicité, de fausses innovations, de gadgets inutiles...

Car une économie alternative devra combiner recherche d'épanouissement des individus et préservation des écosystèmes actuellement très menacés. Ceci conduira à une réduction des pseudo-nouveautés dont la seule utilité est la valorisation du capital; ainsi, l'irruption plus raisonnable de la nouveauté dans un contexte économique renouvelé diminuera la part des produits nouveaux à évaluer dans l'ensemble de la production.

Les services spécifiques peuvent entretenir, de leur côté, des rapports d'évaluation et d'échanges réputés équivalents avec le reste des activités économiques.

La généralisation de ces rapports d'échange contractuels, soumis à l'arbitrage tiers en cas de désaccord, permettrait d'équilibrer de proche en proche les offres et demandes sans planification centrale omnisciente et dont l'efficacité est très incertaine.

Cet « entreprenariat solidaire » nouveau pourrait émerger et constituer une alternative à la figure libérale de l'entrepreneur individuel « seul contre tous ».

La maîtrise des outils de travail et d'échanges par les travailleurs-associés faciliterait, par ailleurs, le recul progressif de la division technique du travail, entre tâches routinières et particulières. Cette répartition dissymétrique du travail, poussé à l'extrême dans le capitalisme, source de reproduction de rapports de classes, pourrait être considérablement atténuée¹⁷, en automatisant les travaux répétitifs et en mettant concomitamment l'accent sur la qualification du plus grand nombre.

Dans ces conditions, le dépassement du salariat pourrait signifier épanouissement de la subjectivité de chaque individu au travail. Cette subjectivité contribuerait bien sûr à améliorer l'efficacité productive moderne, confrontée « aux aléas et aux incidents des flux matériels et immatériels de la production¹⁸. » Il s'agirait surtout, comme l'exprime si bien Jean-Marie Vincent « de faire sortir les subjectivités des prisons dans lesquelles les enferme la valorisation¹⁹ » et de les ouvrir à la relation multilatérale et à l'enrichissement réciproque.

Cette nouvelle subjectivité ne serait pas individualiste, synonyme de choc des ego, de stratégie de valorisation personnelle autiste. Elle serait compatible avec l'intérêt collectif et, plus encore, productrice d'intérêt général. Car selon Jean-Marie Vincent, « les subjectivités doivent s'enrichir réciproquement de la diversité de leurs points de vue, de leurs jugements, de la ressemblance et de la différence de leurs activités dans une perspective d'universalisation qui respecte les singularités et joue sur leurs complémentarités²⁰ ».

Ou comme l'énonce Philippe Corcuff, « le monopole de l'individu ne doit pas être laissé au libéralisme ». La contradiction dommageable pour les mouvements de libération humaine du XX^e siècle entre collectivisme et individualisme peut être dépassée.

Comment avancer ?

Les pouvoirs publics de tendance progressiste, y compris au niveau local, peuvent considérablement favoriser l'émergence de ces formes économiques alternatives, par des mesures réglementaires, par leurs politiques d'achat, par leurs diverses interventions économiques... Pour cela, il faut un peu d'imagination, mais surtout de la volonté et du courage politique. Cela exige de commencer à subvertir les cadres institutionnels étouffants, fixés par le capital. Dans le domaine économique, cette subversion ne sera pas facile, car une multitude de règles rend difficile la transgression. Néanmoins, il est possible de jouer sur les contradictions de ces règles, il est envisageable de détourner des dispositifs.

Pour ne citer qu'un exemple, il est imaginable de favoriser fiscalement et socialement, grâce aux dispositifs de zones franches urbaines, des entreprises équitables plutôt que celles qui chassent les primes et exonérations pour augmenter leur taux de profit.

Une articulation de plus en plus large peut donc se faire, entre réseaux économiques alternatifs et collectivités locales soucieuses de développement local et social sur leurs territoires, dans une perspective de desserrement des contraintes institutionnelles et marchandes.

On peut imaginer la multiplication de petites ou moyennes entreprises sociales et solidaires, développant en commun selon une structure réticulaire des biens et services de complexité croissante. La structure en réseau permet d'allier l'exercice de la citoyenneté économique dans des structures autonomes à effectifs restreints, et des synergies suffisantes, capables de faire face aux grandes structures. Ces réseaux coopératifs d'entreprises sociales et solidaires constitueraient progressivement une alternative économique crédible aux oligopoles, de plus en plus prédateurs. Une voie possible vers le dépassement du salariat...

L'expérience pratique de nouvelles formes économiques ne saurait cependant se substituer totalement aux légitimes luttes syndicales ou politiques, plus classiques. Au contraire, elles pourraient renforcer celles-ci, en montrant pratiquement la possibilité d'alternative ici et maintenant. Dans le même temps, l'affirmation de réseaux économiques équitables solides, affirmant une volonté de dépassement global du salariat, provoquerait un saut qualitatif dans les revendications salariales classiques.

¹ Philippe Maingault est enseignant associé à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8.

² Selon le rapport de l'Insee (2003), sur 21,5 millions de salariés en France, 14 millions étaient en CDI à temps plein, auxquels on peut ajouter 4,5 millions de fonctionnaires. Ndlr.

³ Pelissier/Supiot/Jeammeaud, *Droit du travail*, Dalloz, 2004, 22^e éd.

⁴ <http://perso.orange.fr/marxiens/politic/revenus/richeesse.htm>

⁵ Maria Turchetto, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, Paris 2001, p. 304.

⁶ M. Hardt, A. Negri, *Empire*, Exils, Paris, 2000, p. 206.

⁷ La dépense d'énergie est matérielle aussi bien pour produire un bien qu'un service de type logiciel.

⁸ Nicolas Sarkozy prévoit de supprimer dans les faits le RMI en le reliant à un travail obligatoire pour la collectivité.

⁹ La tarification de ces prestations doit être différenciée selon le niveau de consommation, afin d'éviter les gâchis.

¹⁰ Boccara Paul, « Pistes pour des interventions et scénarios pour une sécurité d'emploi et de formation mobiles dans une régulation nouvelle » in : *Issues* n° 47-48, 1996.

¹¹ Toutefois, Nicolas Sarkozy en vient maintenant à récupérer en le détournant le terme même de sécurité sociale professionnelle.

¹² De nombreux auteurs (notamment Miringoff, Osberg et Sharpe) ont construit des indicateurs illustrant la dissociation progressive entre PIB et bien-être social.

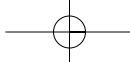
¹³ Maurice Décaillot, *Demain l'économie équitable*, L'Harmattan, Paris 2001, p. 63.

¹⁴ L'existence de travailleurs indépendants demeure possible pour certaines tâches exigeant une division technique relativement faible du travail. Ces travailleurs indépendants échangeraient avec les autres entités économiques selon des normes équitables.

¹⁵ Ces rapports inégalitaires mettant face à face deux échangistes souvent inégaux constituent le fondement de l'échange marchand. Dépenser le marché, c'est construire des échanges équitables entre partenaires économiques.

¹⁶ Décaillot, Maurice, *Au-delà du marché*, La Dispute, Paris 1999, pp 105-116.

¹⁷ Nous ne pensons pas que la division hiérarchique du travail puisse être totalement dépassée. Certains individus auront plus de capacité à mener des tâches peu accessibles ou peu souhaitées par l'en-



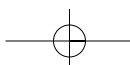
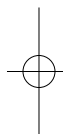
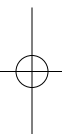
100 | PHILIPPE MAINGAULT

semble des hommes. Pour autant, ces tâches particulières ne doivent plus conférer un pouvoir spécifique d'orientation politique sur la vie économique de l'entreprise ou du collectif de producteurs-associés.

¹⁸ Jean-Marie Vincent, « La déstabilisation du travail », in : *Futur Antérieur* n° 35-36, L'Harmattan, Paris, 1996, p. 17.

¹⁹ *Ibid.*, p 28.

²⁰ *Ibid.*



Parcours politiques

Entretien avec Michel Lequenne et Denis Berger,
réalisé par Emmanuel Valat

Emmanuel Valat : Qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à la question politique, et plus particulièrement à vous engager tous deux dans le mouvement trotskiste ?

Michel Lequenne : Dès l'adolescence, dès mes 14 ans, j'ai dû travailler, et je travaillais depuis 7 ou 8 mois quand ont éclaté les grèves de 36. Ma conscience de classe a en quelque sorte commencé avant ma conscience politique, et dans ma famille, avec mon père, on parlait de politique tout le temps. Il n'était pas militant, mais un homme très ouvert et très curieux, et moi j'étais un révolté, mon père m'appelait d'ailleurs Robespierro. On parlait alors bien sûr de l'Espagne. Un ami de la famille qui était parti dans les Brigades a eu à faire avec le PC, et il nous racontait des histoires rapportées de la guerre. Les procès de Moscou m'ont fait problème et je me rappelle alors avoir posé des questions à mon père, et celui-ci me répondait que les communistes sont des gens qui se fusillent entre eux. Voilà assez pour être dégoûté des communistes pour le restant de ses jours. Mais mon père qui était un esprit très libéral pour son temps, me dit d'aller voir son copain coiffeur, qui m'en dira plus, et cet ami coiffeur me fait lire *Faux Passeport* de Charles Plisnier. Une bonne introduction à la politique, et à la question communiste. Avant la guerre, j'étais aux Auberges de Jeunesse, foyer de discussion politique incessante où il y avait tous les courants qui s'affrontaient. Je ne me suis pas engagé immédiatement. Durant la guerre, lorsque j'ai rencontré pour la première fois des trotskistes, je me suis considéré comme étant plus à gauche qu'eux. Maurice Laval (du futur POI), le premier trotskiste que j'ai rencontré m'a expliqué le rôle relativement positif de la résistance gaulliste... Si j'avais rencontré des gauchistes du CCI, j'aurais été immédiatement avec eux, là au contraire, je me suis tenu à carreaux. Après j'ai été appelé au STO, et je n'y suis pas allé pour des raisons purement personnelles : j'étais amoureux et je ne voulais pas quitter mon premier grand amour, mais comme je devenais réfractaire, j'ai dû partir de chez mes parents... Je retrouve alors à Paris un gars que j'avais connu aux Auberges de Jeunesse, un militant du groupe « Octobre », qui me dit : « Tu es réfractaire, qu'est-ce que tu veux faire ? » Et moi malgré tout ce que je savais des staliniens, je réponds que comme ils se battent, c'est eux qu'il faut que je rejoigne. Ce copain m'avertit de la ligne du PC, et il décide alors de me passer les journaux clandestins qu'il a sous la main : des *Humanités* clandestins, des *Vérités* clandestins, des photocopiés du CCI, et les premiers tracts du groupe « Octobre ». Alors j'ai lu tout ça. *L'Humanité*, ça m'a fait dresser les cheveux sur la tête, leurs articles étaient racistes ! J'ai lu aussi les textes de différents groupes trotskistes

et je n'ai pas vu de divergence entre eux, je les ai trouvés formidables. Du groupe « Octobre », deux ans après la Libération, on n'était plus que deux, et historiquement je suis le dernier « survivant politique » de ce groupe.

Denis Berger : Avant guerre, dans le cadre familial, mon père était un chaud partisan de l'Action Française, et nous étions par ailleurs des catholiques pratiquants. Alors qu'est-ce qui m'a fait évoluer ? La politique est apparue pour moi durant la guerre. Ce qui m'a beaucoup marqué alors c'est l'irresponsabilité des adultes pendant ce qu'on a appelé l'exode, c'est-à-dire pour nous, notre départ de Paris pour l'Auvergne. De quoi parlaient les adultes alors ? Ils passaient leur temps à discuter des livres et des prédictions de Nostradamus ! Ou bien encore ils découvraient dans les textes de Sainte-Odile qu'était déjà prévu le bombardement de telle ou telle ville... Tous ces crétins étaient incapables de comprendre ce qui se passait. Il devenait dès lors nécessaire de comprendre les événements et de regarder en face la faiblesse des adultes en général et des parents en particulier. Ceci m'a amené à prendre des positions. J'ai fait des tracts en rentrant d'exode, vers septembre-octobre 1940, titrés : « Au voleur, vive De Gaulle ! ». Je suis alors un jeune ado, et c'est une position que je n'ai pas longtemps maintenue... J'étais très fâché après mon père. Par exemple, il possédait un petit pistolet 6.35, un truc qui ne fait pas grand mal, et il l'a jeté dans un égout par prudence. Après la libération, on a fait des barricades, dans le quartier où j'habitais. À partir de ce moment-là, je suis orienté à gauche, et la personnalité de Trotski m'apparaît par l'intermédiaire de mon frère aîné qui était sympathisant du PCI à l'époque et qui lisait la *Vérité* chaque semaine. Facteur supplémentaire : dans la famille de ma mère, l'un d'entre eux était communiste, et était parti durant la guerre d'Espagne dans les Brigades Internationales. Il nous avait raconté ce qui s'était passé, y compris les interventions contre le POUM. Mes sympathies par rapport à la guerre d'Espagne vont alors vers les anarchistes. Après la guerre, j'adhère à la Fédération Anarchiste. Ma rupture avec eux remonte à un de leurs meetings : un orateur fait un tableau magnifique de la société libertaire, puis lorsqu'on lui pose la question de savoir s'il croit au tableau qu'il dessine, il répond que non. Il y a scandale, on en parle dans les journaux de la FA. Je suis parti. J'ai lu la *Révolution Trahie* que mon frère avait, il faisait lui son trajet vers le PC, moi vers les trotskistes. Je suis mal tombé parce que c'était une période de scission. Un jour je vais à la rue Daguerre, où je rencontre un grand gaillard, c'est Michel Lequenne. Je vais aux réunions de sympathisants en 1949, j'adhère en mars 1950.

Emmanuel Valat : Michel, dans ton livre *Le Trotskisme, une histoire sans fard*, (Syllepse, 2005) tu décris Denis comme un des seuls militants à avoir fait de l'entrisme, comme la majorité pabliste l'avait alors décidé chez les trotskistes.

Michel Lequenne : Oui, Denis est sans doute un des seuls à avoir fait de l'entrisme parce qu'il n'était pas connu des staliniens. Durant cette période-là, les problèmes de fond n'étaient pas très clairs, surtout pour les plus jeunes. Et je pense que Denis est

rentré sur la base d'un malentendu par rapport à la conception même du travail dans le PC. D'ailleurs quand on parle de cette scission, on dit « vous étiez contre l'entrisme ». En fait, nous avons développé une autre conception de l'entrisme. Pour Pablo, il s'agissait de faire rentrer toute l'organisation, en ne gardant qu'un tout petit noyau, alors que la plupart de nos militants étaient connus comme militants trotskistes. Pour rentrer ils devaient faire ce que Pablo nous avait dit de faire, et dire qu'ils s'étaient trompés. Cette terrible pratique de l'entrisme ne pouvait se comprendre qu'à cause de la conception que développait Pablo à propos d'une nouvelle guerre mondiale imminente.

Emmanuel Valat : Michel, de quelle manière s'est noué pour toi ton engagement politique, et quel est ton lien avec les surréalistes ?

Michel Lequenne : Dans les organisations trotskistes que j'ai connues pendant la guerre, puis à la Libération, les gens se reconnaissaient surréalistes : il y avait ce fameux texte de 1938 sur la liberté dans l'art signé par Trotski et Breton. Après la scission de 52, Breton s'est écarté du trotskisme ainsi que du marxisme, mais il continuait d'envoyer ses ouvrages au journal *La Vérité*. J'ai gardé en souvenir du « vieux » son volume d'*Entretiens*. Comme j'étais un responsable de *La Vérité*, j'y ai fait dessiner Maurice Henry dans les années cinquante. J'ai eu aussi des contacts avec Benjamin Péret. Je lisais toutes leurs publications. Le grand contact ensuite ça était le manifeste des 121 (contre la Guerre d'Algérie, Ndlr), dont ils étaient à l'origine, contrairement à ce qu'on dit d'habitude. Sartre l'a signé bien sûr et il était le nom le plus connu, mais c'est les surréalistes qui l'avaient fait, et à ce moment-là nous avons collaboré. Avec Pierre Franck et toute une série de copains, on a signé le manifeste. En 69, c'est la crise du surréalisme, c'est ce que les médias considèrent comme la fin du groupe. Une des personnalités les plus importantes alors, après André Breton, c'est Vincent Bounoure. Je l'ai connu alors parce que dans les débuts de la revue *Critique Communiste*, dans le numéro 4, j'avais écrit un article taillant pièces le livre de Xavière Gauthier *Surréalisme et Sexualité*. Et Vincent Bounoure m'a répondu, en affirmant être tout à fait en accord avec cet article concernant le fameux problème de Sade. Par la suite, Bounoure nous a proposé de rentrer dans le groupe surréaliste. Quand il est mort, j'en suis sorti.

Emmanuel Valat : Denis dit souvent qu'il faut analyser ce qu'est l'échec historique du mouvement ouvrier. En quoi cet échec est-il aussi celui du trotskisme ?

Michel Lequenne : Le modèle de la IV^e Internationale, ce n'est pas tant la Révolution d'Octobre que le parti bolchevique. C'est en ce sens que la IV^e Internationale s'est construite sur le modèle de la III^e. Naturellement, au départ, j'y ai cru, mais à l'usage je me suis aperçu que ça ne collait pas. C'est à l'occasion de la grande crise de 52 que j'ai pris conscience de cette inadéquation. J'explique dans mon livre en quoi les statuts de 48 étaient parfaits mais inapplicables, cela ne pouvait pas

fonctionner avec une petite organisation comme la nôtre. Quand il y a eu la reconstruction à partir de 63, avec le retour de la section nord-américaine, l'Internationale ne s'est plus définie alors comme parti de la révolution centralisée, mais c'est au contraire une sorte de fédéralisme de sections qui prend place et qui alors fonctionne mal aussi, voire plus mal encore que le système précédent. Quant au système du parti, là aussi j'ai cru assez longtemps à cette nécessité, et puis lorsque j'ai quitté la IV^e Internationale, c'était aussi en lien avec cette question du parti de type bolchevique. Ce parti, évidemment, a eu une nécessité dans les conditions précises de la Russie, comme le dit Trotski. S'il n'y avait pas eu le Parti bolchevique, la révolution aurait été toute différente. Mais ce parti a montré aussi ses défauts. Plus encore, ce modèle a montré ses côtés pervers dans la victoire même de la révolution.

Denis Berger : Au niveau général, pour moi, le mérite historique du trotskisme, c'est d'avoir fait en sorte par ses interventions théoriques et pratiques, ses actions militantes, que l'héritage de la révolution n'ait pas été complètement gaspillé. Cela me semble tout à fait fondamental. La faiblesse du trotskisme, ou des trotskismes, c'est que par rapport à l'expérience de la révolution d'Octobre, Trotski n'entreprit pas l'analyse approfondie du problème des rapports de pouvoir, y compris des rapports de pouvoir à l'intérieur des organisations politiques, ce qui aurait permis de reposer le problème du parti. Si on regarde de près la Révolution russe, on s'aperçoit par exemple que Lénine a été très vite dépassé par l'événement des conseils ouvriers. Par ailleurs, bien avant la première grande victoire de Staline, la politique bolchevique préconisée et appliquée consiste en une position exclusivement économique. On transforme la société par l'économie, et le problème de la démocratie est à peine abordé. Comment faire en sorte que les conseils ouvriers ne dégénèrent pas? Voilà une question tout à fait abandonnée. Ceci est de mon point de vue plus qu'une erreur, c'est une contribution à l'échec du mouvement ouvrier.

À propos du rapport entre l'avant-garde et les masses, Lénine employait cette formule : « Dans quelques années, notre programme fusionnera avec les masses ». Je ne la commente pas parce que je la trouve profondément idiote, mais en même temps profondément parlante. Le drame du trotskisme à son tour, c'est son incapacité à dépasser ce mythe de l'avant-garde.

En outre, je considère qu'il ne faut pas s'arrêter à Trotski dans notre critique rétrospective, mais qu'il faut considérer que Marx et Engels sont aussi directement responsables. Fondamentalement, il n'y a pas eu de réflexion sur le pouvoir. Comment se constitue une classe? La seule tentative qui me semble intéressante est celle du *18 Brumaire*. Le pouvoir d'État n'est pas seulement déterminé par les forces de classe, mais également par l'histoire, avec tout ce que cela implique, comme par exemple les idéologies non directement liées à la production et à l'économie. Pour parler du père Trotski, il écrit, dans *Défense du marxisme*, que si la bureaucratie, la caste bureaucratique survit à la guerre, c'est le marxisme tout entier qu'il faudrait remettre en question; ce n'est pas dans les habitudes de Trotski de se livrer à ce genre de plaisanterie.

Michel Lequenne : De manière générale, je pense que le maintien du trotskisme et de la IV^e Internationale a eu un aspect positif. S'il n'y avait pas eu ce parti, il n'y aurait rien eu à la sortie de la guerre. À la libération, on s'est développé rapidement et cela répondait à quelque chose, mais le poids du stalinisme était tel qu'il était vraiment difficile de prendre place dans les milieux ouvriers. Le problème c'est qu'après la scission de 47, et après la crise de 52, les camarades ne voyaient plus d'issue. Cette crise a été très grave, parce qu'à partir de là, on n'a pas pu redresser la situation, on a seulement réussi à survivre. Ce qui a tout de même été utile en 68, parce qu'un capital théorique a pu être transmis.

Aujourd'hui, on est arrivé à une nouvelle période, que le terme d'altermondialisme désigne en partie. La IV^e Internationale ne correspond plus aujourd'hui à une nécessité historique. Pour deux raisons. Premièrement, le programme de Trotski, c'est un programme qui correspond à une époque et un temps bien déterminés. Cela est vrai des programmes élaborés par tous les grands marxistes. Cette période est désormais close, et l'on est entré dans une nouvelle période historique. Certains éléments maintiennent bien sûr une certaine continuité, mais notre période requiert de nouveaux types d'organisations. Le problème c'est que personne ne sait comment faire. On voit bien ce qui ne colle pas, on ne voit pas ce que l'on pourrait faire.

Emmanuel Valat : Le problème aussi c'est que chaque organisation politique se fige sur ce qu'elle était...

Michel Lequenne : Oui, exactement. Par exemple, ce qui se passe à la LCR, c'est vraiment un problème de dégénérescence et de crispation, qui les amène à vouloir maintenir une organisation telle qu'elle est. Bien sûr il n'est pas question de dissoudre un tel groupe, mais il faudrait chercher à l'ouvrir à *autre chose*. Il y a des quantités de choses qui se sont passées, sans précédents dans l'histoire. Une chose qui m'a énormément frappé, c'est qu'avant même que commence la guerre en Irak, les manifestations contre la guerre ont été mondiales. Chaque guerre a entraîné des contestations, mais ces contestations émergeaient par la suite. Cette fois ce fut avant même que la guerre n'éclate qu'un mouvement pacifique, spontané, mondial et sans organisation centrale a pris une dimension mondiale. Le mouvement altermondialiste est lui aussi très intéressant, avec bien sûr toutes sortes de contradictions, et des tas de gens essayent de le chapeauter. Ce qui s'est passé l'année dernière dans la victoire du non au référendum sur la Constitution Européenne a une importance considérable. Maintenant chacun essaye de tirer les marrons du feu... Mais ce mouvement des comités, c'est ahurissant, des dizaines de milliers de gens se sont engagés dans ce mouvement, dont la majorité sont des inorganisés. Et ces comités, hélas, Besancenot n'en parle pas. C'est une attitude qui est en totale contradiction avec le « programme de transition ». La leçon de Trotski est qu'il nous faut partir avec un programme de transition, et non pas avec un programme révolutionnaire. Trotski nous apprend aussi à interroger, pour chaque période, ce qu'on appelle le « centrisme » : il faut se deman-

106 | MICHEL LEQUENNE, DENIS BERGER, EMMANUEL VALAT

der, dit-il, dans quelles directions vont les organisations dites « centristes » ? Vers la droite ou vers la gauche ? Or, le Parti Communiste, qui pour nous est une organisation centriste, est-ce qu'il va aujourd'hui vers la gauche ou vers la droite ? Il va vers la gauche, donc, il faut s'allier à lui.

Emmanuel Valat : On assiste aussi aujourd'hui à travers un mouvement comme celui contre le CPE à une situation où l'on n'a plus à faire au prolétariat classique, mais à une jeunesse qui s'inquiète des nouvelles formes de précarité.

Michel Lequenne : Un certain marxisme peut produire une vraie incapacité à voir le nouveau. L'avantage que j'ai eu, c'est que dès les années soixante, au PSU, j'ai eu à faire aux analyses de la dissolution de la classe ouvrière... À ce moment, je collabore à la publication de Marx dans la *Pléiade*. Marx explique que les prolétaires sont ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre comme source de revenu. En ce sens, les grandes grèves de 36, avec des tas d'employés qui font grève pour la première fois, est un véritable mouvement prolétaire. Dès les années soixante, j'ai développé l'idée d'un prolétariat très large, avec un éventail immense, dont la conscience de classe se perdait aussi à cause d'un stalinisme très fort. Voilà ce qu'était le prolétariat auquel il fallait rendre sa conscience. Lorsque je reviens à la IV^e Internationale, Mandel a alors la même conception que moi. La formule consacrée alors à la Ligue, après 68, est de dire qu'il nous faut aller « du noyau vers la périphérie ». Il fallait prendre conscience de ce qu'on était : la majorité de nos militants étaient de ce prolétariat-là, et non pas des ouvriers de l'industrie en bleu de travail. Puis, tout d'un coup, en 79, la majorité de la Ligue décide qu'il faut aller dans les bastions ouvriers, qu'il faut se faire ouvrier... Avec cette grille, ils ont perdu des tas de gens.

Emmanuel Valat : Tu décris notre situation actuelle comme à la veille d'une V^e Internationale, qui serait assez proche de la I^{re}. Quel avenir alors pour la IV^e Internationale ?

Michel Lequenne : Comme je vais toujours au bout de mes idées, il m'est arrivé de dire qu'il faut dissoudre la IV^e Internationale. Il y a des camarades qui m'ont répondu que dans des petits pays, comme au Luxembourg, s'il n'y a pas d'Internationale alors ils seraient complètement perdus. Le problème est moins de la dissoudre, que de la faire changer de nature, dans un mouvement vers une V^e Internationale, une Internationale de masse à construire sur le mouvement altermondialiste.

Denis Berger : En ce qui concerne la comparaison avec la I^e Internationale, on retrouve encore Marx qui considère qu'un nombre restreint de points d'accord suffit à faire une organisation et à la faire fonctionner. Donc cela pose le problème également de la question du parti : on rassemble des gens, mais pas sur la totalité d'une vision du monde, de sorte aussi qu'il ne puisse plus y avoir de parti d'avant-garde, dans

le style inimitable que nous avons connu. Comment pourrait-on faire en France par exemple pour faire vivre ce qui s'est affirmé notamment du côté des jeunes? Il faut être capable d'envisager toute une série d'actions contre l'oppression, où l'on ferait venir des sans papiers, des chômeurs, des précaires, des jeunes, etc.

Michel Lequenne : Il y a encore une chose nouvelle qui est très importante, ce sont tout simplement les nouveaux moyens techniques de discussion. Cela m'a frappé dès le mouvement polonais (Solidarność, NDR). Il n'y avait encore ni Internet, ni téléphone portable, mais c'est tout de même un mouvement où les gens intervenaient directement. En réalité on n'a plus besoin de leader maintenant, à la rigueur de porte-parole pour un moment. C'est aussi cette difficulté que l'on rencontre pour les prochaines présidentielles, nouvelle édition, qui ne devrait d'ailleurs pas exister parce qu'il ne devrait tout simplement pas y avoir de présidentielle. Aujourd'hui Internet multiplie tout texte ou toute proposition en milliers d'exemplaires. Le système des comités, c'est un système très bien, il n'y a aucune hiérarchie. Dans mon comité pour le Non par exemple, s'est établi un système vraiment démocratique. Dans les grèves de lycée, cela fonctionne aussi de manière très démocratique. Les gens ne veulent plus de mandat impératif. Il est tout à fait possible d'avoir un autre système de démocratie.

Denis Berger : Tous ces exemples que tu cites reposent sur la question du pouvoir. Je dirais que le pouvoir, ça commence dans le ventre de maman, ça continue dans la famille, à l'école, dans le milieu professionnel, et il faut ajouter, dans les organisations de masse, même quand elles sont critiques, même quand elles sont révolutionnaires. Les rapports ici et là de soumission à l'autorité sont des rapports qu'il faut condamner, bien qu'ils apparaissent cachés derrière un rideau démocratique.

Michel Lequenne : En ce qui concerne l'école, il y a eu des expériences extraordinaires, comme les écoles pilote. Ma fille a été scolarisée dans l'une d'elles. C'était complètement différent des lieux traditionnels : les tables et les chaises n'étaient pas fixes, les cloisons étaient mobiles, les enfants appelaient la maîtresse par son prénom, ils n'étaient pas notés, ils écrivaient sur des colonnes à propos de chaque exercice « je sais, je sais pas, je sais bien ». On a alors complètement saboté cela. Il faut reconnaître aussi que les gosses qui venaient de ces écoles avaient ensuite un mal de chien à s'intégrer dans les lycées publics, parce qu'ils n'avaient aucune habitude de l'autorité. Et les parents venaient aussi pour organiser des activités avec les enfants. Moi par exemple j'ai fait des ateliers sur Christophe Colomb, et d'autres venaient faire des ateliers de menuiserie. Tout ça est possible.

Emmanuel Valat : Des petits espaces utopiques alors?

Michel Lequenne : Ce n'est pas de l'utopie, c'est sortir de la sclérose du passé qui se répète. Oui, c'est de l'utopie, si on veut.

Theodor Wiesengrund Adorno. *La Métaphysique. Concept et problèmes*

Payot, collection Critique de la Politique, 2006¹
Traduction et présentation par Christophe David

La légende veut qu'Adorno, qui compte parmi les illustres fondateurs de la Théorie critique, ait fermé la porte de la petite salle de son séminaire de recherche, dès que les onze places disponibles aient été prises, dans une sorte de jeu de chaises musicales universitaire. S'il est connu que la théorie de la démocratie et sa pratique convergent rarement, la véracité de l'anecdote reste cependant à établir. Peu importe au fond, car les lecteurs de *La Métaphysique* jouissent tous du délicieux privilège d'assister en direct aux conférences adorniennes : l'ouvrage est la retranscription fidèle des cours magistraux que le philosophe a présentés devant les étudiants de l'Université de Francfort à l'été 1965. Les dix-huit chapitres du livre se font ainsi l'écho d'autant de séances, témoignant des rappels, précisions et reprises du professeur, qui affiche ses talents pédagogiques et une rare humanité. Contrairement à l'impression très académique que provoque le titre, *La Métaphysique* reconstitue une parole vivante, ouverte et souvent ironique. Parmi les phrases introductives, on trouve ainsi ce constat dépité : « De nos jours, la métaphysique passe pour un gros mot, à peu près dans le monde entier mis à part l'Allemagne, et qu'on associe à une sorte de spéculation vaniteuse, à un simple jeu de l'esprit ou à dieu je ne sais quel autre péché intellectuel. »

L'auteur rappelle que chez Nietzsche, la métaphysique est identifiée aux habitants des arrière-bois de l'Ouest américain, dans le double sens de la province perdue et d'une pensée supposant qu'il existe un monde *derrière* le monde que nous éprouvons. La question est de savoir ce qui se trouve au-delà du monde sensible. Voilà comment Adorno introduit le concept philosophique de transcendance, qui se distingue, par exemple, de l'obscurantisme astrologique. Élisabeth Tessier sera ravie de l'apprendre. Rapidement, l'exposé s'oriente vers le rapport fondamental entre, d'un côté, le monde empiriquement saisissable et, de l'autre, les concepts qui nous permettent de le nommer. Adorno touche le noyau du problème, déjà présent chez Aristote : les concepts sont-ils des simples signifiants d'une réalité factuelle, ou possèdent-ils leur propre existence substantielle ? En quelques mots, le philosophe francfortois saisit la querelle du nominalisme qui pointe ici, en passant par les philosophes de l'Antiquité grecque et par l'idéalisme allemand. Dans un même souffle, il renverse le positivisme sociologique et sa manie des définitions formelles, d'Auguste Comte au 11 mai 1965, date à laquelle il donne le cours dont il est question. En somme, la métaphysique décrit toujours des doctrines qui supposent que les concepts constituent une sorte d'objectivité propre, alors que la Théorie critique interroge ce lien entre sujet et objet. Selon Adorno, l'expérience singulière échappe toujours au concept, à des degrés divers, alors

que les multiples faits qui constituent le monde menacent, inversement, de nous étouffer par leur réalisme s'ils ne sont pas mis à distance par des conceptualisations critiques.

Cette argumentation originale et forte guide tout le cycle de cours, rappelant sans cesse la thèse de la *dialectique négative*², élaborée quelques années auparavant, notamment en opposition à la dialectique historique de Hegel. Chez l'auteur de la *Phénoménologie de l'Esprit*, le mouvement dialectique du monde et des concepts donne forme à la société et à l'État, faisant converger sujet et objet grâce au travail de l'esprit. L'esprit du monde s'affirme ici progressivement et positivement à travers l'histoire, aboutissant à une identité totalisante de la société. Adorno constate que pareille fusion est impossible, à moins de taire tout ce qui échappe au langage pur des concepts, c'est-à-dire en refoulant les particularités et éléments contradictoires de la vie. C'est un dilemme connu de l'écriture, où chaque phrase écrite omet une multitude de détails, d'aspects et de nuances. Ces aspects subordonnés ou écartés constituent une négativité face à l'ordre positif du monde et du fait accompli, négativité qui rend obsolète l'idée d'une totalisation historique définitive, d'une fin de l'histoire.

Vers la fin de l'ouvrage, après une série de détours éclairants, Adorno aborde trois subterfuges théoriques, qui prétendent échapper à cette tension permanente du particulier et de la totalisation, de la positivité et de ses négations. D'abord, il rappelle que le rejet de la métaphysique revient à reproduire ses propres travers, car on rejette alors un concept au lieu de saisir le problème, tout en restant précisément enfermé dans le cadre théorique de la métaphysique. Sur un autre plan, même Marx bute sur le caractère revêche de la négativité, lorsqu'il s'imagine que la négation de la négation puisse produire une humanité réconciliée avec elle-même, autrement dit une totalisation sans reste.

Enfin, la critique adornienne se moque des auteurs contemporains qui dénoncent avec verve la réification des relations sociales et du langage. Car les éléments rigide-ment objectifs prouvent que nul processus d'identification, aussi dialectique soit-il, n'arrive à dissoudre toutes les objectivations, à moins de dériver vers une pensée subjectiviste de la volonté pure. L'objectivité rigide des catégories de pensée de la philosophie métaphysique exprime non seulement une « société rigidifiée », mais rappelle aussi la « primauté de l'objet » devant la pensée, comme le souligne l'auteur dans le dernier chapitre.

L'exposé au sujet de la métaphysique concentre ainsi un ensemble de discours fondateurs de la Théorie critique, qui se construit contre l'idéalisme spéculatif, contre le positivisme froid et contre l'existentialisme pathétique. Ce condensé critique se lit d'une manière étonnamment facile, grâce au style accessible que l'auteur a choisi en face des jeunes intellectuels qu'il trouve en face de lui. Ce public est à la recherche d'arguments qui échappent à l'idéologie bureaucratique du marxisme soviétique, tout comme à l'emprise réactionnaire du jargon heideggerien, hier comme aujourd'hui.

110 | NOTES DE LECTURE

Nous savons que la pensée d'Adorno, loin de se limiter à des exercices philosophiques, a puissamment stimulé la révolte anti-autoritaire des étudiants allemands, qui éclate d'ailleurs à peine deux ans après le cours sur la métaphysique. Cela montre que l'émancipation peut jaillir de la déconnexion de la théorie et de la pratique, alors que leur fusion l'engloutit à coup sûr.

Reste à souhaiter que le caractère accessible de l'ouvrage, introduit par Christophe David, ébranle encore un peu plus les résistances françaises à la réception de la Théorie critique, résistances qui furent longtemps le fait d'une Sainte alliance entre stalinien et conservateurs. Parmi les ouvrages tirés des conférences d'Adorno, établis au sein d'une collection qui regroupe les publications posthumes (Suhrkamp, Francfort), un autre cours donné en 1960 mériterait particulièrement d'être traduit : *La Philosophie et la sociologie*. La Théorie critique, sommée de choisir entre les disciplines académiques, a toujours pris le chemin du dépassement et de la transgression des catégories traditionnelles. Comme la Métaphysique adornienne le montre, il s'agit de formuler une mise en relation fondamentalement différente du concept et de l'expérience.

Alex Neumann

¹ Adorno, *Metaphysik. Begriff und Probleme*, Suhrkamp, 1998.

² Adorno, *La Dialectique négative*, Payot, 2003.

Stephen Bouquin, *La Valse des écrous*

Syllepse, 2006

Les voitures, omniprésentes dans notre quotidien, sont un bien de consommation qui occupe une place de choix dans les processus du fétichisme marchand. Une industrie qui sert souvent de repère pour décrire les évolutions du capitalisme : autant dire que l'automobile est partout. Stephen Bouquin propose de décrypter, dans *La Valse des écrous*, les relations capital-travail au sein de cette industrie, rappelant que derrière la marchandise existe un monde d'antagonismes et de conflits sociaux.

Dans cet ouvrage tiré d'une thèse universitaire, la mise en évidence d'un espace conflictuel est au cœur du propos. L'auteur énonce, dès son introduction, que « défendre l'assertion d'une « lutte de classe » est inéliminable dans l'environnement inégalitaire privé-marchand » (p. 14) tout en se défendant de construire sa recherche sur des bases idéologiques. La lutte de classe y est perçue comme un combat s'appliquant autant par « en haut » que par « en bas », elle est analysée comme un affrontement entre le travail et le capital, ce dernier s'exprimant ici en particulier à travers les méthodes de management. La lutte de classe est définie comme « stimulateur incessant de recherche de plus-value relative » d'une part et comme « mise en question radicale de formes sociales fétichisées » d'autre part (p. 14). Ainsi prévenu de cette approche, le lecteur est invité à se détacher des grilles de lectures sociologiques trop simplistes de la relation salariale, pour aborder la question de l'industrie automobile sous l'angle de la conflictualité dans une interdisciplinarité où se rencontrent sociologies du travail et de l'emploi, sciences et économie politiques. « *La Valse des écrous* ne se conçoit donc pas comme l'étude du « postfordisme » ni du « néotaylorisme » ou de tout autre « isme », mais comme une tentative de mieux décrire, comprendre et expliquer les interrelations entre les transformations du travail, l'accumulation du capital et l'action collective. » (p. 17) Cette valse se danse en trois temps de recherche et d'analyse. Une première partie permet de contextualiser l'industrie automobile et présente ses modes de production dans leur relation au travail. On trouve dans une seconde partie une analyse de différents recours ou organisations du travail (automatisation, groupes de travail, flexibilité du temps de travail, intérim, sous-traitance...) et des résistances qui s'expriment à ces occasions. Enfin, une troisième partie présente deux monographies, mettant en situation les enjeux des transformations du travail dans l'industrie automobile, ainsi que les conflits et résistances qu'elles font apparaître.

Dans une première partie, que l'on pourrait redouter trop théorique, l'auteur

déconstruit un discours ambiant sur l'environnement hostile auquel cette industrie serait confrontée et qui légitimerait les orientations – ou sacrifices – que le management cherche à faire peser sur le travail vivant. L'enjeu est de « fournir une *doxa* qui justifie la course à la productivité avec des arguments externes. » (p. 24) Par exemple, Bouquin propose une analyse critique de l'industrie automobile japonaise longtemps présentée comme un ennemi industriel redoutable et un modèle d'organisation de la production et de soumission des travailleurs. Il rappelle que le syndicalisme japonais d'après-guerre fut hautement conflictuel et que l'adhésion syndicale y était très importante. L'exemplarité japonaise est donc tout à fait relative. La combativité ouvrière japonaise ne s'est essouffée qu'après la répression anti-syndicale, la création d'une confédération d'obéissance atlantiste et un « travail de sape patronal au sein des entreprises » (p. 28). Ce n'est qu'à partir du renversement du rapport de force, en 1955, que le Japon devient un modèle industriel.

L'ouvrage s'attache à décrire les différents modèles productifs tout en montrant comment, si les formes d'organisation de la production diffèrent, les objectifs d'accumulation du capital et de contrôle du travail restent les mêmes. Ainsi, une notion permettant de comprendre la mutation incessante de l'industrie automobile est introduite : « la restructuration permanente¹ » (p. 47). À travers ce récit économique, l'auteur rappelle une histoire des résistances ouvrières.

C'est là que se trouve un des intérêts principaux de ce livre. Les mutations de l'industrie automobile « en crise » y sont présentées en fonction de luttes et de conflits sociaux. Bouquin décortique ainsi différentes réorganisations de la production, sous l'angle du travail, en commençant par un retour sur les luttes contre l'organisation taylorienne de l'usine à partir de 1968. Puis, dans un enchaînement chronologique, l'auteur montre les stratégies du management pour contrôler les résistances et le travail ouvrier. À travers la question des revendications salariales, on trouvera par exemple une analyse de la situation des OS immigrés dans les années soixante-dix, main-d'œuvre d'appoint, combinant bas salaires et conditions de travail difficiles. Malgré un déterminisme sociologique qui verrait là une impossibilité de lutter, l'auteur écrit que « l'ampleur des actions menées par les OS immigrés démontre bien comment une catégorie a su développer une action collective par-delà les origines et les différences, qu'elles soient nationales, rurales, urbaines, linguistiques ou religieuses... L'hétérogénéité n'est donc pas un obstacle insurmontable, et se voit donc relativisée dès lors que le rejet du statut d'OS cimenter le groupe. » (p. 84) Cela au moment où les politiques patronales étaient marquées par la « francisation » et le discours du PCF par le fameux « produisons français et achetons français ». Les stratégies syndicales de la période 1970-1980, hésitant entre revendication salariale et organisation du travail, sont également questionnées.

C'est ensuite l'introduction de l'automatisation et de la robotisation qui est traitée, remettant une fois de plus en cause les résistances ouvrières et redéfinissant les cadres de l'action collective. Cette question est abordée sous un angle comparatif à travers les

exemples français, italien, allemand et japonais. On y voit comment le « travailleur collectif » y est déstructuré et les syndicats amenés sur le « terrain patronal de la productivité » (p. 100). Dans ces différents cas, l'innovation technique apparaît comme un objectif de contrôle du travail vivant et d'autonomisation de la production par rapport à celui-ci, alors que « la réduction du nombre de salarié(e) s ne forme qu'une des facettes et qu'une des options possibles afin de réaliser la meilleure équation possible » en termes d'économies (p. 108).

Toujours dans une optique comparative, l'organisation par *teamwork* ou « travail en groupe », introduite dans les années quatre-vingts, est analysée. Cette forme d'organisation est à la fois une implication contrainte, mais aussi une forme de « bouclier social » pour les collectifs de travail (p. 111), permettant de s'opposer dans certains cas à la rationalisation managériale.

Viennent ensuite les années quatre-vingt-dix avec l'aménagement et la réduction du temps de travail. « Depuis quinze ans, se substituent aux temps homogènes, collectifs et standardisés les temps flexibles et extensibles, à amplitude et intensité variable. Paradoxalement, cette évolution a pris corps au travers de la problématique de la réduction du temps de travail. » (p. 131) L'auteur s'interroge : comment une revendication syndicale devient-elle outil de rentabilité? Il apporte des éléments de réponse en traitant de son application en France et en Allemagne. Dans les deux cas, la réduction du temps de travail a été un vecteur d'introduction de flexibilité et une soumission du temps aux logiques de rentabilité.

Enfin, la question de la sous-traitance et de l'intérim est abordée. Le recours à la sous-traitance permet de contourner l'espace oppositionnel que constituent les collectifs de travail. Elle permet par exemple d'extraire nombre de salariés du champ des négociations. L'auteur montre toutefois comment, dans certains cas, les mobilisations ouvrières ont pu s'opposer à cette tendance. D'autre part, l'industrie automobile est un des premiers secteurs ayant recours au travail intérimaire. « Le recours à l'intérim agit [...] comme un mode de gestion des ressources humaines » (p. 155), et permet encore de casser l'unité des collectifs de travail. Une fois de plus, le déterminisme d'une certaine sociologie verrait dans ce travail extériorisé la fin irréversible des résistances ouvrières. Bouquin montre pourtant comment de nouvelles formes de résistance se développent face à ces nouvelles formes de surexploitation, « [...] difficulté n'est pas impossibilité. La première conclusion qui s'impose à nos yeux est d'une simplicité déroutante, mais souvent omise : nulle fatalité sociologique dans l'inaction et la passivité. » (p. 161)

Tout au long de cette partie l'auteur reste fidèle à son hypothèse de « centralité des antagonismes sociaux » (p. 111). Apparaît en effet la tension qui habite l'usine, où se manifestent desseins managériaux de contrôle du travail et résistances ouvrières. « On peut effectivement parler de contre-mobilisation dont l'objectif était également de modifier dans l'activité laborieuse le rapport de forces avec les collectifs de travail en faveur du management. » (p. 163)

Une fois le lecteur familiarisé avec les problématiques propres à l'industrie automobile, l'auteur l'emmène au cœur de deux usines : RVI-Blainville et Volkswagen-Bruxelles. À travers ces deux études de cas, Bouquin montre une fois de plus son attachement à une approche en termes d'antagonismes sociaux et donne la parole aux ouvriers et ouvrières, parfois syndicalistes. En présentant l'historique et le contexte politique de chacun de ces sites, on voit comment chaque usine, chaque région, chaque tradition locale forge les rapports de force de manière différente.

Dans le cas de RVI-Blainville, on retiendra en particulier la question de la précarité et l'analyse de la segmentation ainsi établie entre les ouvriers, le rejet de l'organisation taylorienne et la revendication de décloisonnement de la conception et de la réalisation, les conséquences sanitaires de l'intensification du travail. On découvre le récit d'une grève où l'auto-organisation des formes d'action ouvrière démontre son efficacité face au syndicalisme traditionnel et permet de dépasser les divisions liées aux classes d'âge. « L'analyse de ce conflit inattendu indique l'existence de liens sociaux en milieu ouvrier qui se trouve aux antipodes de bon nombre d'analyses. Elle montre, entre autres, que la solidarité intergénérationnelle peut se retisser au travers d'un rapport renouvelé à l'action collective. » (p. 203) Enfin, il apparaît à quel point le « sentiment d'injustice apporte une clef de réponse » (p. 208) pour comprendre comment un collectif de lutte peut se former et développer sa combativité². Cette monographie « permet de comprendre le réel du travail comme ne relevant pas uniquement du despotisme du capital mais aussi de la résistance à celui-ci. » (p. 212)

En ce qui concerne Volkswagen-Bruxelles, il est intéressant d'observer comment se construit un pôle syndical oppositionnel sur un site marqué par un syndicalisme clientéliste et gestionnaire. Le comportement paternaliste de la direction en est contraint à se modifier. Bouquin montre comment cette usine subit ce qu'il avait nommé plus haut « la restructuration permanente ». On y suit le processus de transformation d'une organisation taylorisée du travail, à une organisation reposant sur le flux tendu. Face au rapport de force établi par le syndicalisme oppositionnel, la direction peine à imposer ses orientations. La direction du syndicat elle-même semble pousser la section à s'engager dans la voie de la cogestion. Des résistances ouvrières s'expriment face à l'intensification du travail : sabotage et faible implication des ouvriers dans les cercles de qualité. Pour arriver à ses fins, la direction cherche par tous les moyens à renverser le rapport de force, plombant ainsi les relations de travail. Une liste noire est constituée, regroupant les salariés « trop fréquemment malades, absents ou considérés comme agitateurs. » (p. 253) Malgré un chantage à la fermeture du site, une gestion autoritaire du personnel et une captation du syndicalisme sur le terrain patronal de la profitabilité, cela ne suffit pas pour discipliner les collectifs de travail et n'empêche pas « l'importance des résistances latentes ou informelles, ainsi que l'existence de nouvelles contradictions. » (p. 256).

La Valse des écrous ne s'égare pas dans des spéculations théoriques et se refuse de tomber dans des travers déterministes. Objectif rempli, notamment grâce aux obser-


vations et analyses de terrain. Les innovations dans l'organisation du travail apparaissent comme une volonté de faire taire les contestations ouvrières, ou encore comme la recherche d'une main-d'œuvre dépourvue d'expérience des mouvements sociaux. Les contradictions de l'idéologie de la participation sont exposées : implication des subjectivités ouvrières et subordination structurelle. Le chantage fallacieux aux contraintes économique est démasqué. La mise sous contrôle des ouvriers apparaît comme une part centrale du processus de production.

Disparition de la classe ouvrière? Pacification des rapports sociaux? *La Valse des écroulés* montre qu'il n'en est rien. Elle propose un regard critique sur l'industrie automobile permettant de comprendre son évolution, de voir les subjectivités ouvrières qui la composent, et semble fournir un exemple à la fois typique et hétérogène des relations conflictuelles entre le capital et le travail.

J. Bordier

¹ Ne pourrait-on pas mettre en relation ce concept avec celui d'état d'urgence permanent développé par Giorgio Agamben, prétexter la crise pour construire un paradigme de gouvernance? Voir par exemple *Moyens sans fins. Notes sur le politique*, Payot & Rivages, 1995.

² Un sentiment d'injustice qui nous rappelle le « cri » sur lequel s'ouvre le livre de John Holloway, *Change the world without taking power*, 2002, Pluto Press. Voir aussi *Variations*, printemps 2006.



Mathieu Colloghan (Dir.), D'autres mondes sont possibles. Retour sur les forums sociaux mondiaux,

Seca, 2006

Bonfiglioli/Budgen (Dir.), La Planète altermondialiste. Guide critique

coll. La Discorde, éditions Textuel, 2006

Alors que les études historiques au sujet des Internationales ouvrières abondent, le phénomène des Forums sociaux mondiaux, amorcé en 2001, ne fait pas encore l'objet de recherches universitaires. Deux livres tentent de saisir la pluralité des vues et des courants qui traversent le mouvement contemporain pour un autre monde. Les deux ouvrages collectifs expriment un point de vue politiquement engagé, le premier ouvertement, au nom des *Alternatifs* (Mathieu Colloghan), le second d'une manière plutôt voilée, en faveur de la *LCR* (Bonfiglioli/Budgen).

Tous deux se heurtent à la difficulté de définir une position théorique cohérente, à partir de laquelle les arguments et motivations des nombreux acteurs de l'altermondialisme puissent être cernés d'une manière critique. L'ouvrage des *Alternatifs*, *D'autres mondes sont possibles*, contourne cet obstacle d'une manière assez élégante, en livrant une documentation éclectique des discours, expériences et luttes des personnes parties prenantes du mouvement global. Cette approche correspond manifestement à la vision d'un des principaux initiateurs des Forums, Chico Whitaker, pour qui l'altermondialisme doit formuler et rassembler des propositions particulières, diverses, afin d'éviter d'accoucher d'une synthèse politique appauvrie. L'autre ouvrage, *La Planète altermondialiste*, évoque l'inspiration théorique et éthique de Whitaker : la théologie de la libération. Michael Löwy en présente les fondateurs spirituels (Leonardo Boff et Frei Betto), au cours d'une des contributions les plus éclairantes. Pareil lien entre la théorie et l'engagement n'apparaît que très rarement dans les deux ouvrages, ce qui est plus gênant dans le cas de la contribution trotskiste, qui voudrait analyser les influences intellectuelles de l'altermondialisme.

D'autres mondes sont possibles apporte une pierre plus chatoyante, quoique moins lourde en apparence, en livrant des témoignages authentiques de quelques-unes des figures les plus en vue. On y tombe sur quelques perles et notamment sur de petits

essais d'Arundhati Roy, femme de lettres indienne très engagée, dont l'un est intitulé *Les dindes aiment-elles Thanksgiving?* On trouvera aussi des entretiens avec Raoul Pont (ancien maire de Porto Alegre et représentant de l'aile gauche du Parti des travailleurs du Brésil), avec Luciano Brunet (responsable du budget participatif), ainsi qu'avec Vilson Santin (dirigeant du Mouvement sans terre). Le zapatisme est abordé par Gerardo Fernandez Casanova, du journal mexicain *La Jornada*, mais le sous-commandant Marcos est absent de la publication. De même, les mobilisations européennes de la dernière période ne font pas partie du panorama. Si proche, si loin? En revanche, la plupart des appels des mouvements sociaux, lancés à l'occasion des Forums mondiaux, sont ici reproduits. Au milieu de ces contributions s'affichent des comptes-rendus et des commentaires, journalistiques, ironiques ou anecdotiques. Par moments, le lecteur se trouve plongé dans l'ambiance euphorique du village global.

La Planète altermondialiste vise plus haut, mais tombe à plat. L'ouvrage se veut un guide critique de la pensée des figures de proue intellectuelles, mais il sème la confusion. Pierre Bourdieu se voit affublé du titre de « social-démocrate radical », expression hautement contradictoire et inappropriée, au vu des articles politiques du sociologue. La préface, tout comme la plupart des textes, se réfèrent à un hypothétique clivage idéologique qui opposerait « l'anti-capitalisme » et « l'anti-libéralisme », mais aucun des termes n'est explicité. Il s'agit de coquilles rhétoriques qui ne disposent pas de la force d'un concept. Les auteurs du livre ignoreraient-ils que le libéralisme désigne des courants progressistes dans le monde anglophone?

Les coordinateurs nous avertissent que l'unité de la théorie et de la pratique, exigée par Lénine, est impossible, entraînant la « revalorisation du pluralisme » des conceptions. Pourtant, des commentateurs comme Callinicos et Bensaïd défendent un léninisme tout à fait classique dans leurs critiques de Negri et de Holloway, tandis que leur représentation de la prise du pouvoir traverse l'ouvrage comme un fil rouge. Cela apparaît nettement dans les chapitres accordés aux organisateurs et aux responsables politiques servant de référence au sein de l'altermondialisme, et qui occupent une série de chapitres (Bernard Cassen, Hugo Chávez, Susan George, Naomi Klein, Marcos). Comme ces figures politiques n'ont qu'un rapport lointain avec les constructions théoriques en jeu, les passages qui leur sont consacrés ont été confiés à des militants de base de la LCR, qui parfois se laissent aller en parlant du « beau processus de conscientisation des masses ». Retour de Lénine, qui voulait apporter la conscience aux masses depuis l'extérieur, étant donné que leur propre expérience était supposée s'arrêter à un vague syndicalisme apolitique. Cette optique militante ne va pas sans un certain tropisme. Au sujet de Cassen, président d'ATTAC! et co-responsable d'une fraude électorale au sein de son association, l'une des contributions juge : « S'il doit faire face aux accusations d'autoritarisme, il n'est pas désavoué par une base militante qui refuse de se mêler des conflits ». Appréciation erronée, puisque la direction d'ATTAC! a démissionné au cours de cet été; témoignage d'un bel esprit bureaucratique.

118 | NOTES DE LECTURE

Daniel Bensaïd accompagne cette démarche par l'étayage d'un matérialisme historique à l'ancienne qui ne connaît que des révolutions « bourgeoises » ou « prolétariennes », cherchant à faire taire les critiques envers sa propre position grâce à une argumentation philosophique sans failles : « Lénine était le plus avisé, qui distinguait la maladie sénile du socialisme parlementaire de la maladie infantile du communisme. On peut guérir de la seconde, on survit rarement à la première » (p. 130). Le philosophe se montre enclin à faire survivre sa vision infantile de la dictature du prolétariat par le recours au charisme du président Chavez. Au sein du même ouvrage, il se voit judicieusement contredit par Sébastien Ville, soulignant que seul le contre-pouvoir contestataire de la rue était en mesure de neutraliser la tentative de coup d'État à l'encontre de la république bolivarienne, en 2002. Le pouvoir de dire non, voilà un thème cher à Holloway.

Au cours de l'ouvrage, on mobilise Lénine contre Negri, Engels contre Foucault, on oppose Cassen, Chevènement et Castro à Holloway, on loue le keynésianisme étatique de Stiglitz. Manifestement, la critique du pouvoir, de l'État et de l'électoratisme fait peur. Vers la fin du livre, le lecteur découvre le visage souriant de l'altermondialisme, celui du féminisme et de la « dissidence démocratique », portés par Arundhati Roy et Aminata Traoré ; l'Inde et l'Afrique volent à notre secours.

Il serait préférable de donner la parole aux théoriciens altermondialistes eux-mêmes à la prochaine occasion, bien que l'ouvrage contienne trois chapitres intéressants sur une vingtaine au total.

Sascha Goldwasser; doctorant en philosophie à l'Université de Strasbourg, militant d'ATTAC!

Antoine Artous, **Le fétichisme chez Marx** **Le marxisme comme théorie critique** Syllepse, Paris, 2006

Contrairement à ce que son titre pourrait laisser suggérer, l'ouvrage d'Artous ne se limite pas à un simple travail d'exégèse sur l'un des concepts les plus fameux du corpus marxien, celui de fétichisme. Son objectif est plutôt d'éprouver la pertinence de ce concept pour penser les rapports sociaux capitalistes. En discutant certains prolongements donnés à la théorie marxienne du fétichisme, par Lukacs et Pakusanis notamment, et en montrant que cette théorie permet d'engager un dialogue fécond avec des auteurs non-marxistes, comme Weber ou Foucault, Artous souligne la richesse de cette catégorie de fétichisme, y compris pour penser un certain nombre de points aveugles légués par la tradition marxiste.

Retour sur la théorie marxienne de la valeur

D'abord, pourquoi s'intéresser spécifiquement à la catégorie de fétichisme? C'est que, pour Artous, cette catégorie se trouve au centre de la problématique de Marx. Il prend à rebours aussi bien les lectures orthodoxes que celles d'inspiration althussérienne, qui tendent à interpréter le passage du *Capital* consacré au fétichisme comme une digression d'ordre philosophique (plus ou moins heureuse), dans un ouvrage à vocation scientifique. En fait, cette question du statut de la théorie du fétichisme, au sein de l'ensemble de la conceptualisation marxienne, est liée à celle, plus fondamentale, de l'interprétation qu'il convient de faire de la théorie marxienne de la valeur.

Trop souvent, aux yeux d'Artous, cette théorie de la valeur a été lue comme une simple reprise de la théorie de la valeur-travail, déjà formulée par les classiques (Ricardo notamment). Cette lecture conduit à masquer ce qui constitue le véritable apport de Marx. Car la question qu'il pose est tout autre que celle posée par les classiques. Son problème n'est pas celui de la *mesure* de la valeur (ce qui revient à admettre d'emblée que les marchandises ont une valeur); c'est celui de l'origine, ou plutôt du *fondement* de la valeur. Pourquoi, dans les sociétés capitalistes, les produits du travail prennent-ils la forme de marchandises, sont objectivés socialement comme dotés d'une valeur? Réponse de Marx : la valeur, qui *paraît* une qualité naturelle, inhérente aux produits du travail, n'est en fait que la représentation objectivée socialement du travail abstrait, c'est-à-dire de la forme que prend le travail social en régime capitaliste. En d'autres termes, la valeur cristallise les rapports sociaux qui se nouent dans le procès de travail capitaliste. Marx opère donc, au travers de sa théorie de la valeur, une dénaturalisation des rapports marchands, ce qui contraste bien sûr avec la préoccupation qui était celle des classiques.

Artous qualifie la théorie marxienne de « *théorie de la forme valeur des produits du travail* » à la suite de Jean-Marie Vincent, à qui il dédie son livre.

Désenchantement du monde et fétichisme

On comprend mieux, dès lors, pourquoi le fétichisme occupe une place cardinale. Ce concept ne désigne rien d'autre, en effet, que le voile pudique jeté sur cette origine de la valeur. Plus précisément, ce concept a vocation à rendre compte de la forme d'opacité spécifique qui caractérise les rapports sociaux capitalistes. Chaque système social engendre des formes d'opacités spécifiques. En ce qui concerne les formes pré-capitalistes, cette opacité tient à l'inscription des rapports sociaux de production dans des rapports de dépendance personnelle (maître/esclave, seigneur/serf...), eux-mêmes légitimés en référence à un ordre naturel ou cosmique.

Force est de constater que, de ce point de vue, le capitalisme représente une rupture. L'ère bourgeoise est marquée par un mouvement de « *désenchantement du monde* » (Weber). Marx enregistre parfaitement cette rupture; c'est pourquoi il souligne que le salarié moderne ne vend pas sa personne, mais sa seule force de travail (le rapport salarial n'est donc pas assimilable à une dépendance personnelle). Pour autant, Marx voit aussi que, malgré le retrait des Dieux hors de la vie de la Cité, les rapports sociaux capitalistes ne se donnent pas pour ce qu'ils sont – à savoir des rapports d'exploitation. Au contraire, ils s'objectivent dans la représentation sociale de l'objet – et de la force de travail – comme marchandise; ils prennent la forme d'un rapport entre choses, auquel on attribue, fantasmatiquement, le pouvoir de configurer l'ordre social. C'est pour rendre compte de cette forme d'opacité spécifique, consistant à chosifier un rapport social, que Marx mobilise la catégorie de fétichisme, initialement destinée à caractériser les formes de religiosité les plus primitives et le fait d'adorer un objet auquel on attribue des pouvoirs divins. Cet emprunt a d'abord une fonction critique : une catégorie désignant une forme archaïque est utilisée pour appréhender certains caractères des sociétés dites les plus développées.

Ces formes d'opacités spécifiques générées par chaque système social, comme y insiste à juste titre Artous, ne relèvent pas d'une simple illusion, justifiant *a posteriori* des rapports de production qui pourraient subsister idéalement en dehors d'elles. Ces représentations sociales *constituent* les rapports sociaux qu'elles servent à légitimer. Elles en sont le présupposé, la condition. Leur réduction à un simple reflet, plus ou moins déformé, des conditions matérielles de la production, peut s'autoriser, il est vrai, de certains textes de Marx. Elle est surtout devenue un véritable lieu commun du marxisme ultérieur. Ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'ouvrage d'Artous que de rompre définitivement avec ce lieu commun. Il établit d'ailleurs, de façon convaincante, que l'effort constant de Marx pour penser la dimension idéale des rapports sociaux cadre mal avec cette théorie de la représentation-reflet.

Fétichisme de la marchandise et fétichisme de la production

Un des autres apports majeurs de la réflexion d'Artous concerne la théorie du fétichisme

chisme elle-même. On réduit souvent cette théorie à celle du fétichisme de la marchandise. Or, il est possible de montrer que, dans les textes qu'il consacre à la « *subsumption réelle du travailleur sous le capital* », Marx dévoile un second fétichisme : celui qui est propre à l'organisation capitaliste de la production. Le concept de « *subsumption réelle* », en effet, désigne le fait que, dans le procès capitaliste de production, le travailleur, en plus de ne pas être propriétaire des moyens de production (« *subsumption formelle* »), perd toute maîtrise de ce procès. En d'autres termes, le travailleur se voit transformé en simple auxiliaire des moyens de production (via le machinisme, son confinement à des tâches de simple exécution, etc.). Par conséquent, ces moyens de production apparaissent comme étant eux-mêmes sources de valeur (comme en témoigne la distinction, propre à l'économie bourgeoise, du capital circulant et du capital fixe, qui cache la différence radicale entre force de travail et moyens de production). Marx suggère lui-même la parenté de cette représentation avec celle du fétichisme de la marchandise. Étant précisé que, dans ce dernier cas, le fétichisme prend la forme d'une « *chosification des rapports sociaux* », alors que, dans celui de l'organisation, sa forme est plutôt celle d'une « *personnification des choses* » (les moyens de production en tant que personnification du capital).

En dégagant un fétichisme propre à l'organisation capitaliste de la production, distinct de celui de la marchandise, Artous exploite à fond une intuition de Marx, à laquelle ce dernier, on le verra, n'a pas toujours su rester fidèle. Car cet élargissement de la théorie du fétichisme est lourd d'implications théoriques. En particulier, il conduit à rompre avec la définition marxiste classique du capitalisme comme simple généralisation des rapports marchands. S'il est vrai que l'organisation capitaliste engendre des formes d'opacité et de domination irréductibles à celles générées par les rapports marchands, il faut en conclure que le capitalisme se définit aussi par l'institution de formes organisationnelles spécifiques. Cela implique en outre que la forme organisée de production ne peut suffire à elle seule à définir le socialisme. La tradition marxiste, y compris Marx lui-même, a eu tort d'identifier celui-ci au passage de la forme marchande de production à son organisation planifiée. L'organisation elle-même peut devenir une forme sociale fétichisée, peut donner lieu à des rapports de classe. L'abolition du marché n'est pas synonyme de la fin de l'exploitation. On le voit, en soulevant l'idée d'un fétichisme de l'organisation, la réflexion d'Artous nous confronte à des questions majeures pour l'élaboration d'un « *socialisme du XXI^e siècle* ».

Théorie du fétichisme et théorie de la réification

Les textes de Marx consacrés à l'organisation capitaliste ont été lus attentivement par de nombreux auteurs marxistes, en particulier Lukacs, qui constate et anticipe le fait que le développement du capitalisme aboutit à une minoration des rapports directement marchands, et à une augmentation de la forme organisée de production. Dans *Histoire et conscience de classe*, Lukacs élabore une théorie de la réification destinée à tenir compte de cette évolution ; il introduit à ce titre une série d'inflexions notables dans la théorie marxienne du fétichisme.

À la différence de Marx, Lukacs part du procès de production immédiat (il élude le moment spécifique des rapports marchands). Et il repère, dans ce procès, une mise en œuvre effrénée du « *principe de rationalisation sur la base du calcul* » (Weber). En d'autres termes, l'organisation capitaliste n'est pas seulement le lieu d'une extorsion du surtravail; elle se caractérise aussi et surtout par une perte des propriétés qualitatives et individuelles du travail humain, sous l'effet de la quantification du travail opérée dans le procès de production capitaliste. Par conséquent, il faut radicaliser la théorie du fétichisme. Ce ne sont plus seulement les rapports sociaux qui se trouvent chosifiés, mais les individus eux-mêmes. Cette logique de réification ne touche pas que le procès de production. Elle tend à envahir la totalité de l'espace social, jusqu'à impliquer les formes juridiques, politiques, voire scientifiques qui accompagnent l'essor de la société bourgeoise.

Mais, pour Artous, cette théorie de la réification, aussi impressionnante soit-elle, sous-estime les contradictions propres aux rapports sociaux capitalistes. Si, dans le rapport salarial, le travailleur est réduit à l'état de simple chose, il n'existe plus aucune différence fondamentale entre ce rapport et celui qui unit un maître et son esclave, ou un seigneur et un serf (dans lequel, effectivement, le travailleur n'est plus une personne, mais une chose). Lukacs abolit la spécificité du rapport salarial d'exploitation. Le salarié moderne met à la disposition du capitaliste non sa personne tout entière, mais seulement sa force de travail. Son statut est donc contradictoire : il est à la fois sujet de droit et objet du despotisme d'usine. De même, l'analyse lukacienne des formes politiques de la société bourgeoise reste unilatérale. Dans le sillage de Weber, l'auteur d'*Histoire et conscience de classe* définit l'État moderne comme un appareil bureaucratique, dans lequel la volonté collective se trouve réifiée. Cette définition comporte assurément une part de vérité. Mais l'État moderne est aussi un État censément représentatif, fondé sur la prétention de liberté et d'égalité.

Cette critique de Lukacs permet de réaffirmer une nouvelle fois que les formes de représentations sociales des rapports sociaux, tout en étant sources d'opacité, ne sont pas réductibles à de simples illusions, à des faux-semblants. Le propre de la théorie du fétichisme de Marx, c'est justement de montrer que les rapports sociaux capitalistes ne sont pas transparents à eux-mêmes, sans pour autant rabattre ces rapports sur des rapports de dépendance personnelle. L'exploitation, en changeant de visage, modifie sa nature. Dans le capitalisme, les individus paraissent dominés par des choses, des « *abstractions* » (Jean-Marie Vincent), *mais pas par des personnes*. Ce que dit précisément le concept de fétichisme.

Le sujet juridico-politique et le travailleur parcellaire

On peut maintenant en venir à ce qu'Artous désigne comme « *l'autre face* » de la théorie du fétichisme, à savoir les formes d'individuation portées par le double mouvement de « *chosification des rapports sociaux* » (fétichisme de la marchandise) et de « *personnification des choses* » (fétichisme de l'organisation).

Le procès d'échange est à l'origine d'une première forme d'individuation (comme l'indique Marx en ouverture du chapitre II de la section I du livre I du *Capital*). Car, dans l'échange marchand, les individus se reconnaissent réciproquement comme des individus libres et égaux. La figure du sujet juridico-politique moderne s'inscrit donc dans la relation marchande comme son présupposé. Encore une fois, il ne s'agit pas d'une simple illusion, mais d'une forme sociale objective, comme en témoigne l'existence d'institutions juridiques spécifiques (qui signale l'autonomisation de la sphère du droit dans les sociétés capitalistes). Le fétichisme de la marchandise se double d'un « *fétichisme juridique* » (Pakusanis), par lequel les rapports sociaux capitalistes s'annoncent comme le résultat de rapports interindividuels.

Une seconde forme d'individuation, contradictoire avec la première, naît de la « *subsumption réelle du travailleur sous le capital* ». Au sein de l'entreprise capitaliste, le travailleur n'est plus seulement ni essentiellement un sujet juridique; il devient un objet, parmi d'autres, du despotisme d'usine. Il prend la forme du travailleur parcellaire, de l'individu standardisé. Le mécanisme social, qui sous-tend ce second procès d'individuation, se déroule *dans* et surtout *hors* de la sphère de la production : au travers de l'habitat, de l'éducation, de la santé... L'État joue un rôle clé lors de ce second procès : il impulse des politiques dans les domaines précités, et reproduit en son sein des facteurs de standardisation. Toutefois, cette production du travailleur parcellaire n'implique pas des formes de domination *directe* des individus. Artous mobilise, pour illustrer ce point, les analyses de Foucault. L'auteur de *Surveiller et punir* montre, en effet, que l'État moderne recourt à des dispositifs disciplinaires en rupture avec la domination directe sur les corps exercée par le pouvoir politique au Moyen Âge.

Pour Artous, la dynamique conflictuelle du capitalisme s'inscrit dans la contradiction entre sujet juridico-politique et travailleur parcellaire. Ce qui peut être discuté. Car la figure du sujet juridico-politique moderne, contrairement à ce que paraît supposer Artous, n'est pas homogène. Elle n'englobe pas seulement la position de l'autonomie de la personne (liberté de vivre à sa guise, avec d'autres et en contractant avec d'autres), mais aussi celle du citoyen souverain (liberté de participer, à égalité avec les autres, à la formation de la volonté commune). Les auteurs libéraux comme Constant s'emploient à nier le caractère moderne de l'autonomie du citoyen-souverain, en la subsumant sous la catégorie de « *liberté des Anciens* ». Erreur qui manifeste l'extériorité de la pensée libérale par rapport à l'aspiration démocratique, considérée dans sa complexité antinomique (émancipation individuelle – de l'homme – *et* collective – du citoyen). Erreur que reproduit, à des fins critiques Artous, en identifiant purement et simplement la figure du sujet moderne à l'individualisme marchand.

Le fétichisme du plan

Plus intéressant est l'ultime chapitre de l'ouvrage d'Artous, qui examine, à propos de la délicate question de la nature du socialisme, les implications du nécessaire élargissement de la théorie du fétichisme au-delà du seul fétichisme de la marchandise. À

quoi ressemblerait une société débarrassée de tout fétichisme? On sait que Marx répond à cette question par l'idée de « *plan concerté* ». Dans une société où, sur la base d'une propriété commune des moyens de production, l'activité économique prendrait une forme planifiée, les rapports sociaux deviendraient simples et transparents. En répondant ainsi, Marx se montre curieusement infidèle à son intuition d'un fétichisme propre à la forme organisée. En témoigne, notamment, la comparaison qu'il instaure entre la démarche de Robinson Crusoë, notant sur un cahier les tâches déjà effectuées et celles demeurant à accomplir, et la logique prévalant dans la future société communiste. La planification, même concertée, à l'instar de celle réalisée au sein de la firme capitaliste, correspond à une *forme sociale*, cristallisant le travail social obtenu par la coopération entre les divers producteurs. En d'autres termes, l'opération consistant, d'après un plan, à transformer une multitude de forces de travail individuelles en une seule et même force de travail sociale, n'est pas réductible à une « *administration des choses* », à une opération de simple technologie sociale.

Il manque donc à Marx, en dépit de certaines de ses intuitions, une analyse du plan comme rapport social de production. La remarque vaut également pour le marxisme ultérieur. Trotski, par exemple, dont le mérite est d'apercevoir que, sur la base des contradictions d'une économie étatisée et planifiée, peut s'édifier une bureaucratie, refuse néanmoins d'envisager que cette couche sociale puisse intervenir dès le procès de production (il circonscrit son action à la sphère de la répartition). A-t-on besoin de dire que l'absence d'une caractérisation du plan comme *facteur possible de classe* a pesé lourd dans le destin des régimes se réclamant du marxisme? Il ne s'agit pas, néanmoins, pour Artous, de rendre Marx responsable de ce destin, mais seulement d'admettre que les erreurs commises dans les pays du « socialisme réel » sont venues combler des lacunes internes à la théorie de Marx, en jetant sur elles une lumière crue.

Au final, on sort de la lecture de l'ouvrage d'Artous convaincu de l'immense chantier théorique ouvert à tous ceux pour qui la critique des rapports sociaux capitalistes continue de devoir se nourrir de la référence à Marx. Quel statut accorder aux pré-suppositions juridico-politiques contenues dans les rapports marchands et organisationnels? Quel rapport entre capitalisme, marché et organisation? Comment penser, dans une société socialiste, l'articulation entre les formes marchandes, organisées et associatives de production? On le voit, il n'est plus souhaitable de se contenter de simples ajouts à la théorie de Marx, ni même de corrections à la marge. C'est à une tâche de reconstruction du marxisme que les marxistes contemporains sont confrontés. En dégageant la possibilité d'un fétichisme de l'organisation, en établissant que le capitalisme se définit aussi par le développement de formes administratives spécifiques (et pas seulement par le marché), en soulignant que le socialisme ne saurait s'identifier à la forme organisée de production, nul doute que le travail d'Artous apporte une très utile contribution à cette entreprise.

Guillaume Collinet, enseignant en philosophie (Paris)

Altermondialisme – Anticapitalisme Pour une cosmopolitique alternative

**Appel au Congrès Marx International V
Université de Paris X, du 3 au 6 octobre 2007**

Au seuil du III^e millénaire, le capitalisme déploie une dynamique d'asservissement et de violence renouvelée. Le néolibéralisme met en concurrence les travailleurs du monde entier. Il nivelle les acquis du mouvement ouvrier et démocratique, des luttes des femmes, des combats du tiers-monde. Il liquide les identités et autonomies nationales. Il dissout les diversités culturelles au profit de substituts marchandisés. Il nous précipite vers la catastrophe écologique.

De la dynamique globale des résistances de tous ordres émerge une force unificatrice. Le mouvement altermondialiste a fait surgir une logique mondiale des solidarités qui donne à l'internationalisme un nouveau visage. Il a mis en avant un mot d'ordre universel : « Un autre monde est possible ». De multiples composantes travaillent à en définir les conditions économiques, politiques, culturelles, sociales. Mais pourra-t-il éluder les questions les plus redoutables : *Comment changer le monde dans le capitalisme? Et pour quel autre monde non capitaliste?* L'ambition de ce V^e Congrès Marx International est de mettre en débat ces interrogations. Il s'agit de penser de bas en haut une autre cosmo-politique.

Notre appel s'adresse aux chercheurs de toutes disciplines, à tous les collectifs de recherches, académiques ou non, qui se reconnaissent dans la perspective d'un « autre monde ».

Organisation de la rencontre

Elle est construite sur la base de *Sections Scientifiques* : Philosophie, Économie, Droit, Histoire, Sociologie, Culture, Langues, Sciences Politiques, Anthropologie.

Et de *Sections thématiques* : Études Féministes, Écologie, Socialismes, Marxismes.

Des *plénums interdisciplinaires* rassembleront les congressistes sur des thèmes transversaux.

Les revues *théoriques co-organisatrices* y développeront leurs propres projets.

<http://netx.u-paris10.fr/actuelmarx/>

Les frontières de la politique

Printemps 2007

Appel à contributions

1. Les frontières de la politique semblent floues, sinon en recul.

Floues, car l'espace politique des nations est réellement dépassé par la construction européenne, la culture post-coloniale et la mondialisation capitaliste, dont il s'agit de cerner les centres de gravité.

En recul, car le domaine privé des entreprises, de la famille, de la religiosité, des mass médias et des dispositifs bureaucratiques est en pleine expansion, au détriment de l'espace public classique. L'une des questions est de savoir quelle est la base sociale et sociologique des partis, ou de ce qui en reste.

Dans le même temps, les sociétés contemporaines cherchent un nouveau point d'équilibre, alors que les acteurs réduits aux marges posent des questions politiques centrales : jeunes des banlieues, « sans papiers » et « étrangers », étudiants précaires, femmes privées de représentation politique, homosexuels à visage découvert, etc.

Nous sollicitons des recherches empiriques contemporaines à ce sujet.

2. « L'espace public bourgeois » – décrit par Habermas – et sa forme républicaine sont très affaiblis, comme le montre le 21 avril 2002 français et l'engouement médiatique actuel pour le marketing des partis.

Des tendances contradictoires se jouent dans cette crise permanente : d'un côté, on voit émerger des mouvements sociaux, des appels publics, des modes de démocratie directe et des espaces publics oppositionnels ; de l'autre, un processus de destruction de la politique, basé sur des ressorts privés et autoritaires.

Des essais biens argumentés et critiques seraient les bienvenus.

3. Vers la fin des années quatre-vingts, de nombreux auteurs ont constaté que l'espace de la politique se réduisait à un concept réaliste de la démocratie libérale, d'où étaient bannis les irruptions révolutionnaires, les contestations sociales et les changements historiques. L'échec pratique du mouvement ouvrier a légitimé cette vision.

Les « bords du politique » (Rancière) ont rétréci d'une manière étouffante. Où en est la critique théorique de cette conception ? Quels concepts pour formuler la « critique de la politique » (Abensour) dans le sens d'un dépassement libérateur ?

Nous saluerons les efforts d'élaboration théorique.

4. Si le dépassement de la vision réaliste, faisant l'apologie d'une démocratie élitare et anhistorique reste pensable, il convient de faire un retour aux sources. Après 68, plusieurs auteurs ont relancé la perspective de Rosa Luxembourg : Pas de démocratie sans socialisme, pas de socialisme sans démocratie.

Une autre source du dépassement possible des cloisonnements établis par la démocratie libérale (privé-public ; social-privé) est le féminisme.

Nous voudrions donner une occasion de se souvenir des écrits plus ou moins parfaits qui ont été produits par Wolfgang Abendroth, Angela Davis, Nancy Fraser, Henri Lefebvre, Herbert Marcuse, Oskar Negt, Jean-Marie Vincent et bien d'autres à ce sujet.

Cohérence, charge et actualité de leurs projets et concepts émancipateurs ?

5. Où se situent les frontières actuelles de la politique ?

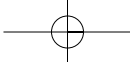
L'État national, bloqué dans son expansion par la décolonisation et la stagnation d'une croissance sauvage, fuit de partout, pris entre la décentralisation et la mondialisation.

Les banlieues françaises deviennent un lieu politique, alors que l'espace de l'altermondialisme pose la question d'une appropriation publique de la politique en dehors des administrations traditionnelles. Les relations internationales sont « chamboulées » depuis la chute du mur de Berlin, et la question de la violence envahit le vide politique. Le concept créatif de la multitude (Negri) souligne la question sans y répondre.

La mémoire, le langage, la culture et l'art sont autant de champs de bataille ouverts à la promenade...

Il s'agit de tracer des sillons.

Contact : alex.neumann@free.fr



Achévé d'imprimer en novembre 2006
sur les presses de l'imprimerie Chirat à Saint-Just-la-Pendue – France
Dépôt légal 4^e trimestre 2006

